

DELANNAY Didier

Personnalité allemande condamnée pour crime contre l'humanité

KLAUS BARBIE. Nikolaus Barbie dit **Klaus Barbie**, né le 25 octobre 1913 à Bad Godesberg en Allemagne et mort le 25 septembre 1991 à Pierre-Bénite en France, est un criminel de guerre allemand, officier de police SS sous le régime nazi.

Il est chef de la section IV (Sipo-SD) dans les services de la police de sûreté allemande basée à Lyon, durant l'occupation de la France par l'Allemagne nazie. Sous l'uniforme nazi, il est responsable d'exécutions, de tortures, et de la déportation vers les camps de la mort d'environ 14 000 personnes dont des résistants et des juifs.

Surnommé « le Boucher de Lyon », en fuite durant près de quarante ans, il parvient à échapper aux poursuites judiciaires en travaillant pour les services de renseignement américains pendant la guerre froide, puis s'exile en Bolivie sous le nom de **Klaus Altmann** et obtient la nationalité bolivienne en 1957. Il y vit pendant plus de 30 ans et y conseille les multiples régimes militaires boliviens successifs.

En 1983, il est finalement extradé de Bolivie vers la France, où il est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour crime contre l'humanité lors de son procès à Lyon en 1987, première condamnation de ce type en France. Il meurt en prison en 1991.

Biographie

Origines et débuts SS en Allemagne

Nikolaus « Klaus » Barbie naît le 25 octobre 1913 à Godesberg (actuelle Bad Godesberg, en Allemagne), une petite ville proche du Rhin, au sud de Bonn.

La famille Barbie est originaire de Merzig, dans la Sarre près de la frontière française, où elle réside depuis la Révolution française. Selon Klaus Barbie lui-même, ses ancêtres patrilinéaires sont des Français, probablement du nom de « Barbier », qui ont quitté la France en tant que réfugiés pendant le règne de Louis XVI.

Son père, également nommé Nikolaus, était employé de bureau puis a enseigné dans l'école primaire où Klaus Barbie était scolarisé jusqu'à l'âge de onze ans. Par la suite, il a fréquenté un pensionnat à Trèves. En 1925, toute la famille Barbie s'installe à Trèves.

En 1914, son père s'engage comme volontaire pour combattre durant la Première Guerre mondiale. D'après Klaus Barbie, son père est blessé par balle au cou à Verdun.

Klaus Barbie obtient son *Abitur* (équivalent du baccalauréat en France, du diplôme d'études secondaires au Canada ou de la maturité gymnasiale en Suisse) en 1933 et adhère aux Jeunesses hitlériennes (*Hitlerjugend*). En 1933, son père décède à l'âge de 45 ans.

En 1935, il entre dans la SS. La même année, il commence à travailler à Berlin, au service central du Sicherheitsdienst (SD), le service de sécurité du parti nazi, déclaré service de renseignements du Reich par un décret du 11 novembre 1938. Il reçoit ensuite une formation d'enquêteur au quartier général de la police de l'Alexanderplatz. Après quelques semaines à la brigade criminelle, il est affecté à la brigade des mœurs. En 1936, il est muté à Düsseldorf. L'année suivante, il passe par l'école du SD à Bernau bei Berlin avant d'être envoyé suivre un cours d'officier à Berlin-Charlottenburg. Les listes du NSDAP ayant été fermées en avril 1933, ce n'est qu'à leur réouverture en 1937 que Barbie devient membre du parti. Il est alors âgé de 23 ans.

Fin 1938, durant trois mois, il effectue son service militaire au 39^e régiment d'infanterie, puis poursuit sa formation d'officier. Le 20 avril 1940, il est nommé *SS-Untersturmführer* (sous-lieutenant SS). Quelques jours plus tard, il épouse Regine Willms qui a adhéré au parti nazi en 1937 et travaille dans une crèche de l'association des femmes nazies.

Pays-Bas (1940-1941)

En 1940, après l'invasion des Pays-Bas, Klaus Barbie y est envoyé au sein d'un détachement de la Sipo-SD (*Sicherheitspolizei und Sicherheitsdienst*, police de sécurité — État — et service de

sécurité — parti nazi) à la section VI (Amt VI, Ausland-SD, renseignements à l'étranger) chargée de la préparation du débarquement en Grande-Bretagne. Avant même que celui-ci ne soit annulé, Klaus Barbie est muté à la section IV (Amt IV, improprement appelée Gestapo, en fait formée des sections [Abteilungen] II et III de la Gestapo et de la section centrale [Zentralabteilung] III2 du SD Hauptamt). Dans ce cadre, d'abord à La Haye, puis à Amsterdam, il participe activement à la poursuite et à la rafle des Juifs, des francs-maçons et des émigrés allemands. Il travaille avec tant de zèle qu'en octobre 1940, il est promu *SS-Obersturmführer* (lieutenant SS). Pour avoir été l'un des officiers les plus énergiques dans l'assaut du ghetto juif d'Amsterdam et pour avoir commandé des pelotons d'exécution, il est décoré de la croix de fer de seconde classe (*Eisernes Kreuz II. Klasse*) le 20 avril 1941.

Front russe (1941-1942)

Bien que cela ne soit pas mentionné sur ses états de service, Klaus Barbie aurait été envoyé en URSS, de l'été 1941 au printemps 1942, dans un commando spécial de la Sipo-SD, chargé de la lutte contre les partisans sur les arrières de l'armée allemande (« J'avais suivi un stage de parachutisme [en Russie en 1941] »).

France (1942-1944)

Au printemps 1942, comme il est bien noté et parle français, Klaus Barbie est nommé chef de la sécurité à Gex, sous-préfecture de l'Ain en France, à proximité de la frontière suisse. En fait, une mission délicate l'attend : il doit enlever Alexander Foote, un agent secret britannique travaillant pour l'URSS à Genève. Barbie réussit à soudoyer le chef d'un poste de la garde-frontière suisse et s'introduit en Suisse par le poste de Prévessin-Moëns, douane proche de sa résidence privée, avant de constater qu'Alexander Foote avait disparu.

En juin 1942, Klaus Barbie est affecté au Kommando der Sipo-SD (KDS) de Dijon où il est chargé de la surveillance des douaniers allemands. À partir de juillet 1942, il est au casino de Charbonnières-les-Bains (à l'ouest de Lyon) d'où, avec une partie du commando DONAR, il est chargé de détecter des radios clandestines. Après l'invasion de la zone libre par les Allemands en novembre 1942, il est affecté au KDS de Lyon (commandé par Rolf Mühler de novembre 1942 à janvier 1943, par Heinz Hollert et, à partir de l'été 43, par Werner Knab), où il prend le commandement de la section IV (lutte contre les résistants, les communistes, les Juifs...).

En février 1943, Klaus Barbie devient le chef de la Gestapo de la région lyonnaise (troisième officier, par ordre d'importance, au sein du KDS de Lyon) et s'installe dans les bâtiments du centre Berthelot. Sous ses ordres, sont torturés et exécutés de nombreux résistants, dont Marc Bloch et Jean Moulin. Il arrête aussi personnellement, à la demande de Joachim von Ribbentrop, en août 1943, Albert Lebrun et André François-Poncet en Isère. Surnommé « le boucher de Lyon », il donne l'ordre d'exécuter de nombreux otages et de déporter des milliers de Juifs à Drancy — étape intermédiaire avant Auschwitz. Parmi ses victimes, se trouvent les 86 personnes raflées le 9 février 1943 au siège de l'UGIF, situé 12 rue Sainte-Catherine à Lyon, mais aussi les 44 enfants d'Izieu raflés le 6 avril 1944. Le 11 août de la même année, Barbie réussit à faire partir directement de Lyon pour Auschwitz le dernier convoi de déportés avec 650 personnes dont 342 non-Juifs et 308 Juifs. Lors de son procès, il est accusé d'avoir fait fusiller 22 otages, dont des femmes et des enfants, en représailles d'un attentat sur deux policiers allemands en 1943, d'avoir torturé ou fait torturer au moins une vingtaine de personnes en 1943 et d'en avoir fait fusiller au moins une quarantaine la même année, d'avoir fait fusiller 70 Juifs à Bron et beaucoup d'autres parmi les 120 prisonniers de la prison Montluc exécutés à Saint-Genis-Laval durant l'été 1944, où il est vrai que, selon Max Payot (un agent français de la Gestapo), Fritz Hollert, deuxième officier du KDS de Lyon, donc supérieur à Klaus Barbie, est présent.

Durant le premier semestre de l'année 1944, Barbie dirige également le commando de la Sipo-SD qui accompagne les troupes de répression des maquis, notamment dans l'Ain et le Jura : il torture, tue ou fait tuer de nombreux villageois censés soutenir les maquisards. L'organigramme des

services de la Gestapo à Lyon publié par le journal clandestin *Spartakus* (juin 1944) du groupe des Révolutionnaires communistes allemands et autrichiens (RKD) exilés en France le mentionne sous le nom de Mayer.

Il est également très actif du côté savoyard de la frontière franco-suisse, lieu de passage de clandestins vers la Suisse. Accompagné de son interprète Gottlieb Fuchs, il conduit des interrogatoires accompagnés d'actes de torture à l'hôtel Pax d'Annemasse en Haute-Savoie.

En septembre 1944, Klaus Barbie se trouve dans les Vosges. Le 5 septembre, sa présence est attestée à Bruyères avec de nombreux membres de la Sipo-SD de Lyon : le *SS-Obersturmbannführer* (lieutenant-colonel SS) Werner Knab, les sous-officiers Harry Stengritt et Krüll, des collaborateurs du PPF avec à leur tête Marcel Bergier et Charles Marandin, ainsi qu'une centaine d'auxiliaires français. Le 8 septembre, Barbie se rend à Rehaupal avec l'objectif de localiser un maquis.

Le 14 septembre 1944, le *SS-Sturmbannführer* (commandant SS) Wanninger recommande Klaus Barbie — déjà jugé dans un rapport de 1940 comme « discipliné, travailleur, honnête, amical, bon camarade, officier irréprochable » — pour une promotion au grade de *SS-Hauptsturmführer* (capitaine SS) en ces termes : « Klaus Barbie est connu au Quartier général comme un chef SS enthousiaste, qui sait ce qu'il veut. Il a un talent certain pour le travail de renseignement et pour la recherche des criminels. Sa plus grande réussite réside dans la destruction de nombreuses organisations ennemies. Le *Reichsführer-SS* Heinrich Himmler a exprimé sa gratitude à Barbie dans une lettre personnelle qui le félicitait pour la qualité de son travail dans la recherche des criminels et la lutte contre la Résistance. Barbie est [un officier] sur lequel on peut compter aussi bien sur le plan psychologique que sur le plan idéologique. Depuis sa formation et son emploi au sein du SD, Barbie a mené une carrière assidue en tant que directeur d'un service supérieur et, s'il n'y a pas d'objection, il est recommandé qu'il soit promu *SS-Hauptsturmführer*. »

Le 9 novembre 1944, il est promu *SS-Hauptsturmführer*. En poste à Halle, puis à Düsseldorf et à Essen, il termine la guerre à Wuppertal. Sur toute la période de la Seconde Guerre mondiale, il aura fait déporter près de 14 000 personnes, juives et résistantes, vers des camps de concentration et des centres d'extermination en Allemagne.

Après la Libération de la France, Barbie parvient, blessé, à gagner la ville de Baden-Baden en Allemagne.

Après guerre (1945-1947)

Recherché par les Alliés comme criminel de guerre, Klaus Barbie figure sur deux listes : à Londres, celle de la Commission des crimes de guerre des Nations unies (UNWCC : *United Nations War Crimes Commission*), sous le no 48 et le nom de « Barbier, *alias* Kreitz », et, à Paris, celle du Registre central des criminels de guerre et des suspects pour raisons de sécurité (CROWCASS : *Central Registry of Wanted War Criminals and Security Suspects*), sous le no 57 et le nom de « Barbie/Barbier/Barby/von Barbier/Klein/Kleitz/Mayer/Menez ».

L'ancien patron de la Gestapo de Lyon se fait discret, mais n'hésite pas à organiser, fin 1945, avec d'anciens SS, un réseau de résistance nazie. Cependant, en butte à l'indifférence de la population et à la répression des Alliés, ce réseau est vite infiltré et la plupart de ses membres arrêtés début 1947 (opération Selection Board). Plusieurs fois arrêté, Barbie réussit à cacher sa véritable identité et à s'évader.

Au service de l'Armée américaine (avril 1947 à mars 1951)

En avril 1947, Klaus Barbie rencontre Joseph Merck ou Kurt Merk, ancien officier de l'Abwehr en poste à Dijon pendant la guerre, avec qui il avait travaillé lorsqu'il était en poste à Lyon, qui lui propose d'entrer au réseau Peterson qu'il commande et qui est entièrement financé par le CIC (*Counter Intelligence Corps*, Armée américaine). Par deux fois, des agents français demandent à parler avec Klaus Barbie au sujet de l'affaire René Hardy, mais le CIC pense qu'il s'agit alors de l'arrêter et cache sa présence. Le responsable de Barbie au sein du CIC, Erhard Dabringhaus, ne

prend conscience que Barbie est un criminel qu'après plusieurs mois, informé par Kurt Merk. Début 1948, il en informe sa hiérarchie qui préfère continuer à utiliser Barbie. À partir de ce moment-là, la France commence à réclamer l'extradition de Klaus Barbie. Le *Counter Intelligence Corps* donne trois raisons pour expliquer la protection qui lui est accordée :

- d'abord, que son aide est précieuse au moment de la guerre froide ;
- ensuite, que ses « prétendus crimes » contre la Résistance étaient des « actes de guerre » et que les Français recherchent davantage la vengeance que la justice ;
- enfin, qu'on ne peut plus faire confiance à une France submergée par les communistes qui veulent en fait interroger Barbie sur la pénétration en Amérique du Parti communiste d'Allemagne et des services secrets français.

Le CIC est vivement intéressé par l'expérience que Barbie a acquise en France contre la résistance communiste, surtout afin d'obtenir des informations sur la pénétration communiste des services secrets français, sur les activités du Parti communiste français en France, dans l'armée française et la zone française en Allemagne ainsi que sur celles des services secrets français dans la zone américaine.

Dans le cadre des deux procès intentés à René Hardy, suspecté d'avoir trahi Jean Moulin, le tribunal militaire de Lyon poursuit Klaus Barbie qui est condamné à la peine capitale par contumace le 16 mai 1947 et le 25 novembre 1954.

Amérique du Sud (1951-1983)

Au service de l'État bolivien

En 1951, Barbie est accusé de vol par la police allemande. Il est exfiltré vers l'Argentine avec le concours des services secrets américains (CIA) et du prêtre croate Krunoslav Draganović. Dans sa fuite, il passe notamment par Vienne — où il est aidé par le diplomate Kurt Waldheim — Milan, Rome et Gênes.

Sous la fausse identité de « Klaus Altmann », il s'installe en Bolivie, obtient la nationalité bolivienne et dirige une entreprise d'exploitation de bois, puis, de 1966 à 1971, la *Compagnie Transmaritima Boliviana*, première compagnie maritime du pays qui s'adonne au trafic d'armes et de drogues au profit des dictatures militaires d'Amérique du Sud

À partir de 1964, Barbie collabore activement avec l'armée bolivienne et donne des conseils pour la recherche et la torture des opposants.

Selon diverses informations, après l'émergence de Che Guevara en Bolivie en 1966, les compétences de Barbie étaient à nouveau recherchées et il a travaillé pour le ministère de l'Intérieur bolivien avec le grade de lieutenant en tant qu'instructeur et conseiller des forces de sécurité. Au cours d'une interview, Alvaro de Castro, l'un de ses amis en Bolivie, a affirmé que Barbie « se vantait souvent de traquer le Che ».

Des personnes ayant rencontré Barbie pendant son séjour en Bolivie ont déclaré qu'il était un ferme partisan de l'idéologie nazie et de l'antisémitisme. Barbie et De Castro étaient proches de Josef Mengele et Adolf Eichmann, que Barbie soutenait et souhaitait aider à rester en fuite.

De 1965 à 1967, jusqu'à la mort de Che Guevara dans la jungle bolivienne, il semble qu'il soit de nouveau au service de la CIA. En 1971, il soutient le coup d'État du colonel Hugo Banzer et pour conforter son régime, Barbie crée une organisation paramilitaire d'extrême droite *Les Fiancés de la mort*. Il serait aussi, selon des documents déclassifiés de la CIA et du congrès américain, impliqué dans le trafic de cocaïne en collaboration avec le régime bolivien dans les années 1970.

Il s'installe ensuite au Pérou. Cependant, l'arrivée de Beate Klarsfeld, militante allemande anti-nazie majeure de l'après-guerre, l'oblige à regagner la Bolivie.

Traque

En effet, dès 1961, une enquête de la police allemande, alimentée par les archives de la VVN, détermine que Barbie s'est réfugié en Bolivie. En 1969, lorsque sa fille Ute Messner demande un visa pour l'Allemagne, les autorités découvrent finalement que « Klaus Altmann » est Klaus Barbie. Toutefois, face aux difficultés administratives, l'affaire est sur le point d'être classée quand les protestations de Beate Klarsfeld viennent la relancer : le 1er octobre 1971, elle obtient, non sans mal, du procureur allemand Manfred Ludolph la reprise de l'instruction ouverte en 1960 par le parquet de Munich contre l'ex-*SS-Hauptsturmführer* Barbie. D'après l'historien Peter Hammerschmidt, Klaus Barbie aurait même travaillé pour le Service fédéral de renseignement de la République fédérale d'Allemagne entre 1966 et 1967 sous le nom de code « Adler ».

Le magistrat Manfred Ludolph remet à Beate Klarsfeld deux photographies de Barbie, dont l'une prise en 1968 à La Paz, avec un homme qui lui ressemble fortement autour d'un groupe d'hommes d'affaires. En décembre 1971, les Klarsfeld obtiennent d'Allemands établis en Bolivie l'adresse et le faux nom des Barbie installés à Lima. La photo paraît dans la presse, si bien que les autorités péruviennes demandent aux Barbie de partir, ne voulant pas risquer de refuser à la France son extradition. Le 19 janvier 1972, *L'Aurore* publie un article retentissant : « L'ex-nazi Klaus Barbie vient de se réfugier au Pérou après un long séjour en Bolivie. La France va-t-elle le réclamer ? ». Le dossier des Klarsfeld monté contre Barbie est désormais médiatisé.

Le journaliste Ladislav de Hoyos parvient à l'interviewer les 3 et 4 février 1972, en Bolivie. Durant cette entrevue surveillée par le gouvernement bolivien, le journaliste s'adresse à Klaus Altmann en français, et ce dernier répond à la question en allemand, trahissant sa compréhension de la langue française. Au cours du même entretien, Ladislav de Hoyos piège Klaus Altmann en lui transmettant deux photos de Jean Moulin, lui demandant de l'identifier. Altmann nie connaître le résistant français et rend les photos au journaliste. En les manipulant, Altmann laisse sur celles-ci ses empreintes digitales qui permettront aux autorités françaises de l'identifier formellement. Le reportage est ensuite diffusé sur Antenne 2. C'est lors de cette diffusion que Klaus Barbie est reconnu par Simone Lagrange, qu'il avait torturé en 1944.

Le 22 avril 1973, le journal *O Globo* publie un entretien dans lequel Altmann avoue être Klaus Barbie.

Fin des protections

Klaus Barbie, personnage important en Bolivie, est protégé par le régime Banzer dont il est un soutien et un assistant dans sa lutte contre les opposants, jusqu'à sa chute en 1978.

Cependant, le gouvernement américain contraint le président bolivien à démissionner l'année suivante. Avec le retour des militaires dans leurs casernes, l'étau se resserre sur Barbie. Dans *Le Monde* du 21 février 1979, l'ancien président Hernán Siles Zuazo qui sera élu pour un nouveau mandat de 1982 à 1985, déclare : « Évidemment, un gouvernement démocratique ne peut pas protéger un criminel comme Barbie. Nous luttons contre le fascisme local et contre tout fascisme d'où qu'il vienne ».

Il participe à la préparation d'un coup d'État en 1980 par Luis García Meza Tejada en recrutant des mercenaires pour le nouveau régime dans lequel Barbie est nommé colonel honoraire des services de renseignements ; à ce poste, il élimine plusieurs opposants.

Expulsion et condamnation (1983-1991)

Retour en France

Après bien des péripéties et des atermoiements, après que le gouvernement français a accordé à la Bolivie une importante aide au développement (certains parlent d'une livraison de plusieurs tonnes d'armes pour la police bolivienne en échange de Barbie, Klaus Barbie est arrêté à La Paz le 25 janvier 1983 ; l'inculpation alors avancée est celle d'escroquerie pour défaut de paiement d'une dette de dix mille dollars et d'infraction aux lois sur l'immigration.

Il est expulsé vers la France le 5 février 1983 et, fait symbolique, incarcéré pendant une semaine à

la prison Montluc (prison militaire située à Lyon servant de lieu de détention pendant la Seconde Guerre mondiale) sur ordre de Robert Badinter, ministre de la Justice à l'époque : « Quarante ans après ses crimes, c'est à Montluc que Barbie devait passer la nuit, seul dans une cellule avec les ombres des êtres qu'il avait martyrisés. »

Lors de son retour en France, certaines de ses victimes juives avaient pour projet d'assassiner l'ancien nazi. Ayant la volonté de se venger, une certaine Monique C. est arrêtée à l'aéroport de Lyon en possession d'une carabine. Elle avoue plus tard aux autorités qu'elle avait pour but d'assassiner Klaus Barbie, qui l'avait fait déporter à Drancy en 1944.

Procès

Son procès devant la cour d'assises du Rhône débute le 11 mai 1987, dans la salle des pas perdus du palais de justice de Lyon. La salle principale de la cour d'assises étant trop petite pour le nombre de parties civiles et de témoins attendus (sans compter le public et la presse), il a en effet été décidé de construire une salle d'assises temporaire dans la salle des pas perdus, pouvant accueillir 750 personnes.

Le président du tribunal, André Cerdini, décide de ne pas faire comparaître Barbie dans une cage de verre blindé, estimant que l'accusé n'avait pas à bénéficier d'une telle protection. L'accusation est menée par Pierre Truche, assisté de Jean-Olivier Viout. Sa défense est assurée par l'avocat Jacques Vergès ainsi que par Jean-Martin Mbemba (avocat congolais) et par Nabil Bouaita (avocat algérien). 39 avocats représentent les parties civiles, Juifs et résistants déportés.

Au troisième jour du procès, quand commencent les dépositions de ses victimes, Barbie, fuyant la confrontation, lit une brève déclaration. Il annonce son intention de ne plus comparaître aux audiences comme l'y autorise le droit français, au motif de l'illégalité de sa détention.

Le 4 juillet 1987, au terme de neuf semaines de procès, et après six heures et demie de délibération, la cour d'assises du Rhône déclare Klaus Barbie coupable de dix-sept crimes contre l'humanité et le condamne à la prison à perpétuité « pour la déportation de centaines de Juifs de France et notamment l'arrestation, le 6 avril 1944, de 51 personnes à la maison d'enfants d'Izieu et leur déportation à Auschwitz ».

C'est la première fois que ce chef d'accusation est retenu en France.

Incarcération et mort

Pendant toute la période de son procès et après sa condamnation à la prison à perpétuité, Klaus Barbie est incarcéré dans les prisons Saint-Paul et Saint-Joseph à Lyon.

Le 25 septembre 1991, il meurt à l'hôpital Lyon Sud situé à Pierre-Bénite, à 77 ans, des suites d'un cancer du sang et de la prostate.

Famille

Sa femme, Regine Barbie, est morte d'un cancer en Bolivie peu avant que son mari fût extradé. Leur fils, Klaus-Georg Altmann, est mort dans un accident de deltaplane près de Cochabamba en 1981. Leur fille, Ute Messner, qui a quitté la Bolivie en 1969[, s'est installée en Autriche où elle a épousé Heinrich Messner. Elle rend visite à son père en prison en France avant son procès. Après sa mort en 1991, elle récupère ses cendres et les emporte en Autriche.

Sépulture

Incinéré, l'emplacement des cendres est inconnu. Précisément : Secrètement disposé par les autorités françaises

Ses cendres sont récupérés et emportés en Autriche par sa fille Ute Messner.

ERICH BAUER. Hermann Erich Bauer (26 mars 1900 à Berlin – 4 février 1980 à Berlin), parfois surnommé le *Gasmeister* - (le maître du gaz) - était un SS-*Oberscharführer*, qui a

directement participé à l'Aktion T4 et a servi comme opérateur des chambres à gaz du camp d'extermination de Sobibor dans le cadre de l'opération Reinhard.

Biographie

Premières années

Erich Bauer est né à Berlin le 26 mars 1900. Il combat comme soldat pendant la Première Guerre mondiale au cours de laquelle il est fait prisonnier par les Français. Alors qu'il travaille comme conducteur de tramway, il rejoint le parti nazi et la SA en 1933.

Action T4

En 1940, Bauer rejoint l'Aktion T4 au cours de laquelle des handicapés physiques et mentaux sont assassinés, par gazage ou injection létale. Il y débute comme chauffeur mais est rapidement promu parmi les exécuteurs. Dans son témoignage lors de son procès, Bauer décrit l'un des premiers assassinats de masse : « un tuyau raccordé au pot d'échappement d'un véhicule était raccordé à un laboratoire en briques situé au sein de l'asile. Quelques patients étaient enfermés dans la pièce : leur mort prenait 8 minutes ».

Sobibór

Début 1942, Bauer est transféré sous le commandement d'Odilo Globocnik, le *SS und Polizei Führer* de Lublin en Pologne, adjoint direct du HSSPF (chef suprême de la SS et de la Police) Friedrich-Wilhelm Krüger et chargé de l'opération Reinhard. Il reçoit un uniforme SS et le grade de *SS-Oberscharführer*. En avril 1942, il est affecté au camp d'extermination de Sobibor où il reste jusqu'à la dissolution du camp en décembre 1943.

À Sobibór, Bauer est responsable des chambres à gaz et est surnommé le *Badmeister* par les déportés juifs; après la guerre il est surnommé le *Gasmeister*. Il est décrit comme un homme de courte stature et trapu, un buveur connu et trop indulgent avec la boisson, qui dispose d'un bar privé dans sa chambre, qui est décorée d'une photo de lui-même et d'une autre de toute sa famille en compagnie d'Adolf Hitler. Alors que les autres gardes sont habillés soigneusement, Bauer a une tout autre apparence : il est toujours crasseux et empest l'alcool.

Le 14 octobre 1943, lors du déclenchement de la révolte, Bauer se rend à l'improviste à Chelm pour une mission de ravitaillement. Lorsqu'il revient à Sobibor la révolte a été en partie matée. Bauer est placé à la tête d'un escadron de la mort de gardes SS chargé en priorité d'assassiner l'organisateur de la révolte et de l'évasion Alexander Pechersky. Le retour de Bauer précipite le déclenchement de la révolte à cause de son retour imprévu. Bauer découvre le cadavre du *SS-Oberscharführer* Rudolf Beckmann et abat immédiatement les deux déportés qui déchargeaient son camion. Le son des coups de feu incite Pechersky à déclencher la révolte immédiatement.

L'après-guerre

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, Bauer est arrêté en Autriche par les troupes américaines et interné dans un camp de prisonniers de guerre jusqu'en 1946. Peu de temps après sa libération, il retourne à Berlin où il trouve un travail d'ouvrier affecté au déblaiement des décombres.

Erich Bauer est arrêté en 1949 après avoir été reconnu par deux survivants de Sobibor, Samuel Lerer et Esther Raab, lors d'une rencontre fortuite, dans le parc de Kreuzberg. Lorsqu'il rencontre Esther Raab, il lui aurait déclaré « Comment es-tu toujours vivante ? ». Son procès débute en 1950.

Durant celui-ci, Bauer affirme qu'il n'a été affecté à Sobibor que comme chauffeur de camion, afin d'assurer le ravitaillement des déportés et des gardes allemands et ukrainiens. Il admet qu'il était au courant des activités d'extermination mais nie y avoir pris part ou avoir commis des actes de cruauté. Sa déposition est confirmée par deux anciens du camp d'extermination le *SS-Oberscharführer* Hubert Gomerski et l'*Untersturmführer* Johann Klier.

Cependant, la Cour condamne Bauer sur la base des témoignages de quatre déportés survivants

évadés de Sobibor. Ils identifient Bauer comme le *Gasmeister*, qui non seulement assurait le fonctionnement des chambres à gaz, mais participa également à des exécutions de masse ainsi qu'à des actes aléatoires particulièrement cruels contre des détenus et des déportés sur le chemin conduisant aux installations de gazage.

Le 8 mai 1950, la Cour d'assises de Berlin-Moabit le condamne à mort pour crimes contre l'humanité. La peine de mort ayant été abolie en Allemagne de l'Ouest, la sentence est commuée d'office en prison à perpétuité. Bauer est emprisonné pendant 21 ans à la prison de Berlin-Moabit avant d'être transféré à la prison de Tegel, où il décède le 4 février 1980. Durant sa détention, il admet avoir participé aux opérations d'extermination et témoigne occasionnellement contre certains de ses anciens collègues.

Sépulture

Prison de Tegel, Berlin-Ouest, Allemagne de l'Ouest.

MARGRET BECHLER. Margret Dreykorn épouse Bechler (née le 2 février 1914 à Altona, morte le 7 juin 2002 à Wedel) est une enseignante allemande, femme d'officier, responsable de l'arrestation d'Albert Jacob.

Biographie

Margret Bechler est la fille de l'ingénieur de marine Georg Dreykorn et de son épouse Alice (Adelheid) Döll. Le père monarchiste quitte la Marine comme capitaine de corvette après la Première Guerre mondiale et déménage avec sa famille à Kleinzschachwitz en 1920, après avoir trouvé un emploi comme ingénieur à Dresde. En 1929, il est licencié.

Margret, qui a l'Abituren 1934, rencontre l'Oberfähnrich Bernhard Bechler en 1933 et se fiance avec lui en 1936. En 1938, Bernhard Bechler est Oberleutnant, ils se marient et déménagent à Chemnitz, plus tard à Altenbourg. Le mariage donne deux enfants: Heidi (née en 1939) et Hans-Bernhard (né en 1940). Margret Bechler n'a plus d'emploi depuis 1938, n'a pas de formation professionnelle et vit comme femme au foyer et mère sur le salaire de son mari jusqu'en novembre 1944. L'officier, préoccupé par son avancement, a plusieurs postes de carrière dans la Wehrmacht, mais est comme commandant de bataillon et major prisonnier soviétique à la fin de la bataille de Stalingrad. Il est en septembre 1943 cofondateur de la Bund Deutscher Offiziere (BDO)), après la fusion le 14 septembre 1943 également membre du Nationalkomitee Freies Deutschland (NKFD) et plus tard officier de front autorisé du NKFD.

Le 3 septembre 1943, le « Heimatdienst » de l'émission radio *Freies Deutschland* du NKFD diffuse les messages de prisonniers de guerre allemands en Union soviétique, ainsi que des signes de survie et des salutations de Bernhard Bechler à Margret Bechler et ses enfants à Altenbourg. C'est la seule façon pour les prisonniers de guerre d'envoyer un signe de vie à leurs familles, car il n'y avait pas d'échange de courrier pour les prisonniers de guerre entre le Reich allemand et l'Union soviétique. Dans le « Heimatdienst », les prisonniers de guerre demandent au public de transmettre les salutations de survie aux familles. De nombreux auditeurs du Reich allemand et des pays voisins prennent contact avec les familles des soldats. Ce « Heimatdienst » avec (entre autres) les salutations familiales de Bechler est diffusée à plusieurs reprises à partir de la fin août 1943. Le mineur de Zwickau Albert Jacob entend cette émission chez lui et décide d'informer Margret Bechler en plus de la mère d'un autre soldat et de transmettre les salutations de son mari. Au moment où les salutations familiales sont diffusées, Bernhard Bechler n'est ni membre de la BDO ni du NKFD et à la fin de l'été 1943 ne figure pas comme un propagandiste à la radio, mais tout comme de nombreux autres prisonniers envoient des salutations à sa famille par radio. Après l'échec du complot du 20 juillet 1944, les épouses des officiers de la Wehrmacht s'engagent dans le NKFD, dont Margret Bechler. Margret Bechler n'est « informée » que fin novembre 1944 par un major et officier de réserve du commandement de la Wehrmacht d'Altenbourg qu'elle peut en cas de divorce bénéficier de certaines facilités, telles que l'assistance par les soins et bien sûr l'utilisation des institutions publiques, Margret Bechler refuse. Margret Bechler reçoit des lettres d'auditeurs de la

radio qui ont entendu les salutations familiales de son mari. Le 5 septembre 1943, Margret Bechler rapporte à la police d'Altenbourg une personne inconnue qui lui a fait des salutations le 2 septembre 1943 à la maison. Elle participe à la recherche par la Gestapo d'une personne à Altenbourg que la Gestapo soupçonne d'avoir écouté les émissions ennemies et remet des lettres à la police. Quand Albert Jacob veut le 13 septembre 1943 lui apporter les salutations de survie qu'il avait entendues de son mari le 3 septembre 1943, Margret Bechler le renvoie, appelle la police criminelle d'Altenbourg et poursuit Jacob, qui est déjà loin de là avec deux autres résidentes et organise son arrestation. Bechler témoigne abondamment contre Albert Jacob le 13 septembre 1943, après qu'elle a utilisé une lampe de poche pour rechercher la lettre anonyme que Jacob avait jetée et la remet à la police comme preuve contre Jacob. Bechler est consciente qu'écouter des diffuseurs hostiles est passible de la peine de mort, et plus tard elle témoigne lors d'interrogatoires que sa plainte avait été déposée contre Jacob parce qu'elle n'était pas d'accord avec les activités illégales et veut se montrer patriote. Bechler déclare qu'elle avait dénoncé Jacob non pour des raisons politiques de parti, mais estimant que cela ne pouvait être que pour le mieux pour l'Allemagne.

La dénonciation de Bechler est typique de l'époque : entre 73 et 100% des enquêtes de la Gestapo sur les crimes radio sont déclenchées par des dénonciations comme la sienne.

Albert Jacob est remis à la police par Margret Bechler et ses complices, arrêté, accusé de préparation à la haute trahison et à la dégradation des forces militaires en raison de la transmission de nouvelles à Margret Bechler, condamné à mort par la Volksgerichtshof le 2 juin 1944 et exécuté à la prison de Brandebourg le 17 juillet 1944. Lorsque l'épouse de Jacob demande à Margret Bechler par l'intermédiaire d'un avocat le 20 juillet 1944 de soutenir une pétition de grâce, elle refuse par crainte de représailles. Aucune des deux femmes ne savait que Jacob avait déjà été exécuté.

Après l'occupation de la Thuringe par les troupes américaines, la veuve Hedwige Jacob dépose une plainte pénale contre Margret Bechler auprès de la police allemande pour avoir dénoncé son mari. Margret Bechler est alors arrêtée le 9 juin 1945 à Nobitz pour avoir dénoncé Albert Jacob. Conformément à l'article II 1 c de la loi no 2 du Conseil de contrôle (KRG 10), les dénonciations des opposants nazis sont considérées comme des « crimes contre l'humanité », la loi est contraignante pour tous les tribunaux allemands dans toutes les zones d'occupation et les dénonciations sont donc poursuivies. Le 1er juillet, les États-Unis rendent la Thuringe à la puissance d'occupation soviétique. Margret Bechler est emmenée à la maison d'arrêt de Zwickau, puis aux camps spéciaux de Bautzen, Jamlitz, Mühlberg et Buchenwald. Margret Bechler est juridiquement déclarée morte en 1946 à la demande de son mari Bernhard car, selon le maréchal Joukov, on ne peut pas savoir où elle se trouve. Bernhard Bechler prend les enfants ensemble et se remarie. Lorsque Bernhard Bechler découvre en 1950 que sa femme est toujours en vie, il divorce. Les allégations répandues selon lesquelles Bernhard Bechler aurait pu empêcher ou influencer la poursuite juridiquement déterminée de Margret Bechler en raison de la dénonciation fatale d'Albert Jacob ne sont pas fondées. Le 19 juin 1950, Margret Bechler est condamnée par la 3e grande chambre criminelle du tribunal régional de Chemnitz dans le procès de Waldheim pour crime contre l'humanité selon la loi n°10 du Conseil de contrôle (KRG 10) et selon la directive no 38 du Conseil de contrôle, est qualifiée de personne incriminée parce que, en tant qu'indicatruce, elle avait entraîné l'ouverture d'une procédure au détriment d'une autre pour violation des ordres nazis. Margret Bechler est condamnée à la prison à vie à la demande du parquet. L'appel de l'avocat de Margret Bechler contre ce jugement est rejeté par le tribunal régional supérieur de Dresde. L'allégation selon laquelle Margret Becher fut condamnée à mort par pendaison et graciée que plus tard par Wilhelm Pieck à une peine d'emprisonnement à perpétuité est sans fondement et fictive, tout comme l'affirmation inexacte selon laquelle le procureur général demanda la peine de mort contre elle. Lors du procès de 1992 contre l'ancien juge Waldheim Jürgens, Margret Bechler déclare en tant que témoin devant le tribunal de district de Leipzig que le procureur de la République l'avait initialement menacée de la peine de mort pour l'avoir dénoncé. Cependant, il n'y a aucune preuve à l'appui de cette allégation : selon le procès-verbal du procès contre Margret Bechler, le procureur a

demandé la réclusion à perpétuité.

La détention de Margret Bechler a lieu dans la prison de Hoheneck.

Margret Bechler est libérée de prison le 28 avril 1956 et vit d'abord à Chemnitz. Elle déménage en République fédérale et devient enseignante dans une école primaire à Wedel. En 1978, elle publie ses mémoires sous le titre *Warten auf Antwort*. Elle ne peut revoir son fils qu'après la chute du mur de Berlin.

En 1992, sa condamnation est annulée par la loi sur la réadaptation pénale parce que le déroulement de la procédure n'était pas conforme à l'état de droit. Depuis 2001, un lycée de Wedel décerne chaque année un « Prix Margret Bechler » aux étudiants particulièrement performants dans les domaines de la musique et des sciences naturelles sur la base d'une fondation décernée par Margret Bechler.

Sépulture

Cimetière de la forêt Wedel (Wedel, Pinneberg, Schleswig-Holstein, Allemagne)

HERMANN BECKER-FREYSENG. Hermann Becker-Freyseng, né le 18 juillet 1910 à Ludwigshafen et mort le 27 août 1961 à Heidelberg, est un médecin allemand et consultant en médecine aéronautique pour la Luftwaffe pendant le Troisième Reich. Becker-Freyseng est l'un des condamnés au Procès des médecins.

Biographie

Il devient physicien à l'Université de Berlin en 1935. En 1936, il devient membre du parti nazi et travaille comme médecin capitaine. Il travaille au camp de Dachau à des essais d'eau de mer distillée.

Au Procès des médecins, il est condamné à 20 ans de prison pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Toutefois, en 1946, le nom de Becker-Freyseng fait partie d'une liste des vingt personnes rétablie par Harry George Armstrong, il est envoyé aux États-Unis pour travailler au développement de la médecine spatiale américaine.

Sépulture

Bergfriedhof (cimetière de montagne) à Heidelberg

WILHELM BEIGLBÖCK. Wilhelm Franz Josef Beiglböck, né le 10 octobre 1905 à Hochneukirchen-Gschaidt et mort le 22 novembre 1963 à Buxtehude, est un médecin allemand et consultant pour la Luftwaffe.

Biographie

Il étudie à l'école de l'abbaye de Melk et a étudié la médecine à l'université de Vienne. Il travaille comme assistant à l'hôpital universitaire de Vienne avec Franz Chvostek et à l'hôpital de l'Université avec Hans Eppinger.

En 1933, il devient membre du NSDAP et 1934 devient membre des SS. Il obtient le grade de lieutenant-colonel. En 1940, il est médecin-chef et en mai 1941, il travaille comme médecin de l'Armée de l'air.

En 1944, il devient professeur adjoint à l'université de Vienne. En mai 1944, des questions sont posées quant à l'eau de mer. La question concernait la survie des pilotes de haute mer. Il y avait deux méthodes, celle de l'ingénieur des Forces aériennes de Vienne Eduard Berka (il masquait le goût du sel avec des vitamines) et la méthode du médecin Konrad Schäfer (une salinité réduite chimiquement). Afin de prendre la décision, des expériences humaines ont été prévues, avec des dommages pour la santé ; le choix est tombé sur les camps de concentration. Les expériences ont été effectuées par Wilhelm Beiglböck au camp de concentration de Dachau. Les cobayes ont été Jakob Bamberger, Karl Höllenreiner, Joseph Laubinger et Ernst Mettbach.

En 1947, il fait partie des accusés au procès des Médecins où il est condamné à quinze ans de prison. Libéré de manière anticipée en 1951, il meurt le 22 novembre 1963 à Buxtehude en Basse-Saxe.

Sépulture

Cimetière militaire de Buxtehude-Neukloster (Buxtehude, Stade, Basse-Saxe, Allemagne)

PAUL BLOBEL. Paul Blobel, né le 13 août 1894 à Potsdam et mort le 7 juin 1951 à Landsberg am Lech, est un officier supérieur de la SS, chef pendant la Seconde Guerre mondiale du *commando spécial* (*SonderKommando*) 4a et du *commando spécial* 1005 des *Einsatzgruppen*.

Responsable de nombreux massacres, en particulier à Babi Yar fin septembre 1941, il est condamné à mort à Nuremberg et exécuté en 1951.

Biographie

Paul Blobel était un criminel de guerre nazi allemand, SS-Standartenführer (colonel) et membre du SD. Né dans la ville de Potsdam, il a participé à la Première Guerre mondiale, où, selon tous les témoignages, il a bien servi et a été décoré de la Croix de fer de première classe. Après la guerre, Blobel étudia l'architecture et exerça cette profession de 1924 à 1931, lorsque, après avoir perdu son emploi, il rejoignit le parti nazi, la SA et la SS (il avait rejoint tous ces groupes avant le 1er décembre 1931).

Lors de l'invasion allemande de l'Union soviétique, il commanda le Sonderkommando 4a de l'Einsatzgruppe C, actif en Ukraine. Après l'arrivée des troupes de la Wehrmacht en Ukraine, les Einsatzgruppen devaient être responsables de liquider les indésirables politiques et raciaux. Blobel fut principalement responsable du massacre de Babi Yar à Kiev.

Pour des raisons de santé principalement liées à son alcoolisme, il fut démis de son commandement le 13 janvier 1942.

En juin 1942, il fut chargé de l'Aktion 1005, chargée de détruire les preuves de toutes les atrocités nazies en Europe de l'Est. Cela impliquait l'exhumation des fosses communes, puis l'incinération des corps. Blobel a développé des techniques efficaces d'élimination telles que l'alternance des couches de corps avec du bois de chauffage sur un cadre de rails en fer.

Gitta Sereny raconte une conversation sur Blobel qu'elle a eue avec Albert Hartl, ancien chef de la branche d'information de l'Église au Bureau de la Sécurité du Reich.

Hartl m'avait raconté une soirée d'été — ce même été chaud en 1942 — à Kiev où il avait été invité à dîner avec le chef local de la police SS et Brigadeführer, Max Thomas. Un autre invité, le colonel SS Paul Blobel, l'avait conduit à la datcha du week-end du général. « À un moment — il commençait à faire nuit », dit Hartl, « nous passions devant un long ravin. J'ai remarqué des mouvements étranges de la terre. Des amas de terre s'élevaient dans les airs comme par leur propre propulsion—et il y avait de la fumée ; C'était comme un volcan aux tons bas ; Comme s'il y avait de la lave brûlante juste sous la terre. Blobel rit, fit un geste du bras pointant vers l'arrière de la route et devant, tout le long du ravin — le ravin de Babi Yar — et dit : « Ici reposent mes trente mille Juifs. »

Paul Blobel au début du procès des Einsatzgruppen en septembre 1947

Jusqu'à 59 018 meurtres sont attribués à Blobel, bien qu'il ait été allégué lors des témoignages qu'il aurait tué entre 10 000 et 15 000 personnes. Il fut ensuite condamné à mort par le tribunal militaire américain de Nuremberg lors du procès des Einsatzgruppen. Il a été pendu à la prison de Landsberg peu après minuit le 7 juin 1951. Ses derniers mots furent : « Je meurs dans la foi de mon peuple.

Que le peuple allemand soit conscient de ses ennemis ! »

Sépulture

Cimetière de Spöttinger (Landsberg am Lech, Landkreis Landsberg am Lech, Bavière, Allemagne)

HERMINE BRAUNSTEINER. Hermine Braunsteiner, née le 16 juillet 1919 à Vienne en Autriche et morte le 19 avril 1999, à Bochum, est une gardienne de camp (*Aufseherin*) de

concentration nazi. Elle est le premier criminel de guerre nazi à avoir été extradée des États-Unis.

Jeunesse

Elle est la cadette d'une famille d'ouvriers catholiques pratiquants; son père Friederich est boucher, elle travaille dans une brasserie. Comme elle ne trouve pas de quoi financer une formation d'infirmière, elle travaille comme femme de chambre. En 1937 et 1938, elle travaille en Angleterre en tant que domestique et ménagère chez un ingénieur américain.

Seconde Guerre mondiale

En 1938, du fait de l'Anschluss, elle devient citoyenne allemande ; elle revient à Vienne, puis déménage et trouve un emploi chez l'avionneur Heinkel à Berlin. Sur l'insistance de son logeur, elle postule à un poste susceptible de lui garantir de bonnes conditions de travail et un bien meilleur salaire : gardienne de prisonniers. Le 15 août 1939, elle commence une formation de gardienne SS au camp de concentration de Ravensbruck sous l'égide de Maria Mandel. Quelques années plus tard, en raison d'un différend avec Mandel, elle demande à être transférée.

Le 10 octobre 1942, elle prend ses fonctions à l'usine de textiles dans le camp de concentration et d'extermination de Maïdanek près de Lublin en Pologne. Elle est promue assistante gardienne en janvier 1943 sous l'autorité de l'Oberaufseherin Elsa Ehrich. C'est dans ce contexte que Braunsteiner se livre à de nombreuses exactions auprès des détenues ; elle les maltraite avec ses bottes ferrées et s'attaque particulièrement aux enfants qu'elle qualifie de « bouches inutiles à nourrir » quand elle ne bat pas à mort des prisonnières. Elle prend également part aux sélections qui conduisent des femmes et des enfants aux chambres à gaz.

En exerçant ses fonctions aux côtés d'autres gardiennes telles Elsa Ehrich, Martha Ulrich, Alice Orłowski, Erna Wallisch et Elisabeth Knoblich, Braunsteiner a tué des êtres humains par cruauté, imitation et émulation. Elle était connue notamment pour les piétiner, ce qui lui a valu le surnom de « jument » (*Kobyła* en polonais, *die Stute* en allemand). Elle reçoit la croix du mérite de guerre en 1943 pour services rendus.

Elle reçoit aussi en janvier 1944 l'ordre de revenir à Majdanek avant qu'on évacue le camp. Elle est promue gardienne en chef de la prison de Genthin, annexe du camp principal qui se trouve dans les environs de Berlin.

Après guerre

Le 7 mai 1945 face à l'avance de l'Armée rouge, elle quitte le camp et s'installe à Vienne. La police autrichienne l'arrête et la livre aux forces d'occupation britanniques. Elle est incarcérée du 6 mai 1946 au 18 avril 1947. Elle est condamnée par le tribunal de Graz pour mauvais traitements, actes de torture et crimes contre la dignité humaine et l'humanité, à trois ans de prison. En avril 1950, elle est libérée et un tribunal civil autrichien lui accorde l'amnistie. Elle trouve du travail dans les hôtels et restaurants, puis émigre en Nouvelle-Écosse au Canada où elle se marie en 1958 avec un touriste américain rencontré en Autriche, un certain Russel Ryan qui ignore tout de son passé. En avril 1959, elle émigre aux États-Unis et acquiert la citoyenneté américaine en 1963.

La traque

C'est alors que Simon Wiesenthal, le célèbre chasseur de nazis alerté par d'anciennes détenues et par un article de presse à Tel Aviv, remonte sa trace de Vienne à Halifax pour aboutir *via* Toronto au quartier du Queens à New York. Il alerte le journal *New York Times* qui envoie un reporter, Joseph Lelyveld, enquêter dans les faubourgs du Queens à la recherche d'une certaine Mrs Ryan.

Il la retrouve et les premiers mots de Mrs Ryan sont : « Mon Dieu ! Je savais que ça arriverait, vous êtes là ». Le 22 août 1968, les autorités américaines entament une procédure pour lui enlever sa citoyenneté américaine. Sa naturalisation est levée en 1971 pour avoir caché à l'administration américaine des actes criminels lors de sa demande d'admission aux États-Unis. Le procureur de Düsseldorf demande son extradition pour complicité de crimes de guerre, mais la Cour fédérale

rejette la demande en invoquant dans un premier temps une dimension politique des charges retenues contre Braunsteiner, puis le caractère illégal de la double incrimination et qu'à ce titre elle ne peut être extradée. L'année suivante, elle comparaît avec son mari devant une Cour de district du Queens où des survivants des camps l'accablent de leurs terribles témoignages. Sur cette base judiciaire, le 1er mai 1973, le juge américain notifie au ministre de la Justice l'extradition de Braunsteiner et le 7 août 1973 Braunsteiner est extradée vers l'Allemagne.

La justice

Elle est jugée à Düsseldorf à partir du 26 novembre 1975 en compagnie de 15 autres gardes [SS](#) de Maidanek. Sur les neuf chefs d'accusation, six n'ont pas été retenus pour insuffisance de preuves, trois ont été retenus par le tribunal, à savoir : assassinat de 80 personnes, incitation à assassinat sur 102 enfants et complicité d'assassinat sur mille personnes. Hermine Braunsteiner a été condamnée le 30 juin 1981 à la réclusion criminelle à perpétuité. En 1996, pour raisons de santé, elle bénéficie d'une grâce médicale. Elle meurt le 19 avril 1999 à Bochum en Allemagne.

Sépulture

cimetière central de Bochum

ALOIS BRUNNER. Alois Brunner, né le 8 avril 1912 à Nádkút (en allemand : *Deutsch Kaltenbrunn*) dans le royaume de Hongrie, dans l'Empire austro-hongrois, située aujourd'hui en Autriche, et probablement mort en décembre 2001 ou en 2010 à Damas, en Syrie, est un membre du parti nazi et un officier SS, qui se rend célèbre par son action contre les Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale dans plusieurs pays d'Europe. Il est l'organisateur des actions du RSHA.

Alois Brunner est l'un des criminels de guerre nazis les plus recherchés, longtemps resté l'un des derniers criminels de guerre nazis en vie et impunis. En Syrie, il devient conseiller d'Hafez el-Assad, aide à former les services de renseignement, à organiser la répression et la torture dans les prisons du régime.

Biographie

Un nazi parmi d'autres

Alois Brunner naît en 1912 à Nádkút en Hongrie à 150 km au sud de Vienne. Son père, Joseph Brunner et sa mère, Anna Kruise, sont de petits paysans du Burgenland, profondément catholiques et antisémites. À l'âge de 15 ans, il devient apprenti dans un grand magasin de Fürstenfeld, en Autriche.

En 1931, à l'âge de 19 ans, il adhère au NSDAP. Il s'inscrit en 1932 à l'école de police privée de Graz. Il intègre la *Légion autrichienne*, vivier des futurs responsables de la Shoah, en 1933. Il y côtoie : Adolf Eichmann, Odilo Globocnik, Rolf Günther, Ernst Kaltenbrunner, Franz Novak, Franz Stangl... Âgés, pour la plupart, de vingt à trente ans, ces hommes sont les cadres dirigeants de l'Office central pour l'émigration juive à Vienne, fondée en août 1938 par Adolf Eichmann. La même année, Brunner entre à la SS puis au SD en 1939.

Un acteur essentiel de l'extermination des Juifs

Il devient par ses fonctions l'un des rouages importants de la Solution finale aux côtés d'Adolf Eichmann. Il est notamment l'instigateur des faits suivants :

- déportation vers les camps d'extermination de 47 000 Juifs autrichiens ;
- déportation vers les camps d'extermination de 43 000 Juifs grecs (voir : « Histoire des Juifs à Salonique ») ;
- chef du camp de Drancy, puis organisateur de rafles sur la Côte d'Azur, il fait déporter 25 000 Juifs français ou résidant en France au départ de la gare de Bobigny vers Auschwitz principalement ;
- il est également impliqué dans les rafles de Berlin et dans la déportation des enfants d'Izieu.

La déportation des Juifs d'Autriche

À partir du 21 décembre 1939, Eichmann dirige depuis Berlin la section IV B4 de la Gestapo, chargée des affaires juives. Brunner lui succède à la tête de la Centrale de Vienne qui devient le « laboratoire » pour l'internement et la déportation des Juifs du Reich et des pays occupés. Dès octobre 1939, Brunner fait déporter un millier de Juifs autrichiens à Nisko près de Lublin. Il est promu *Obersturmführer* (lieutenant SS), l'année suivante. À Vienne, suivant le modèle du Judenrat mis en place dans les communautés juives de Pologne, il impose aux Juifs d'Autriche la création d'une police juive ou *Jupo* qui est chargée de coopérer à la constitution de cinq convois de déportés en direction de Lublin, du 15 février au 12 mars 1941. À partir d'août 1941, il interdit l'émigration des hommes juifs âgés de 18 à 45 ans. Du 15 octobre au 2 novembre, cinq nouveaux convois sont dirigés vers le ghetto de Łódź. En janvier 1942, quinze jours après la conférence de Wannsee qui organise la Solution finale du « problème juif », Brunner est promu *Hauptsturmführer* (capitaine SS) et, en juillet, inspecteur de la SIPO-SD. Du 9 avril au 14 juin 1942, six nouveaux convois de Juifs quittent l'Autriche pour Lublin. 5 000 Tziganes sont également déportés sur ordre de Brunner. Nommé ensuite à Berlin, en octobre 1942, il y organise en deux mois la déportation de 20 000 Juifs.

La déportation des Juifs de Salonique

Le 6 février 1943, Alois Brunner et Dieter Wisliceny arrivent en Grèce. Pour organiser la déportation de la communauté juive de Salonique, ils imposent aux Juifs de Grèce les lois de Nuremberg. Les Juifs sont rassemblés fin février 1943 dans quatre ghettos : Kalamaria, Singrou, Vardar et Agía Paraskeví près d'Athènes. Ils sont ensuite transférés dans un camp de transit du quartier du baron Hirsch jouxtant la gare de Salonique, à l'ouest de la ville. De là, les trains de la mort les emmènent à Auschwitz-Birkenau. Pour accomplir leur mission, les SS imposent à la communauté juive la création d'une police juive à leur service.

De mars à août 1943, plus de 25 convois quittent Salonique pour Auschwitz-Birkenau par Belgrade et Vienne. Le premier convoi arrive à Auschwitz dans la nuit du 20 au 21 mars 1943. Fin mars, un convoi part pour Treblinka. En tout, 46 000 Juifs sont déportés : 43 850 de Salonique même, 1 132 des villes environnantes et 1 002 de la zone est-Egée. Le voyage d'un convoi dure une dizaine de jours en moyenne. L'état d'affaiblissement des victimes est tel à l'arrivée que la plupart des survivants sont immédiatement destinés à la chambre à gaz.

Dans le dernier convoi, qui part le 7 août, se trouvent 367 Juifs protégés par leur nationalité espagnole qui sont déportés à Bergen-Belsen puis de là purent être transférés à Barcelone puis au Maroc, certains purent atteindre la Palestine mandataire.

Commandant du camp de Drancy

La réorganisation du camp et des déportations de Juifs

Le 9 mai 1943, Brunner est nommé à Paris afin d'intensifier le processus de déportation des Juifs de France. Dépendant directement de Berlin, Brunner court-circuite l'autorité du *Judenreferent*-SS Heinz Röthke, dans la mise en œuvre de la déportation des Juifs de France.

Accompagné de son équipe mobile de SS autrichiens, Brunner dirige le camp de Drancy à partir du 18 juin 1943. Il prend en main directement la gestion du camp à partir du 2 juillet 1943 et cantonne les gendarmes français à sa garde extérieure. Il réorganise le fonctionnement interne du camp et y fait régner un système de terreur qui s'abat sur les internés. Selon des techniques éprouvées à Vienne, à Berlin et à Salonique, Brunner crée également une police juive au sein même des internés dont il réorganise la hiérarchie.

Cependant, en contrepartie, la nourriture et les conditions d'hygiène s'améliorent, grâce aux colis collectifs de l'Union générale des israélites de France (UGIF).

Le 4 août 1943, il fait fermer les camps de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande et fait regrouper les Juifs raflés à Drancy.

Il organise le départ des déportations non plus de la gare du Bourget mais de la gare de Bobigny pour des raisons de discrétion et de logistique.

Les rafles de Juifs de la Côte d'Azur

On estime le nombre de Juifs vivant ou réfugiés sur la Côte d'Azur en 1943 à 25 000.

À partir du 10 septembre 1943, à la suite de l'armistice signé entre l'Italie et les Alliés, la Gestapo entre à Nice et y organise la traque des Juifs selon un plan préétabli par Röthke et Brunner. Les rafles sont pratiquées dans toute l'ancienne région d'occupation italienne avec une méthode, une intensité et une cruauté jusque-là inusitées en France :

- pour la Gestapo, la circoncision vaut appartenance à la « race » juive ;
- des « physionomistes » installés sur des voiturettes sont chargés de repérer les Juifs dans les rues et de les arrêter ;
- des rafles sont systématiquement opérées dans les hôtels et les meublés ;
- des bandes organisées de dénonciateurs font la chasse aux Juifs riches pour les dépouiller et prévenir la Gestapo qui vient les arrêter ;
- les trains sont méticuleusement contrôlés.

Les réseaux de résistance délivrent force faux papiers, mais jusqu'au 14 décembre, 2 500 Juifs sont arrêtés et détenus à l'hôtel Excelsior près de la gare de Nice ; le docteur Abraham Drucker, médecin juif interné au camp de Drancy, transféré à Nice pendant trois mois, chargé d'examiner les Juifs arrêtés, témoigne de sa brutalité. Brunner demeura dans la région niçoise du 10 septembre au 15 décembre 1943, parvenant à déporter 1 820 personnes en 28 convois, ses successeurs en raflant 1 128 autres (18 convois) jusqu'à la fin juillet 1944. Une stèle commémorative a été édifée devant l'hôtel Excelsior Charlotte Salomon, Serge Klarsfeld père de Arno Klarsfeld, Roman Joffo, père de Joseph Joffo, André, Jean et Simone Jacob font partie des déportés.

Des rafles de Juifs dans toute la France

À partir de janvier 1944, Brunner fait procéder à des rafles en province et en région parisienne. En février 1944, son passage à [Grenoble](#) entraîne l'arrestation de Juifs dans la ville.

Conjointement avec Helmut Knochen, chef de la police de sécurité en France, il signe, le 14 avril 1944, un ordre d'arrestation de tous les Juifs de nationalité française restant sur le territoire : orphelinats, prisons, camps de travail sont vidés de leurs occupants juifs, les campagnes sont ratissées... Cette dernière vague d'arrestation a pour conséquence la déportation de 6 000 Juifs (parfois dénoncés pour toucher une prime réservée aux délateurs) envoyés de France dans les camps d'extermination en Pologne. Seuls les conjoints de non-Juifs sont, depuis 1943, en principe, provisoirement épargnés au profit de l'Organisation Todt ou d'autres camps en région parisienne.

Brunner reçoit, dans la traque des Juifs, l'aide de la Milice de Joseph Darnand.

Les derniers convois au départ de Drancy

En juin 1944, Brunner fait partir un convoi de 1 500 personnes.

Mais les arrivées à Drancy se font de plus en plus rares, et malgré le débarquement de Normandie, il veut absolument continuer les déportations de Juifs. Dès lors naît en lui l'idée de se rabattre sur les centres d'enfants qui sont entretenus par l'UGIF à Paris et en banlieue. Il rassemble ainsi à Drancy cinq cents enfants âgés de un à quinze ans, accompagnés de leurs directeurs et de leurs assistances sociales. Le 31 juillet 1944, 1 314 personnes, dont trois cents enfants quittent Drancy en direction du centre de mise à mort d'Auschwitz-Birkenau (convoi no 77). Parmi eux se trouvent les 20 petites filles de l'orphelinat de Saint-Mandé et leur directrice, Thérèse Cahen.

Il fait partir un dernier convoi de Drancy, le 17 août 1944, avant que les derniers internés ne soient libérés par le consul de Suède Raoul Nordling. Aidé de la gendarmerie française, il a fait déporter en un an, 22 427 hommes, femmes et enfants, soit près du tiers des déportés juifs de France.

La déportation des Juifs de Slovaquie

En septembre 1944, à Bratislava, il assiste Josef Witiska, chef de l'Einsatzgruppe H, dans le processus de déportation des Juifs slovaques. Il organise, dans la nuit du 25 au 26 septembre 1944, la rafle de 1 800 Juifs de la capitale slovaque qui sont internés avec les 5 000 du camp de concentration de Sered', antichambre d'Auschwitz. Plus de 13 500 Juifs sont déportés de Slovaquie sur ordre de Brunner.

Le dernier convoi qu'il organise avant la fin de la guerre part le 13 mars 1945 de Sered'.

Après avoir démantelé le camp de Sered' en 1945, Brunner réussit à gagner Vienne puis, en avril, Prague où se trouve replié le QG d'Eichmann.

L'après-guerre, condamnation à mort par contumace

Lors de l'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie, il prend une nouvelle identité, « Aloïs Schmaldienst » et réussit à se soustraire aux partisans tchèques. Il est finalement interné dans un camp américain près de Vienne. Il semble que son identité soit confondue avec celle d'Anton Brunner, qui est exécuté, ce qui lui permet d'échapper aux Alliés. Libéré, il mène une existence paisible à Essen, en Allemagne, bien que figurant sur la liste no 1 des criminels de guerre établie par le Tribunal militaire international de Nuremberg. Craignant d'être découvert, il s'enfuit en Égypte en 1953, avant de gagner la Syrie en 1954, aidé par Mohammed Amin al-Husseini, le grand mufti de Jérusalem. Il y retrouve Franz Rademacher qui l'embauche dans sa société Orient Trading Company (OTRACO), sous le nom de Georg Fischer.

Brunner est condamné à mort par contumace par le Tribunal permanent des forces armées à Paris, le 3 mai 1954.

Le 2 mars 2001, il est condamné à nouveau en France par contumace à la prison à perpétuité pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

L'exil en Syrie

Il est traqué sans relâche par Simon Wiesenthal, mais trouve refuge à Damas où il serait connu sous le nom de « Dr Georg Fischer » ou bien « Ali Mohammed ». L'Allemagne et d'autres pays réclament sans succès son extradition.

Une photo, prise en 1961, le représente alors affublé d'une moustache, contrairement à son habitude. Le 3 septembre de cette même année, le Mossad (services secrets israéliens) l'ayant localisé, lui envoie un colis piégé : deux agents de la poste de Damas sont tués, Brunner (qui se fait alors appeler « Fisher ») n'est que blessé bien qu'il soit donné mort par la police. Brûlé au visage, il perd l'œil gauche. Un autre colis piégé est envoyé en 1980, lui causant la perte de plusieurs doigts.

En 1966, après le coup d'État qui porte le parti Baas au pouvoir, Alois Brunner commence à conseiller les services de sécurité syriens. Pour Serge Klarsfeld, « Le clan Assad devait éprouver de la sympathie pour celui qui, comme eux, éprouvait de la haine contre les Juifs. D'après les services spéciaux, cet ancien ingénieur de la solution finale a transmis son savoir-faire et a contribué à la montée d'Hafez el-Assad au pouvoir. » Il prend encore plus d'importance en 1971 après le coup d'État qui place Hafez el-Assad à la tête de la présidence. Selon ses anciens gardes de la sécurité d'État, « il est allé voir directement Hafez al-Assad en se présentant comme un proche d'Hitler. Et c'est là qu'il a été désigné comme un de ses conseillers ». Il forme tous les chefs de renseignement syriens et aide à mettre en place la répression ainsi que des techniques de torture dans les prisons. Hedi Aouidj et Mathieu Palain écrivent dans leur ouvrage *Le nazi de Damas* : « Avec l'aide d'Aloïs Brunner, le nouveau président syrien met sur pied un appareil répressif d'une rare efficacité. Complexe, divisé en nombreuses branches qui toutes se surveillent et s'épient, fonctionnant sur la base du cloisonnement absolu, cet appareil s'érige sur un principe : tenir le pays par l'usage d'une terreur sans limites. »

En 1982, Beate et Serge Klarsfeld localisent son adresse et établissent même un contact téléphonique avec lui, forçant la France et l'Allemagne à déposer une demande d'extradition auprès de la Syrie. En 1985, le journal allemand *Bunte* parvient à le photographier, ce qui permet à la police criminelle de Wiesbaden de l'identifier formellement.

Dans une interview accordée au *Chicago Sun-Times*, Brunner déclare en 1987 à propos des Juifs exterminés : « Tous méritaient de mourir parce que c'étaient les envoyés du diable et des ordures humaines. Je n'ai aucun regret et je le referais ». En août 1987, Interpol lance contre lui un mandat d'arrêt international.

Une rumeur fait état de la mort de Brunner, en 1992, en Syrie. Sa fille, Irena Ratheimer, mariée à un député autrichien, n'a jamais confirmé ce décès. L'enquête pour attester la présence d'Alois Brunner, alias Georg Fisher, au 7, rue Georges-Haddad, à Damas, s'avère impossible, tout comme celle pour vérifier si des obsèques chrétiennes ont bien été célébrées pour lui, ou l'existence d'un enterrement dans un cimetière de Damas.

En 1995, le procureur de l'Allemagne annonce une récompense de 333 000 dollars pour toute information qui permettrait son arrestation. En décembre 1999, des rumeurs font état de sa mort en 1996. Des journalistes allemands qui avaient fait un séjour en Syrie affirment qu'il est toujours vivant et qu'il réside à l'hôtel Méridien de Damas.

En juillet 2007, le ministère de la Justice autrichien annonce sur son site qu'une récompense de 50 000 euros est promise à toute personne qui fournirait des informations pouvant conduire à localiser ou capturer Alois Brunner et Aribert Heim.

En juillet 2011, le gouvernement allemand admet avoir détruit des documents concernant la localisation de Brunner, la chute du mur de Berlin, en 1989, ayant bouleversé la procédure d'extradition en cours.

Fin novembre 2014, le centre Simon-Wiesenthal annonce son probable décès en 2010, à Damas, à l'âge de 98 ans, selon les informations recueillies par un ancien agent des services secrets allemands ayant servi au Moyen-Orient.

Une enquête de la revue *XXI* publiée le 11 janvier 2017 aboutit à la conclusion qu'Alois Brunner est mort dans un cachot à Damas en 2001 où il était enfermé depuis la fin des années 1990, après avoir été durant de longues années le protégé du régime de Hafez el-Assad. Selon le journaliste Hedi Aoudj : « Il se promenait dans Damas, et peu à peu il a été de plus en plus enfermé ; il est mort en 2001 dans un cachot, seul, car il a été lâché par Bachar el-Assad. Ce régime c'est comme la mafia. On l'a laissé dans ce cachot en se disant que peut-être on en aurait besoin plus tard ». Il serait mort dans ce lieu, décrit comme « au sous-sol d'une résidence habitée par des civils », dans Damas.

Sépulture

cimetière Al-Affif à Damas (Syrie)

KLAAS CAREL FABER. **Klaas Carel Faber** (20 janvier 1922 - 24 mai 2012, Ingolstadt) est un criminel de guerre nazi germano-néerlandais.

Biographie

Fils de Pieter Faber et Carolina Josephine Henriëtte Bakker, frère de Pieter Johan Faber, exécuté en 1948. Il rejoint la Waffen-SS en 1940. En 1943, il rejoint l'opération Silbertanne (Sapin d'argent) de Heinrich Boere et Hanns Albin Rauter. De 1943 à 1944, il tue vingt deux juifs à la mitraillette au camp de concentration de Westerbork (celui d'Anne Frank sur sa route pour Bergen-Belsen). Il devient le garde du corps du chef nazi néerlandais Anton Mussert.

Tandis que son frère Pieter Johan est exécuté pour ses crimes de guerre en 1948, Klaas Carel Faber voit sa propre condamnation à mort commuée en peine de prison à perpétuité. Il parvient toutefois à s'évader en décembre 1952, et à rejoindre l'Allemagne de l'Ouest, dont il avait obtenu la nationalité en tant qu'ancien membre de la SS.

Il s'installe alors à Ingolstadt, dans le sud de la Bavière, où il travaille pour le constructeur automobile Audi jusqu'à sa retraite.

Recherché par le Centre Simon-Wiesenthal, faisant l'objet de plusieurs demandes d'extradition de la part des Pays-Bas, il bénéficia notamment du soutien de l'organisation Stille Hilfe et de sa cofondatrice Gudrun Burwitz, fille du dignitaire nazi Heinrich Himmler. Celle-ci milita contre son extradition vers la Hollande, où sa condamnation à mort avait commuée en peine de prison à perpétuité en 1948.

Faber meurt à Ingolstadt le 24 mai 2012 d'insuffisance rénale, à l'âge de 90 ans

Sépulture

Cimetière de l'Ouest d'Ingolstadt

HANS FRANK. **Hans Frank** est un homme politique allemand, membre du parti nazi, ministre du Troisième Reich et criminel de guerre, né le 23 mai 1900 à Karlsruhe et mort exécuté le 16 octobre 1946 à Nuremberg.

Il a été *Reichsleiter* du parti nazi et, pendant la Seconde Guerre mondiale, gouverneur général de Pologne. Surnommé le « Bourreau de la Pologne », il est l'un des principaux accusés au procès de Nuremberg. Condamné à la peine de mort pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, il est exécuté par pendaison quelques jours plus tard.

Biographie

Jeunesse

Hans Frank est le fils de Karl Frank (1869-1945), juriste, et de Magdalena Buchmaier. Il a un frère aîné, Karl Frank junior, marié à Amanda Berta Böhmer, qui meurt en 1916 pendant la première guerre mondiale, et une sœur plus jeune, Elisabeth Lilly Frank, plus tard mariée avec le Dr Walter Scheltze.

En 1919, il est encore étudiant à Munich lorsqu'il adhère à un groupement d'extrême droite [antisémite](#) (la société Thulé) et milite dans un groupe paramilitaire, antirépublicain (le Freikorps Epp). Il participe à l'écrasement de la république des conseils (c'est-à-dire soviétique) de Munich au printemps 1919.

En 1923, il devient membre du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP), présenté par Dietrich Eckart, et participe à la tentative de putsch de Hitler à Munich dans les rangs de la Sturmabteilung (SA). Docteur en droit et avocat, il prête son concours à de nombreux « camarades » du parti nazi pendant la république de Weimar dans plus de 2 400 procès contre des militants nazis entre 1924 et 1933. Il représente les intérêts de Hitler dans une quarantaine d'affaires, ce qui lui permet d'avoir un lien direct avec celui qui se fait déjà appeler le Führer.

Son statut d'avocat lui permet aussi d'organiser, à partir de 1928, l'association des juristes nationaux-socialistes, qui dispose rapidement d'un journal périodique mensuel, le *Droit Allemand*, qui œuvre à la « propagation d'un renouveau juridique völkisch national-socialiste ». De plus, il accomplit des recherches pour retracer l'arbre généalogique « aryen » de Hitler.

Ministre sans portefeuille

En 1933, il devient ministre de la justice en Bavière et, en 1934, ministre du Reich sans portefeuille – dépourvu d'influence politique notable jusqu'en 1939. En 1934, Il est nommé commissaire du Reich pour l'harmonisation de la justice et le renouvellement du droit, c'est-à-dire qu'il est chargé de la nazification du droit allemand. Il fonde en 1934 l'Académie de droit allemand ; il se propose de transformer le juge en gardien de la *Volksgemeinschaft*, la communauté du peuple : en effet, le juge est défini comme le garant de l'ordre social et racial du IIIe Reich, de même qu'il arbitre les différends opposant les *Volksgenosse*, camarades au sein du *Volk*. Juriste, il défend, sans succès, malgré le soutien de Hitler, la stérilisation des criminels multirécidivistes, contre l'avis du ministre

de la justice, Franz Gürtner.

Hans Frank est alors connu pour son caractère despotique et lunatique passant de la grande sentimentalité à la brutalité extrême. En sa qualité d'homme du parti, il peut, s'il le faut, parler le langage de la rue au peuple. Dès 1933, il est partisan de l'Anschluss et de la formation d'un « axe » avec l'Italie.

Gouverneur général de Pologne

En octobre 1939, il est nommé gouverneur général des provinces polonaises occupées, poste dans lequel il dépend directement de Hitler. Corrompu, il s'installe avec une suite nombreuse dans le château du Wawel, à Cracovie, qu'il s'est approprié, et où il vit dans le luxe.

Hans Frank poursuit trois objectifs majeurs : l'extermination des Juifs, l'élimination des élites polonaises et le pillage économique du pays au profit de l'industrie allemande. Il pille en particulier du patrimoine polonais pour meubler et décorer ses résidences.

Il doit aussi s'opposer à Himmler pour maintenir son niveau de pouvoir. En effet, ce dernier, suivant le plan de Heydrich, décide dès l'automne 1939 de la déportation de Juifs — en provenance des territoires polonais incorporés au Reich — vers le Gouvernement général, soit 600 000 nouveaux Juifs qui viennent s'ajouter aux 1,4 million vivant déjà sous son autorité. Hans Frank voulait, lui, expulser tous les juifs du Gouvernement général.

En 1940, il est responsable de l'assassinat de plusieurs milliers de Polonais. Il fait fermer les universités polonaises, interdire la vie culturelle, pourchasser les résistants, déporter des centaines de milliers de Polonais. Dans le même temps, il introduit des mesures anti juives, aboutissant, dans une première étape, à la création de ghettos, notamment celui de Varsovie. Le 19 avril 1940, Stepan Bandera et les nationalistes ukrainiens de l'OUN(B) déclarent, devant lui, leur loyauté au IIIe Reich et en gage de leur bonne foi, offrent 38 cloches d'église aux fonderies allemandes.

Si Frank suit initialement le mouvement imposé par Himmler et Heydrich, il proteste rapidement, dès janvier 1940, contre l'« invasion » forcée dont il se dit la victime. En effet, il ne sait que faire des Juifs qui arrivent sur son territoire. Hitler lui donne raison. Il parvient ainsi à faire cesser cette première déportation en attendant une meilleure « prise en charge » de la question juive. Au printemps 1941, Hitler lui promet que le Gouvernement général sera le premier à être vidé de Juifs (*judenfrei*), après la victoire sur l'URSS.

En octobre 1941, Frank préside toute une série de réunions avec les responsables locaux pour étudier les différents moyens de se débarrasser des Juifs du Gouvernement général. Une solution envisagée est leur déportation en URSS. Mais Alfred Rosenberg, responsable des territoires occupés en URSS, refuse énergiquement. Certains collaborateurs de Frank proposent de laisser mourir de faim les habitants dans les ghettos. Le 16 décembre, de retour de Berlin, Frank convoque les gouverneurs de district et les chefs de division et déclare : « Nous devons en finir avec les Juifs [...] nous devons détruire les Juifs, partout où nous les rencontrons et partout où c'est possible, pour préserver la structure entière du Reich ». Finalement, en décembre 1941, les SS expérimentent près de Lublin le gazage des individus.

Le Gouvernement général de Pologne, destiné à devenir après la guerre une terre de colonisation germanique, est transformé durant le conflit en un vaste réservoir de main-d'œuvre pour l'industrie de guerre du Reich. C'est par ailleurs là que quatre des six camps d'extermination du système concentrationnaire nazi sont mis en place : Majdanek, Treblinka, Sobibor et Belzec. Auschwitz-Birkenau et Chelmno sont quant à eux construits un peu plus à l'ouest, dans les *Gaue* de Haute-Silésie et du Wartheland, c'est-à-dire en Pologne annexée par le Troisième Reich.

Antisémitisme et partisan de la solution finale, Hans Frank déclare sans ambiguïté « Si les Juifs devaient survivre à cette guerre en Europe, celle-ci se solderait par un succès incomplet ». Cependant il se trouve isolé à partir de 1942, toujours en raison de sa rivalité avec Himmler. Frank tombe en disgrâce auprès de Hitler qui le démet de toutes ses fonctions au sein du parti, tout en le

maintenant à la tête du Gouvernement général en dépit de la volonté exprimée par Frank de démissionner.

Au fil du conflit, se réfugiant de plus en plus dans la religion, il tente de se rapprocher des églises polonaises ; les discours qu'il prononce alors témoignent de son changement d'attitude : ainsi, le 11 mai 1944, il reçoit l'archevêque de l'église orthodoxe autocéphale d'Ukraine et du Gouvernement général et place cette église sous la protection du Reich, ce dans un discours où, par ailleurs, il assimile Staline à une incarnation du diable. Puis, le 21 juillet 1944, il invoque Dieu comme acteur de l'échec de l'attentat contre Hitler ; enfin, en novembre 1944, recevant des paysans polonais, il dénonce le bolchevisme « placé sous le commandement de Juda ».

Après le 20 juillet 1944, ayant à nouveau fait allégeance à Hitler[16] et étant maintenu dans ses fonctions, il devient responsable de l'application du décret du 27 juillet relatif à l'érection de fortifications à l'Est du Reich. Comme les gauleiters des *Gaue* orientaux, il en est informé le lendemain par Guderian. Pour appliquer ce décret dans les territoires placés sous son ressort, il fait largement appel à des Polonais, astreints au travail forcé, nourris par la prédation des stocks de nourriture des régions du Gouvernement général encore contrôlées par le Reich.

Au cours de l'été 1944, alors que la ligne de front se rapproche, Frank invite dans son château du Wawel un groupe d'intellectuels de Cracovie pour tenter de les convaincre que la résistance polonaise ne doit plus combattre les troupes allemandes : selon lui, les Polonais doivent au contraire s'allier aux Allemands dans la « lutte contre le bolchevisme ». Le *Krakauer Zeitung*, publié à l'usage des occupants, fait un gros titre sur cette proposition de Frank qui, cependant, ne reçoit aucun soutien des chefs de la SS ; elle est en outre ignorée par l'AK, l'armée clandestine polonaise.

Le 17 janvier 1945, il abandonne Cracovie où il était installé depuis le début du conflit, pour s'installer dans le château de Seichau, en Silésie, château qu'il est également contraint d'abandonner une semaine plus tard, le 23 janvier, après une dispendieuse soirée d'adieux. Emportant le fruit de ses rapines, il va ensuite se réfugier dans les Alpes bavaroises.

L'arrestation, la détention et l'exécution

En mai 1945, Frank est arrêté par les Alliés et tente vainement de se suicider.

Dans sa cellule, en attente du jugement, il rédige ses mémoires qu'il intitule *Im Angesicht des Galgens* (« Face à la potence » en traduction littérale), où il déclare notamment avoir découvert que Hitler avait des origines juives. Frank est finalement condamné à mort pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Il est le seul condamné à mort à faire acte public de repentance. Il est néanmoins pendu le 16 octobre 1946. Son corps est ensuite incinéré pour éviter la création ultérieure d'un lieu de commémoration improvisé.

Son journal de service en 42 volumes, dont l'original se trouve à Varsovie, constitue une source historique importante.

Vie privée

Hans Frank se marie le 2 avril 1925 avec Maria Brigitte Herbst, de cinq ans son aînée (29 décembre 1895 - 9 mars 1959), originaire de Forst (Lusace), après l'avoir rencontrée fin 1924 à Munich. De leur mariage naissent cinq enfants, tous nés à Munich :

- Sigrid (13 mars 1927), est restée une nazie convaincue, a émigré en Afrique du Sud, à l'époque de l'apartheid, où elle est morte ;
- Norman (3 juin 1928), est mort en 2009 ;
- Brigitte (13 janvier 1935), s'est suicidée en 1981 ;
- Michael (15 février 1937), est mort en 1990 ;
- Niklas Frank (9 mars 1939).

Brigitte Frank avait la réputation d'avoir une personnalité plus dominatrice que celle de son mari : après 1939, elle se faisait appeler la « reine de Pologne » (*Königin von Polen*). Le mariage ne

semblait pas très heureux et devenait plus froid d'année en année. Quand Hans Frank chercha à obtenir le divorce en 1942, Brigitte fit tout son possible pour rester la « Première dame dans le Gouvernement général ». L'un de ces commentaires les plus connus fut alors : « Je préférerais être veuve plutôt que divorcée d'un ministre du Reich ! » ; Frank aurait alors répondu : « Ainsi, vous êtes mon ennemi mortel ! »

Son dernier fils, Niklas Frank, qui avait 7 ans au moment de l'exécution de son père, a ensuite condamné fermement ses agissements. Journaliste, il a publié en 1987 un livre intitulé *Der Vater. Eine Abrechnung* (« Le Père. Un règlement de comptes »), aboutissement de plusieurs décennies de recherche sur la vie et la personnalité de son père. Le livre a également été publié en anglais sous le titre *In the Shadow of the Reich* (en français : *Dans l'ombre du Reich*). Il a ensuite été publié en épisodes dans les colonnes du magazine allemand *Stern* en créant des controverses parce que Niklas Frank parlait de son père en des termes méprisants : celui-ci était décrit comme un « fanatique de Hitler bavant » et la sincérité de ses remords peu avant son exécution était remise en cause.

« [...] Nous lui avons rendu visite dix jours plus tôt à la prison. J'avais compris qu'il allait mourir, on ne parlait que de cela à la radio ou à l'école. [...] Mais non. Il ne regrettait rien... Je le hais, ce salaud qui grille en enfer et m'obsède. Il n'est pas de jour où je ne pense à lui avec l'affreuse impression d'être une marionnette dont il manipule encore les fils...

Me croirez-vous ? Même enfant [N.D.L.R. : après la guerre], j'avais la conviction d'appartenir à une famille criminelle. [...] Très vite j'ai vu les photos des camps, à la Une des journaux : des montagnes de corps nus, des squelettes en haillons ; et puis, vous savez, cette image d'enfants qui tendent leurs petits poignets pour montrer leur numéro... Ils avaient mon âge, ils avaient été enfermés tout près du château de Pologne où mon père accumulait son or et où je jouais au petit prince avec ma voiture à pédales. La connexion était horrificante.

[...] Je n'en finis pas de réécrire dans ma tête sa biographie avec ces mêmes questions : Pourquoi ? Pourquoi as-tu fait cela ? J'ai étudié ses lettres, son journal, interviewé des témoins. Je ne trouve rien. Rien qu'une cupidité et un arrivisme forcené. « Brigitte, tu seras reine de Pologne ! », avait-il dit à ma mère quand Hitler l'avait fait gouverneur de Pologne. Pauvre type ! Tout ce qui l'intéressait, c'étaient les bijoux, les châteaux, les beaux uniformes. Une vie humaine n'avait aucune valeur. Et malgré les déclarations atroces qu'il a faites sur les Juifs, je crois qu'il s'en fichait et n'était pas un vrai antisémite. [...]

Ma mère était aussi cynique et veule. Elle était folle des fourrures et partait en Mercedes dans le ghetto, accompagnée d'une escorte de SS, acheter pour une misère ces camisoles que, décidément, ces Juifs savaient merveilleusement travailler. Elle se moquait bien qu'ils crèvent. J'aurais dû lui demander des comptes après la guerre. Mais tout le monde se taisait. Adenauer n'avait-il pas répété : « Ne posez pas de question. Construisons un nouveau pays ! » Cela les arrangeait bien, tous ces lâches et anciens criminels qui, sans avoir changé d'un pouce et pleins de nostalgie, retrouvaient leurs postes en attendant de toucher une retraite comme juges, gardiens de camps ou organisateurs de trains de la mort ! Je les vois me caresser les cheveux : « Pauvre petit garçon dont le papa héroïque a été injustement assassiné ! »

[...] Heureusement que les médias du monde entier nous tiennent en étroite surveillance et s'émeuvent dès qu'un Turc est attaqué ou un cimetière juif profané. Sinon, tout pourrait recommencer. J'aime le peuple allemand. Mais je n'ai en lui aucune confiance... »

Sépulture

Incinéré, cendres éparpillées. Précisément : des cendres dispersées dans le Wenzbach/Conwentzbach, un petit ruisseau à Munich.

KURT FRANZ. Kurt Franz, né le 17 janvier 1914 et mort le 4 juillet 1998, est le dernier commandant du camp d'extermination de Treblinka à partir d'août 1943.

Biographie

Le SS-Untersturmführer Kurt Hubert Franz (sous-lieutenant) était l'un des commandants du tristement célèbre camp d'extermination de Treblinka, situé près du village de Treblinka, au nord-est de Varsovie, en Pologne occupée, pendant la Seconde Guerre mondiale. D'après tous les témoignages, son éducation fut relativement normale.

Il a fréquenté l'école publique de 1920 à 1928, puis a travaillé comme messenger, boucher et apprenti cuisinier à 15 ans. Il avait une sœur et sa mère était catholique pratiquante. Son père marchand mourut alors qu'il était jeune, et sa mère se remaria avec un homme aux vues nationalistes de droite qui influençaient probablement la décision de Franz de rejoindre plusieurs groupes nationalistes de droite, dont le NSDAP (Parti nazi) en 1932, et c'est là que la vie de Franz commença sérieusement à s'éloigner de tout ce qui pouvait être qualifié de normal.

Il a effectué deux années de service dans l'armée allemande en 1935 avant d'être libéré honorablement en 1937, puis il a rejoint la SS-Totenkopfverbände. Après avoir reçu une formation avec le 3e régiment de tête de la mort « Thuringe » à Weimar, son parcours le mena au camp de concentration de Buchenwald, d'abord comme cuisinier et garde, ce qui lui valut d'être promu au grade de SS-Unterscharführer (sergent).

Deux ans plus tard, il fut transféré à la Chancellerie du Reich et affecté au programme d'euthanasie « Aktion T4 », et en 1941 fut affecté comme cuisinier au quartier général du T4.

Le 20 avril 1942, Franz fut promu Oberscharführer (sergent-chef) et fut affecté au complexe du camp de concentration de Lublin au sein du Generalgouvernement, et fut spécifiquement affecté au camp d'extermination de Belżec jusqu'à la fin août 1942.

Après un remaniement de la chaîne de commandement au camp de la mort, Franz fut de nouveau réaffecté à Treblinka et promu commandant adjoint sous Christian Wirth. Sa mission le menait à ce pays d'août à novembre 1943, afin qu'il puisse superviser la conclusion de l'Holocauste en Pologne occupée.

Franz acquit le surnom de Lalke, qui signifie poupée en yiddish, parmi les prisonniers, mais c'est à Treblinka qu'il acquérit sa mauvaise réputation. À son arrivée, ses tâches comprenaient la supervision des travailleurs, le déchargement des transports et le transfert des Juifs des salles de déshabillage vers les chambres à gaz. Mais ce pour quoi il était le plus connu, c'était son Saint-Bernard, Barry.

Il a été jugé pour ses crimes dans les camps de Treblinka en 1965. Il a nié tous les crimes qu'il avait réellement commis, y compris avoir lancé son chien sur un détenu juif, et a affirmé n'avoir battu un prisonnier qu'une seule fois. Le 3 septembre de la même année, il a été condamné à la prison à vie, ayant été reconnu coupable de son implication dans la mort d'au moins 300 000 personnes et étant personnellement inculpé de 35 chefs de meurtre, en plus de tentative de meurtre. Il a été libéré en 1993 pour raisons de santé et est mort libre.

Sépulture

Détails de l'inhumation inconnus (Incinéré au crématorium de l'Ostfriedhof (cimetière de l'Est) de Munich. Ces cendres furent ensuite dispersées dans l'Isar.

WILHELM FRICK. Wilhelm Frick, né le 12 mars 1877 à Alsenz (royaume de Bavière) et mort le 16 octobre 1946 à Nuremberg (Bavière), est un fonctionnaire, juriste et homme politique allemand, haut dignitaire (*Reichsleiter*) nazi.

Biographie

Haut fonctionnaire du gouvernement nazi allemand. Dernier de quatre enfants, il a étudié la philologie à l'Université de Munich. Il a ensuite orienté ses intérêts vers le droit à Heidelberg et à l'Université Humboldt de Berlin, obtenant son doctorat en droit en 1901. Il a entamé sa carrière dans la fonction publique en travaillant comme avocat pour la police de Munich. Il n'a pas servi dans l'armée pendant la Première Guerre mondiale mais a poursuivi son ascension au sein de la police munichoise. En 1923, il dirigeait la division Kriminalpolizei (police criminelle) à Munich et fut présenté à Adolf Hitler par le chef de la police munichoise, Ernst Pöhner. Frick, qui était également politiquement aligné avec les *Freikorps* et les unités paramilitaires de droite, a participé au *Putsch de la Brasserie*. Il fut ensuite reconnu coupable de trahison pour son implication mais parvint à éviter la prison (contrairement à beaucoup de ses complices). En 1933, alors qu'Hitler devint chancelier d'Allemagne, Frick fut nommé par lui ministre *de l'Intérieur* dans le nouveau gouvernement. Frick joua un rôle clé dans l'élaboration de nombreuses lois consolidant le pouvoir nazi, ainsi que dans les tristement célèbres *lois raciales de Nuremberg*, qui « légalisèrent » les actions antisémites contre les Juifs. En 1939, il fut l'un des six nommés à un « cabinet de guerre » désigné comme *Conseil des ministres pour la Défense du Reich*. En 1943, il fut remplacé par Heinrich Himmler en tant que *ministre de l'Intérieur*, mais Frick resta ministre *sans portefeuille* (jusqu'à la mort d'Hitler). Du 24 août 1943 au 8 mai 1945, il a exercé le rôle de « *Reichsprotektor de Bohême et de Moravie* », remplaçant les deux *Reichsprotektor* intérimaires, à la suite de l'assassinat de Reinhard Heydrich, par des agents britanniques du SOE formés et fournis aux agents tchèques et slovaques libres. Lors des procès pour crimes de guerre de Nuremberg en 1946, Frick a été reconnu coupable de crimes de guerre, de planification, d'initiation et de conduite de guerres d'agression, crimes contre l'humanité. Il fut exécuté par pendaison, et ses restes furent incinérés au cimetière Ostfriedhof de Munich (avec de nombreux autres criminels de guerre nazis). Ses cendres furent dispersées dans la rivière Isar.

Sépulture

Il fut exécuté par pendaison, et ses restes furent incinérés au cimetière Ostfriedhof de Munich (avec de nombreux autres criminels de guerre nazis). Ses cendres furent dispersées dans la rivière Isar.

WALTHER FUNK. **Walther Emanuel Funk**, né le 18 août 1890 à Trakehnen et mort le 31 mai 1960 à Düsseldorf, est un journaliste, homme politique et haut fonctionnaire du Troisième Reich.

Il est secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation du peuple et de la Propagande (1933-1937), ministre de l'Économie (1938-1945) et président de la Reichsbank (1939-1945).

Biographie

Formation

Né à Trakehnen (aujourd'hui Iasnaïa Poliana) en Prusse-Orientale, il fait des études de droit et d'économie à l'université de Berlin puis à celle de Leipzig.

En 1914, au début de la Première Guerre mondiale, il s'engage dans l'infanterie, mais est démobilisé en 1916 pour problèmes de santé. Il travaille alors comme journaliste dans divers journaux avant d'être nommé, en 1922, rédacteur en chef de la *Berliner Börsenzeitung*, une parution traitant de questions économiques.

Carrière politique

Démissionnant de ce poste en 1931, il rejoint le NSDAP et est élu député au Reichstag l'année suivante.

Après l'arrivée des nazis au pouvoir, il est secrétaire d'État au ministère de la Propagande, ministre de l'Économie dans le cabinet d'Adolf Hitler de 1937 à 1945 et président de la Reichsbank à partir de janvier 1939.

Président de la Reichsbank

Le 3 décembre 1938, il cosigne avec Wilhelm Frick, dans le cadre de la politique d'aryanisation des

biens juifs, un décret visant la dépossession des entreprises industrielles, biens et valeurs mobilières détenus par des Juifs allemands.

En 1942, le Reichsführer SS Heinrich Himmler, en possession de quantités d'or de plus en plus importantes, s'accorde avec Funk sur les dépôts que la SS serait à même de faire. Le président de la Reichsbank fait racheter par sa banque l'or dont ont été spoliés les Juifs déportés. Il crée des comptes bancaires sous le faux nom de Max Heiliger.

Au cours de l'hiver 1941-1942, il obtient la croix du Mérite de guerre de deuxième classe avec son collègue August Josef Hagemann.

Tribunal de Nuremberg

Jugé coupable de crime contre la paix, crime de guerre et crime contre l'humanité, notamment pour avoir accepté dans les coffres de la Reichsbank l'or extorqué par les SS aux déportés, il est condamné à l'emprisonnement à perpétuité lors du procès de Nuremberg. Il est libéré de la prison de Spandau pour raisons de santé en 1957.

Sépulture

Cimetière de Stoffeln (Düsseldorf, Stadtkreis Düsseldorf, Rhénanie-Nord-Westphalie, Allemagne)

KARL GEBHARDT. Karl Gebhardt, né le 23 novembre 1897 à Haag in Oberbayern et mort par pendaison le 2 juin 1948 à Landsberg am Lech, était un médecin nazi, le médecin personnel de Heinrich Himmler et l'un des principaux coordinateurs et auteurs des expériences médicales sur les prisonniers des camps de concentration de Ravensbrück et d'Auschwitz.

Biographie

Criminel de guerre - Le Dr Karl Gebhardt est né dans le petit village de Haag, dans le quartier d'Oberbayern en Bavière, en Allemagne. Il était le fils du Dr Franz et de Maria Gebhardt, et a grandi et fait ses études en Bavière. Il était un ami d'enfance du tristement célèbre Reichsführer-SS Heinrich Himmler. Gebhardt étudia la médecine et devint médecin et médecin personnel pour Himmler et sa famille. Il deviendra tristement célèbre pour être et l'un des principaux coordinateurs et auteurs d'expériences chirurgicales menées sur des détenus des camps de concentration de Ravensbrück (pour femmes) et d'Auschwitz. Être ami avec l'un des hommes les plus puissants du monde avait ses avantages. La carrière nazie de Gebhardt a débuté avec son adhésion au Parti ouvrier allemand national-socialiste (NSDAP) le 01/05/1933. Deux ans plus tard, il rejoignit également la SS et devint médecin-chef au sanatorium de Hohenlychen dans l'Uckermark. Son assistant était le Dr Ludwig Stümpfegger (qui empoisonnera plus tard les enfants de Joseph Goebbels à la Chancellerie du Reich dans les derniers jours de la guerre). Gebhardt transforma plus tard la clinique du camp de Hohenlychen, passant d'une clinique de soins tuberculeux en clinique orthopédique, puis, pendant la guerre, en hôpital pour la Waffen-SS. Himmler le fit nommer chirurgien en chef de l'état-major du Reich pendant la Seconde Guerre mondiale. Bien que Himmler ait montré une grande faveur à Gebhardt, la compétence médicale globale du médecin est remise en question. Le 27 mai 1942, Himmler ordonna à Gebhardt de se rendre à Prague, en Tchécoslovaquie, pour s'occuper de Reinhard Heydrich, SS-Obergruppenführer et général de la police, ainsi que du Reichsprotektor par intérim du Protectorat de Bohême et de Moravie. Heydrich avait été grièvement blessé lors d'une tentative d'assassinat à Prague lorsque des soldats tchèques (Jozef Gabčík, un Slovaque, et Jan Kubiš, un Tchéque) entraînés en Grande-Bretagne attaquèrent sa voiture alors qu'elle passait. Lorsque Heydrich développa de la fièvre après une opération pour ses blessures étendues, le Dr Theodor Morell, l'un des médecins personnels d'Adolf Hitler, suggéra à Gebhardt de traiter Heydrich avec l'antibiotique sulfonamide. Gebhardt refusa le conseil de Morell, estimant que Heydrich se rétablirait sans traitement antibiotique. Cependant, Heydrich mourut d'une septicémie le 6/4/1942, huit jours après l'attaque. Le refus de Gebhardt de prescrire des médicaments sulfamiformes contribua sans aucun doute à la mort de Heydrich. Au début de 1944, Gebhardt soigna le ministre de l'Armement du Reich, le Dr Albert Speer, pour fatigue et un genou

enflé. Ses traitements ont failli tuer Speer et il a été remplacé par un autre médecin, le Dr Friedrich Koch. Certaines questions subsistent quant à son traitement de Speer, car son ami Himmler voyait Speer comme un rival pour le pouvoir auprès des hauts dirigeants du Reich. Malgré ses compétences médicales, Gebhardt gravit les échelons au sein de la SS et devint Gruppenführer dans l'Allgemeine-SS et général de division dans la Waffen-SS. Pendant la guerre, il a également exercé pendant un certain temps la fonction de président de la Croix-Rouge allemande. Gebhardt reçut la permission (on suppose de Himmler) de mener des expériences sur les prisonniers de Ravensbrück (proche du sanatorium de Hohenlychen) et d'Auschwitz. Il admit plus tard avoir opéré environ 60 femmes à Ravensbrück, mais les survivants du camp témoignèrent plus tard qu'il s'agissait d'environ 100. La plupart étaient des Polonais âgés de quatorze à vingt-cinq ans. Son objectif principal était de se prouver justifié pour la mort de Heydrich en brisant les membres des prisonniers puis en soignant la gangrène gazeuse qui en résultait. Un groupe de contrôle a reçu du sulfonamide (et pratiquement aucun soin infirmier) tandis que l'autre groupe n'a pas reçu l'antibiotique mais a bénéficié d'un suivi infirmier continu. Le groupe ayant reçu les soins infirmiers avait un taux de survie plus élevé que ceux qui utilisaient uniquement le traitement sulfatique. Gebhardt estimait que cela justifiait sa décision de ne pas avoir administré l'antibiotique à Heydrich, mais sans aucun doute si le groupe ayant reçu le médicament sulfhale avait reçu le même niveau de soins infirmiers que l'autre groupe, leur taux de survie aurait considérablement augmenté. Alors que la fin de la guerre approchait et que les chefs étaient enterrés sous terre dans le bunker de la Chancellerie du Reich à Berlin, Gebhardt, en tant que chef de la Croix-Rouge, approcha Goebbels pour lui proposer d'emmener les enfants Goebbels hors de la ville afin d'assurer leur survie. Goebbels refusa cependant cette offre et ils restèrent dans le bunker jusqu'à la fin, lorsqu'ils furent empoisonnés par leur mère et le Dr Stümpfegger. Gebhardt s'échappa du bunker mais fut ensuite arrêté par les autorités alliées. Gebhardt déclara en mai 1943 : « Je porte toute la responsabilité humaine, chirurgicale et politique de ces expériences ». Cette déclaration lui revint du dessus car il fut l'un des 23 accusés lors du « procès du médecin » tenu à Nuremberg du 9/12/1946 au 20/08/1947 après la guerre. Il a été reconnu coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité et condamné à mort. Gebhardt a été pendu le 6/2/1948 à la prison de Landsberg en Bavière.

Sépulture

Cimetière de l'Est de Munich (Giesing, Stadtkreis München, Bavière, Allemagne)

KARL GENZKEN. Karl August Genzken, né le 8 juin 1885 à Preetz et mort le 10 octobre 1957 à Hambourg, est un médecin allemand qui a conduit des expérimentations médicales nazies dans plusieurs camps de concentration.

Biographie

Il rejoint la NSDAP le 7 juin 1926 membre No 39913 et rejoint la SS le 5 novembre 1933 membre no: 207954.

En 1934, il sert pour la marine puis à Berlin.

Entre décembre 1941 à février 1945 il injecte le typhus, la variole et le choléra à des prisonniers dans les camps de Buchenwald et Natzweiler.

Gruppenführer dans la Waffen-SS, il est l'un des condamnés au Procès des médecins. Il est condamné à perpétuité, en avril 1954 sa peine est commuée à 20 ans de prison.

Sépulture

Enterré dans le cimetière militaire allemand de Costermano, en Italie.

HERMANN GÖRING. Hermann Göring, ou Goering, né à Rosenheim le 12 janvier 1893 et mort à Nuremberg le 15 octobre 1946, est un militaire, homme politique et criminel de guerre allemand, dirigeant de premier plan du parti nazi et du gouvernement du Troisième Reich.

Biographie

Personnalité militaire et politique. L'un des principaux nazis de la Seconde Guerre mondiale avec le titre de Reichsmarschall, et il était le chef de la Luftwaffe (armée de l'air allemande de la Seconde Guerre mondiale). Pendant la Première Guerre mondiale, il fut officier dans le service aérien de l'armée impériale allemande, devint un as de premier plan et reçut la *Pour le Mérite* (aussi appelée Blue Max) ainsi que la Croix de fer de 1re classe pour avoir abattu 22 avions alliés. Il devint le dernier commandant du *Jagdgeschwader 1* (JG 1), « *Flying Circus* », l'escadron de chasse autrefois commandé par feu le baron von Richthofen. Après la guerre, il est devenu un éclaireur de barnstorming et un aviateur de spectacle en Scandinavie. Peu après, il s'est impliqué dans le jeune parti nazi, gravissant les échelons et obtenant de nombreux titres de haut rang. Il fut parmi les blessés lors du tristement célèbre putsch raté de *la brasserie* en 1923. Pendant qu'il recevait des soins pour ses blessures, il a développé une dépendance à la morphine, qui a persisté jusqu'à la dernière année de sa vie. Il a réalisé « *La Nuit des longs couteaux* », la purge qui a conduit à l'assassinat d'Ernst Röhm et d'autres dirigeants de la SA. Il ordonna l'élimination des Juifs de l'économie allemande et la saisie de leurs possessions (ainsi que de celles des pays occupés par les nazis) et ordonna plus tard à Heydrich, en 1941, de trouver et de coordonner une « solution générale à la question juive » dans tous les territoires occupés par les nazis. Durant son règne au pouvoir, il devint un collectionneur bien connu de nombreuses œuvres rares et inestimables, principalement volées à des collections privées et publiques sous l'autorité nazie. Parmi ses nombreux titres, il était surtout connu comme commandant en chef de la Luftwaffe, ainsi que président du Reichstag, Premier ministre de Prusse, et premier successeur d'Adolf Hitler. Il fut également responsable, avec Heinrich Himmler et Reinhard Heydrich, de la création des premiers camps de concentration. Condamné pour crimes contre l'humanité avec d'autres dirigeants nazis lors des procès de Nuremberg en 1946, il fut condamné à mort. Cependant, il obtint d'une manière ou d'une autre une fiole de cyanure dans sa cellule, qu'il utilisa pour se suicider quelques heures avant son exécution prévue par pendaison. On a supposé que la fiole avait été cachée au fond d'un pot de crème froide, fourni sans le savoir par son chef de la garde de l'armée américaine, le lieutenant Jack G. Wheelis, mais d'autres preuves ont depuis été découvertes, suggérant quelque chose du contraire. Les restes de Göring furent incinérés avec de nombreux autres criminels nazis. Les cendres se dispersèrent dans le Conwentzbach, un petit ruisseau à Munich.

Sépulture

Incinéré, cendres éparpillées. Précisément : des cendres dispersées dans le Wenzbach
Conwentzbach un petit ruisseau à Munich.

SIEGFRIED HANDLOSER. **Siegfried Handloser** (né le 25 mars 1885 à Constance ; † le 3 juillet 1954 à Munich fut chef du service médical de la Wehrmacht avec le grade de colonel-général. Lors du procès des médecins de Nuremberg, il a été reconnu coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Biographie

Siegfried Adolf Handloser est né le 25 mars 1885 à Constance. Son père se prénomme Konstantin et sa mère Anna Maria. En 1903, il étudie la médecine et il devient docteur en 1911. Il a travaillé au service médical durant la Première Guerre mondiale. De 1928 à 1932, il travaille à l'hôpital universitaire de Giessen. En 1933, il travaille à l'inspection de l'armée et sanitaire du ministère de l'Armée à Stuttgart.

En 1938, il devient *Generaloberst* des forces armées des services médicaux allemands, chef des forces armées des services médicaux allemands de la Waffen-SS. Depuis juin 1942, il travaille dans le haut commandement des forces armées au poste nouvellement créé de chef des forces armées service médical. Il est principalement responsable du service de santé général des forces armées.

Il reste en captivité du 9 décembre 1946 au 19 juillet 1947. Au procès des médecins, le 20 août 1947, il est condamné à la prison à vie. Sa peine est réduite à 20 ans en 1954 et il est libéré. Il était à

la tête des forces armées service médical et le chef du service médical de l'Armée, de la Force aérienne et de la Marine, mais aussi des médecins SS et de la police.

Il décède d'un cancer à l'âge de 69 ans à Munich.

Sépulture

l'hôpital universitaire de Munich. Cimetière principal de Constance

WILHELM HARSTER. Wilhelm Harster est un juriste allemand devenu policier SS à l'époque du nazisme, né le 21 juillet 1904 à Kelheim (Allemagne) et mort le 25 décembre 1991 à Munich. Il est condamné à deux reprises, pour crimes de guerre puis pour crimes contre l'humanité. En tout, il n'effectue que 10 ans de prison sur ses condamnations à 27 ans en tout.

Sous le nazisme, il est SS-*Gruppenführer*[a] et chef de la police de sûreté et du SD (BdS) pour les Pays-Bas puis l'Italie. Condamné en 1949 à 12 ans de prison pour crimes de guerre, il est libéré en 1953 et devient haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur de Bavière. En 1963, à la suite de ses propos concernant son ex-subordonné Erich Rajakowitsch, qui a été arrêté et doit être jugé à Vienne, il est démis de ses fonctions et jugé à nouveau deux ans plus tard. Harster, qui a été un rouage essentiel de l'extermination des Juifs aux Pays-Bas, puis en Italie, est à nouveau condamné à 15 ans de prison pour crimes contre l'humanité, en 1967, mais est amnistié et libéré deux ans plus tard.

Études et nazisme

Harster fait ses études à Munich entre 1910 et 1919, devenant docteur en droit de l'université de Munich en 1927. Il devient réserviste de la Reichswehr en 1920, servant dans le 1er bataillon de la Bunt Oberland. En 1929, il entre dans la Kriminalpolizei (police judiciaire). Harster devient membre du NSDAP le 1er mai 1933 (no 3 226 954).

Le 9 novembre 1933, il rejoint la SS (no 225 932), puis, le 29 octobre 1935, le service de police interne des SS, le Sicherheitsdienst (SD). Au début de la guerre, il est *Obersturmbannführer*.

Du 19 juillet 1940 au 29 août 1943, il dirige le SD aux Pays-Bas, et est, en tant que tel, impliqué dans la mort de 104 000 Juifs, dont Anne Frank. Nommé *Oberführer* en novembre 1941, puis *Brigadeführer und Generalmajor der Polizei*[d] en novembre 1942, il devient *Gruppenführer und Generalleutnant der Polizei*[a] en novembre 1944. Après son séjour aux Pays-Bas, il devient dirigeant du SD en Italie, sous le commandement de l'*Obergruppenführer*[e] Karl Wolff, du 29 août 1943 jusqu'à son arrestation par les Britanniques le 10 mai 1945.

Arrestation, libération, fonctionnaire et nouveau procès

Extradé aux Pays-Bas, il y est jugé et condamné, en 1949, pour crimes de guerre, à une peine de 12 ans de prison. Il est néanmoins libéré de façon anticipée dès 1953, ayant purgé huit ans de prison sur les douze (en comptant la détention préventive).

Harster devient alors haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur de Bavière. En 1963, à la suite de l'arrestation du criminel de guerre Erich Rajakowitsch, dans laquelle Simon Wiesenthal a joué un rôle important, il défend son ancien subordonné, en prétendant qu'il ne s'était pas occupé de la spoliation des Juifs. Son passé est alors révélé à l'opinion publique, l'obligeant à démissionner la même année.

En 1967, il est jugé à nouveau, et condamné à 15 ans de prison pour crimes contre l'humanité, en particulier pour la déportation de Juifs à Auschwitz et Sobibor. Mais deux ans plus tard, il est amnistié et libéré, à l'âge de 65 ans. Il meurt en 1991, âgé de 87 ans.

Sépulture

Cimetière de Pasing (Pasing, Stadtkreis München, Bavière, Allemagne)

KARL-ADOLF HOLLIDT. Karl-Adolf Hollidt (28 avril 1891 à Spire - 22 mai 1985 à Siegen)

est un *Generaloberst* allemand qui a servi au sein de la Heer dans la Wehrmacht pendant la Seconde Guerre mondiale.

Il a été récipiendaire de la croix de chevalier de la croix de fer avec feuilles de chêne. La croix de chevalier de la croix de fer est son grade supérieur, les feuilles de chêne, sont attribuées pour récompenser un acte d'une extrême bravoure sur le champ de bataille ou un commandement militaire avec succès.

Biographie

Jeunesse

Son père est professeur secondaire d'école locale et Karl-Adolf Hollidt fait ses études dans sa ville natale de Spire. Après avoir fini l'école en 1909, il s' enrôle dans le 117^e régiment d'infanterie dans la 3^e compagnie dans laquelle il est nommé Leutnant (lieutenant) en 1910.

Première Guerre mondiale

Pendant la Première Guerre mondiale, Hollidt sert sur le Front de l'Ouest. Au cours de la guerre, il reçoit un total de deux promotions : Oberleutnant (lieutenant de 1^{re} classe) en 1915 et en 1918 pour le grade de Hauptmann (capitaine) Il reçoit la croix de fer 2^e classe le 9 septembre 1914 et la croix de fer 1^{re} classe le 18 octobre 1916.

Entre-deux-guerres

Après plusieurs promotions (pour le grade de major le 1^{er} février 1930 et au rang de *Oberstleutnant* (lieutenant-colonel) le 1^{er} février 1933), il sert comme commandant de bataillon dans le 12^e régiment d'infanterie à Dessau. Puis Hollidt sert comme *Oberst* (colonel) dans l'état-major général en 1935 et en tant que chef d'état-major au I. Armeekorps à Königsberg. Après sa nomination comme *Generalmajor* le 1^{er} avril 1938. Hollidt est actif en tant que commandant d'infanterie à Siegen. Il commande différents régiments d'infanterie comme le 57, 116 et 136^e.

Seconde Guerre mondiale

Au début de la Seconde Guerre mondiale, Hollidt sert comme commandant de la 52^e division d'infanterie. À partir du 1^{er} novembre 1939, il sert comme chef d'état-major avec le commandant en chef Ost, le général Johannes Blaskowitz. Le *Generalleutnant* (lieutenant-général) Hollidt, promu le 1^{er} avril 1940, sert à partir d'octobre 1940, comme commandant de la 50^e division d'infanterie en Grèce. Promu au grade de *General der Infanterie* (général d'infanterie), Hollidt commande le 17^e corps d'armée qui est planifié pour prendre part à l'opération de secours concernant la 6^e armée de Friedrich Paulus qui est encerclée dans la ville russe de Stalingrad. Après la reddition de la 6^e armée, qui est reconstituée le 6 mars 1943, Hollidt en reçoit son commandement. Il est promu au grade de *Generaloberst* (général-colonel) le 1^{er} septembre 1943.

De 1942 à 1943, il eut comme chef d'état-major Walther Wenck, qui sera le dernier espoir de Berlin pour Adolf Hitler au moment de la Bataille de Berlin en 1945.

En 1944, sa 6^e armée subit de lourdes pertes lors de son retrait de sa zone d'opérations au nord de la Dniepr. Là, il ne peut empêcher le déferlement des forces soviétiques de Nikolai Vatoutine et Rodion Malinovski. Incorporée ensuite au Heeres-Gruppe Süd que commande Erich von Manstein, la 6. Armee participe à la bataille de Kiev face aux forces de Vatoutine durant laquelle elle subit de lourdes pertes, puis à la terrible Bataille de Tcherkassy face aux forces de Ivan Koniev où ses effectifs sont diminués de manière dramatique. Par la suite, Hollidt est démis de son commandement et est mis en réserve.

Après-guerre

En 1945, Karl-Adolf Hollidt est capturé par les forces américaines. Après un procès tenu à Nuremberg, il est reconnu coupable de l'utilisation illégale de prisonniers de guerre et de la déportation et l'esclavage de civils. Il est condamné à cinq ans d'emprisonnement, dont il a réalisé

un peu moins de 14 mois (du 27 octobre 1948 jusqu'à sa libération le 22 décembre 1949).

Il meurt en 1985 à Siegen, et est inhumé dans sa ville natale de Spire.

Sépulture

Cimetière de Spire (Spire, Stadtkreis Speyer, Rhénanie-Palatinat, Allemagne)

HERMANN HOTH. **Hermann Hoth** est un militaire allemand, né le 12 avril 1885 à Neuruppin en province de Brandebourg et mort le 26 janvier 1971 à Goslar en Allemagne de l'Ouest.

Il a été *Generaloberst* de l'armée de terre de la Wehrmacht pendant la Seconde Guerre mondiale. Il est connu pour ses victoires (en France et sur le front de l'Est) et pour ses défaites (à Stalingrad, Koursk et Kiev). À l'issue du conflit, il a été condamné à six ans de prison pour crime de guerre.

Biographie

Né à Neuruppin, Hermann Hoth est le fils d'un officier du corps médical. Hoth s'engage en 1896 dans le corps des cadets prussiens à Potsdam et commence à servir dans l'armée prussienne en 1904 en tant qu'enseigne dans le 72^e régiment d'infanterie (**de**) à Torgau et participe à la Première Guerre mondiale. Il reste dans l'armée pendant la période de la république de Weimar : il est promu *Generalmajor* (équivalent de général de brigade) et nommé au commandement de la 18^e division d'infanterie.

Promu *Generalleutnant* (équivalent de général de division), il commande le 15^e corps d'armée à partir du 10 novembre 1938 à la tête duquel il participe à l'invasion de la Pologne l'année suivante.

Il participe avec autant de succès à la bataille de France en 1940 puis est promu *General der Infanterie* (équivalent de général de corps d'armée pour l'arme de l'infanterie) le 19 juillet 1940.

Lors de l'opération *Barbarossa* en 1941, Hoth commande initialement le Panzergruppe 3, capturant Minsk et Vitebsk. En octobre, il remplace Carl-Heinrich von Stülpnagel en tant que commandant de la 17^e armée en Ukraine. À l'automne 1941, il se fait remarquer par ses déclarations à la troupe où il reprend les thèmes les plus extrêmes de la propagande nazie, justifiant la guerre d'extermination menée contre les Juifs et les Slaves[1]. Son armée est repoussée par la contre-offensive soviétique de janvier 1942.

En juin 1942, il succède à Erich Hoepner comme commandant de la 4. Panzerarmee, qui combat sur le front de Briansk et au siège de Stalingrad. Le groupe de chars de combat de Hoth tente de percer les défenses soviétiques afin de créer un couloir de repli pour la 6^e armée du général Paulus mais échoue. Il participe aussi à la bataille de Koursk, sous les ordres de Erich von Manstein, mais ne parvient pas à percer les défenses russes.

À l'automne 1943, l'Armée rouge réussit une série d'offensives qui repoussent les Allemands. Hoth, devenu *Generaloberst* (équivalent de général d'armée) ne peut conserver Kiev. Il est blâmé par Adolf Hitler, qui le considère alors comme défaitiste, et il est transféré à la réserve en novembre.

En avril 1945, il est rappelé au service actif et affecté au commandement de la défense du massif du Harz, une position tenue jusqu'à la fin de la guerre car jamais attaquée par les Alliés.

Après la guerre, il est jugé au procès du Haut Commandement militaire de Nuremberg, reconnu coupable de crime de guerre et de crime contre l'humanité : le 27 octobre 1948, il est condamné à quinze ans de prison. Il est libéré en 1954 et se consacre à l'écriture. Il meurt à Goslar où il est enterré.

Sépulture

Cimetière de la Feldstrasse (Goslar, Landkreis Goslar, Basse-Saxe, Allemagne)

ALFRED JODL. **Alfred Jodl**, né le 10 mai 1890 à Wurtzbourg (Empire Allemand) et mort exécuté le 16 octobre 1946 à Nuremberg en Allemagne, est un *Generaloberst* de la Wehrmacht.

Il a fait fonction de *Chef des Wehrmachtführungsstabes im Oberkommando der Wehrmacht* en français : « chef de l'état-major de la conduite des opérations militaires au Haut Commandement de la Wehrmacht », l'OKW, pendant la totalité de la durée de la Seconde Guerre mondiale (de septembre 1939 à mai 1945) ; à ce titre, en tant que second du *Generalfeldmarschall* Keitel, il a pris une part importante dans la planification des opérations militaires allemandes.

Il est le premier haut responsable militaire allemand à signer l'acte de capitulation inconditionnelle du Troisième Reich, le 7 mai 1945 à Reims, lors de la première reddition officielle de l'Allemagne nazie, suivie d'une seconde signature exigée par l'Union soviétique le 8 mai à Berlin.

Jodl a fait partie des vingt-quatre accusés devant le tribunal militaire international de Nuremberg ; jugé coupable des quatre chefs d'accusation le 1er octobre 1946, il est exécuté par pendaison deux semaines plus tard.

Biographie

Chef d'état-major des opérations de l'armée allemande, 1939-1945. Soldat professionnel et principal conseiller militaire d'Hitler. Reconnu coupable à Nuremberg de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Cependant, en 1953, un tribunal de dénazification a conclu qu'il avait été accusé à tort, car ses activités opérationnelles ne violaient pas le droit international. Il fut donc acquitté à titre posthume. Ses restes furent incinérés dans le four du camp de concentration de Dachau, avec de nombreux autres criminels nazis. Les cendres furent détachées et dispersées dans le Wenzbach/Conwentzbach, un petit ruisseau de Munich. Il possède un cénotaphe dans la concession familiale du cimetière Fraueninsel, à Chiemsee, en Allemagne.

Sépulture

Incinéré, cendres éparpillées. Précisément : des cendres dispersées dans le Wenzbach Conwentzbach, un petit ruisseau à Munich.

Il possède un cénotaphe dans la concession familiale du cimetière Fraueninsel, à Chiemsee, en Allemagne.

HEINZ JOST. Heinz Jost, né le **9 juillet 1904** à Homberg et mort le **12 novembre 1964** à Bensheim est un SS-*Brigadeführer*. Il dirigea le département pour l'étranger du Sicherheitsdienst, connu sous l'abréviation « SD-*Ausland* ». Il fut aussi l'un des acteurs de la Shoah en tant que commandant de l'Einsatzgruppe A, de **mars à septembre 1942**.

Biographie

Heinz Jost est né dans une famille catholique et nationaliste de la classe moyenne. Étudiant, il devient membre puis dirige le *Jungdeutscher Orden* (Ordre des Jeunes Allemands), un mouvement paramilitaire nationaliste. Heinz Jost étudie le droit et l'économie aux universités de Giessen et de Munich. Il travaille ensuite au tribunal de district de Darmstadt.

Heinz Jost adhère au NSDAP le 2 février 1928.

À la création du *Reichssicherheitshauptamt* (RSHA, bureau principal de la sécurité du Reich) en septembre 1939, il est nommé chef de l'Amt VI (bureau VI) *SD-Ausland* (renseignements étrangers). L'un des principaux objectifs de l'Amt VI était de contrecarrer les services de renseignement étrangers qui pourraient tenter d'opérer en Allemagne. Il sert comme officier SS lors de l'invasion allemande de la Pologne en 1939.

Jost est envoyé commander l'Einsatzgruppe A, dont le précédent commandant, Franz Walter Stahlecker, fut récemment tué dans une bataille avec des partisans. L'Einsatzgruppe A opérait alors dans les pays baltes et en Biélorussie. Pendant que le territoire sous sa juridiction était soumis au contrôle de l'armée, Jost, en tant que chef de l'Einsatzgruppe A, coopère avec le commandement de l'armée. Lorsque le territoire passa sous administration civile, en tant que commandant en chef de la

police de sécurité et du SD, reçoit ses ordres et du chef de la police et de la *Waffen-SS* Friedrich Jeckeln. Dans les deux cas, Jost est responsable de toutes les opérations menées sur son territoire.

Jost est arrêté en avril 1945 près de Gardelegen (Saxe-Anhalt). Condamné à perpétuité lors du procès des Einsatzgruppen en 1948, peine réduite à dix ans de prison en 1951, il est libéré en 1952.

Il travaille ensuite comme juriste dans une entreprise immobilière à Düsseldorf. Il s'agit d'une couverture pour son activité au Service fédéral de renseignement depuis 1961.

Jost est mort en 1964 à Bensheim.

Sépulture

Bensheim-Auerbach, cimetière militaire

ERNST KALTENBRUNNER. Ernst Kaltenbrunner, né le 4 octobre 1903 à Ried im Innkreis en Autriche et exécuté le 16 octobre 1946 à Nuremberg, est un haut fonctionnaire autrichien de la SS, un criminel contre l'humanité et un criminel de guerre.

D'abord nazi dans la clandestinité en tant que citoyen autrichien, il milite pour l'Anschluss, le rattachement de son pays à l'Allemagne du Troisième Reich. Après l'Anschluss, il est nommé chef de la SS, aux niveaux politique et policier, pour son ancien pays, devenu une région allemande. Il exerce ces fonctions de 1938 à début 1943.

À partir de janvier 1943, il dirige le RSHA à la suite de Reinhard Heydrich, exécuté par la Résistance tchécoslovaque à Prague en 1942. Il est alors l'un des principaux responsables du système policier nazi et l'un des maillons de la Shoah, qui a pris une très grande ampleur depuis l'été 1941.

Au procès de Nuremberg, il est condamné à mort par pendaison pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité et la peine est exécutée.

Ascension dans la hiérarchie nazie autrichienne

Originaire de la région de Linz en Autriche comme Adolf Hitler, il suit les traces de son père en faisant des études de droit à l'université de Graz. Pendant ses études, Kaltenbrunner ne cesse d'avoir une activité politique et milite dans le *Mouvement indépendant de la Libre Autriche*, qui le conduit au nazisme. Son père, également avocat à Linz, est un ami d'Adolf Eichmann. Après avoir travaillé de nuit pendant deux ans pour payer ses cours à l'université, Kaltenbrunner s'inscrit au barreau de Linz en 1928.

En 1932, il adhère, avec Adolf Eichmann, au Parti national-socialiste autrichien, dont il est le 300179^e membre et, au début de 1933, aux formations SS plus ou moins camouflées qui commencent l'infiltration des organismes de combat pro nazis en Autriche. Il y reçoit le no 13 039. À la SS, il joue aussitôt un rôle de meneur et devient l'un des orateurs du parti nazi en Haute-Autriche. En même temps, il organise et donne des consultations juridiques gratuites aux membres et aux sympathisants du parti.

Dans le courant de 1933, il est nommé chef de la 37^e brigade SS. Son activité attire l'attention de la police autrichienne. Arrêté en janvier 1934, il est envoyé au camp de détention de Kaisersteinbruch avec quelques autres nazis autrichiens[réf. nécessaire]. Au camp, Kaltenbrunner réussit très rapidement à prendre un grand ascendant sur ses compagnons de captivité. Sa grande taille et sa force physique y contribuent plus que ses connaissances juridiques. À Pâques 1934, il organise une grève de la faim qui est d'abord générale puis, le secrétaire d'État Karwinsky étant venu lui-même inspecter le camp et ayant promis quelques améliorations matérielles, la grève cesse dans toutes les baraques, à l'exception de celle de Kaltenbrunner.

Dans le courant de 1934, il est nommé chef de la 8^e division SS, mais il ne participe pas à la tentative de putsch de juillet 1934, au cours de laquelle le chancelier Dollfuss est assassiné. Cette

absence de participation le fait choisir par le gouvernement Schuschnigg comme l'un des nazis capables de faire aboutir une tentative de pacification politique entreprise en septembre 1934.

Cette tentative ayant échoué, Kaltenbrunner est de nouveau arrêté en mai 1935, et est inculpé de haute trahison pour ses relations avec l'organisation SS allemande. Il est radié du barreau pour son activité politique. Après six mois de détention préventive, il comparaît devant un tribunal qui, faute de preuves, le condamne pour conspiration à une peine de six mois de prison, peine couverte par la détention préventive.

Il a été nommé chef des SS autrichiens peu avant son arrestation, et, libéré, il consacre son activité à la préparation de l'Anschluss, (le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne), recevant ses ordres de Göring. C'est dans le cadre de cette action, qu'il fait la connaissance de Seyss-Inquart. Proche de ce dernier, il est nommé secrétaire d'État à la Sécurité publique dans son cabinet, le 11 mars 1938, dès le déclenchement de l'opération politico-militaire de rattachement de l'Autriche au Reich. Contrôlé discrètement par Himmler, il continue de diriger de manière non officielle la SS autrichienne dans le but de mettre au pas la population du pays en cours d'intégration au Troisième Reich. Ainsi, le 21 mars, il est promu Brigadeführer de la Waffen SS.

Après l'Anschluss

Le 10 avril 1938, Kaltenbrunner devient député du Reichstag.

Il aide à la mise en place du premier camp de concentration en Autriche, le camp de Mauthausen près de Linz, qui ouvre en août 1938.

Le 11 septembre 1938, six mois après l'Anschluss, auquel les nazis autrichiens ont activement contribué, c'est lui qui est nommé à la tête de la police régionale autrichienne avec le titre de *Donau Höhere SS und Polizeiführer (Donau HSSPF) (Chef suprême de la SS et de la Police de la Région du Danube)*, laquelle recouvre l'Autriche, et dont le siège est à Vienne.

Simultanément, il est promu *SS-Gruppenführer[c] (Général de la SS)*. Il garde ce poste et ce grade pendant près de cinq ans, jusqu'au 30 janvier 1943.

Au niveau politique, il est nommé *SS Führer der Oberabschnitt Österreich (de)*, soit *Chef de la région SS d'Autriche*, structure propre à la SS, qui est renommée *SS-Oberabschnitt Donau (Région SS du Danube)* en novembre 1938.

Le 20 juin 1940, il est aussi nommé automatiquement *Polizeipräsident von Wien (Préfet de Police de Vienne)* après la mort de son prédécesseur, le *SS-Oberführer "Otto Steinhäusl"*: Ce poste est ensuite attribué à l'un de ses adjoints, Leo Gotzmann, le 6 janvier 1941.

En avril 1941, la mention *SS-Gruppenführer und Generalleutnant der Polizei (General de la SS et Lieutenant Général de la Police)* est ajoutée à ses titres, et il devient en quelque sorte le Himmler autrichien, mais sans pouvoir personnel, et dans les faits, simple agent de transmission des ordres venus de Berlin. À ce titre, il participe à la scénographie organisée par Himmler autour de ses hommes morts pendant le service, envoyant des couronnes de fleurs pour les enterrements.

Responsable du RSHA

Homme de confiance de Himmler, jouissant d'une réputation de spécialiste des services secrets, il est sélectionné dès décembre 1942 par celui-ci pour prendre la tête du RSHA.

Le 30 janvier 1943, il est officiellement nommé chef de cette organisation, succédant à Heinrich Himmler qui assurait l'intérim de cette fonction depuis l'exécution de Reinhard Heydrich à Prague par la résistance tchécoslovaque. Il devient également le dirigeant de la Commission internationale de police criminelle (ancêtre d'Interpol), et le reste jusqu'en 1945.

Chef du RSHA, il est également responsable des carrières des agents qu'il encadre : il approuve leurs promotions ou rétrogradations, et prend aussi l'initiative de faire pression en vue de la promotion de certains, ce jusqu'à une date tardive du conflit.

Dès les premiers mois de sa direction, il doit négocier avec le ministre de la Justice, Otto Georg Thierack, la mainmise sur l'exécution des peines des délinquants étrangers, dont le SD s'assure définitivement le contrôle au terme d'une lutte serrée. Dans le même temps, il est sollicité par le HSSPF en poste à Cracovie, Friedrich-Wilhelm Krüger, afin d'intercéder auprès de Himmler en vue de l'obtention d'un délai pour la déportation de certains ouvriers juifs spécialisés originaires du Gouvernement général. Il joue également le rôle d'aiguillon dans la politique d'extermination des Juifs italiens, mise en œuvre à partir de l'automne 1943.

Chef du RSHA, c'est Kaltenbrunner plutôt que Himmler, qui est chargé de l'enquête sur l'attentat du 20 juillet 1944 contre Hitler, en s'appuyant notamment sur son agent Horst Kopkow et sur le département IV du RSHA, créé pour l'occasion. Dans les mois qui suivent, Kaltenbrunner informe régulièrement Bormann des progrès des enquêtes confiées à ses services : au moyen des « rapports Kaltenbrunner », Bormann est non seulement avisé des progrès de l'enquête, mais aussi informé de la perception très antisémite développée par le chef du RSHA, des conspirateurs ou encore éclairé sur certaines représentations des conjurés conservateurs.

Le 25 septembre 1944, alors que l'Armée rouge a définitivement libéré l'Ukraine des armées allemandes, les nazis décident de créer en Ukraine un organisme politique qui leur soit favorable afin d'entraver l'avancée soviétique vers l'ouest. Kaltenbrunner propose de libérer Stepan Bandera et d'autres leaders du courant nationaliste ukrainien pour mettre en place un gouvernement en exil.

Chef du RSHA, donc du SD, il est parfaitement informé de l'état d'esprit non seulement des populations des territoires contrôlés par le Reich, que de celui de la population allemande durant la dernière année du conflit. Lorsque les frontières occidentales du Reich sont menacées, à partir de septembre 1944, la panique totale, la dislocation de la cohésion du peuple, tant vantée par les nazis, et le discrédit des responsables locaux et régionaux du NSDAP sont soigneusement enregistrés par ses services. De septembre 1944 à avril 1945, les rapports émanant de ses services renseignent ainsi sur l'attitude des populations du Reich : en septembre sur l'importance du défaitisme en Autriche et en mars, sur l'attitude des populations des *Gaue* des régions occidentales du Reich, populations qui tendent à se rebeller contre la poursuite du conflit.

À la fin de l'année 1944, dans le chaos des villes bombardées, en tant que responsable du RSHA, il doit coordonner les actions des différentes forces de police compétentes pour le contrôle des millions de travailleurs forcés exploités dans le Reich ; il décide en février 1945 de renforcer l'autonomie dont disposent, depuis un décret de Heinrich Himmler du mois de novembre précédent, les responsables locaux en matière de contrôle et de répression de tous les travailleurs étrangers : forts de cette nouvelle autorité, les responsables locaux multiplient les exécutions de travailleurs étrangers en février et mars, puis, rapidement ces exécutions deviennent des massacres à plus grande échelle.

Responsable des projets coloniaux et criminels du Reich pour l'Est de l'Europe

Comme responsable du RSHA, il a aussi continué la politique menée par Heydrich dans le domaine de la colonisation de l'Est de l'Europe.

Ainsi à l'automne 1941, à la demande de ce dernier, a été élaboré un projet de colonisation de l'Est de l'Europe. Sollicité à ce sujet par Frank dans une lettre du 5 juillet 1944, dans laquelle le gouverneur général expose ses réserves à l'encontre des projets coloniaux de Himmler en Pologne, Kaltenbrunner défend, dans sa réponse du 19 octobre 1944, la politique raciale appliquée dans le Gouvernement général à partir de 1939.

Plus tard, il applique les consignes en matière de déplacement massif de populations que lui ordonne Himmler en juillet 1944.

Mais son action dans l'Europe de l'Est occupée ne se limite pas à la supervision de la réalisation de projets coloniaux, elle consiste également à être parfaitement informé des exactions perpétrées par la SS à l'encontre des Juifs ou des Slaves. À la demande de Himmler, il fournit des statistiques

renseignant mensuellement le nombre de Juifs exterminés et le nombre de Juifs encore libres; de même, chef du RSHA, il est présent lors de l'arrêt, alors pensé comme provisoire, des opérations d'expulsion des Polonais dans le district de Zamość.

Derniers mois du conflit et procès de Nuremberg

En mars 1945, il envoie Wilhelm Höttl négocier à Berne avec Allen Dulles, le chef de l'OSS, pour préparer une éventuelle paix séparée entre les États-Unis et l'Autriche. Mais cette négociation ne peut aboutir, Vienne ayant entre-temps été prise par l'Armée rouge.

Lors de l'insurrection de Vienne, Hitler l'a chargé de mater la rébellion. Mais la ville tombe avant l'arrivée de Kaltenbrunner. Il préfère alors se réfugier, avec sa maîtresse âgée de 24 ans, la comtesse Gisela von Westarp, dans le « réduit alpin » d'Altaussee plutôt que retourner à Berlin menacée d'encerclement. De ce réduit alpin, il continue à entretenir des relations avec son supérieur hiérarchique, Himmler, avec lequel il converse encore par radio le 30 avril 1945.

C'est à Altaussee qu'il aurait ordonné à son subordonné Adolf Eichmann de quitter le groupe de nazis qui s'y était réfugié (dont Franz Stangl et Wilhelm Höttl), en raison de la menace que sa présence faisait peser sur ce groupe.

Barricadé dans sa « forteresse alpine » près d'Altaussee, Kaltenbrunner y est capturé le 12 mai 1945 par le capitaine du Counter Intelligence Corps Robert E. Matteson; c'est sa maîtresse qui, par mégarde, a permis aux Alliés de l'identifier. Il est alors transféré au Royaume-Uni pour y être interrogé puis, accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Il est ensuite traduit devant le tribunal allié lors du procès de Nuremberg, où il figure parmi les principales « personnes physiques » du régime nazi déchu accusés, lesquelles sont au nombre de vingt-quatre.

Après s'être d'abord effondré, il nie toute responsabilité, refusant même de reconnaître sa propre signature sur des documents accablants. Condamné à mort, il est pendu le 16 octobre 1946 et a pour derniers mots : « Allemagne, bonne chance ! ».

Son cadavre est incinéré le lendemain dans le crématorium du cimetière de l'est de Munich (*Ostfriedhof*) et ses cendres sont dispersées dans le Wenzbach, un affluent de l'Isar.

Sépulture

incinéré le lendemain dans le crématorium du cimetière de l'est de Munich (*Ostfriedhof*) et ses cendres sont dispersées dans le Wenzbach, un affluent de l'Isar.

WILHELM KEITEL. Wilhelm Keitel, né le 22 septembre 1882 à Helmscherode, près de Hanovre, et mort exécuté le 16 octobre 1946 à Nuremberg en Allemagne, est un officier général allemand.

Il a été *Generalfeldmarschall*[a] et chef de l'Oberkommando der Wehrmacht de 1938 à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le 8 mai 1945, il signe officiellement la seconde capitulation militaire du Troisième Reich à Berlin, en tant que représentant du haut commandement allemand, en présence des Alliés, scellant ainsi la fin des combats en Europe.

Au cours du procès de Nuremberg, il a été condamné à mort pour plan concerté ou complot, crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Il est l'un des instigateurs du décret Nuit et brouillard (*Nacht und Nebel*).

Jeunesse et Première Guerre mondiale

Wilhelm Keitel est né dans une famille de grands propriétaires fonciers. Wilhelm Keitel est le fils aîné du propriétaire terrien Carl Keitel (1854-1934) d'Helmscherode dans le Harz et de son épouse Apollonia, née Vissering (1857-1889), fille de l'agriculteur et député du Reichstag Friedrich Vissering (1826-1885). Adolescent, il aimait parcourir la campagne et, en particulier, les exploitations de ses parents, pour rêver et jouer à la guerre avec d'autres enfants.

Après le lycée de Göttingen, il s'inscrit dans l'armée comme *Fahnenjunker* (officier cadet) en 1901 et rejoint le 46^e régiment d'artillerie de campagne. Il épouse Lisa Fontaine (1887-1959) en 1909.

Pendant la Première Guerre mondiale il sert sur le front de l'Ouest avec le 46^e régiment d'artillerie, en qualité de commandant de batterie. En septembre 1914, pendant les combats en Flandres, il est gravement blessé au bras droit par un éclat d'obus. Il se rétablit et revient au service au début de l'année 1915 en tant que membre de l'état-major.

Entre-deux-guerres et promotion sous le régime nazi

Après la guerre il reste dans la nouvelle Reichswehr et aide à organiser les *Freikorps*, corps francs poursuivant la lutte aux frontières orientales de l'Allemagne, du côté de la Prusse-Orientale notamment, puis il est instructeur pendant deux ans à l'école de cavalerie de Hanovre.

À la fin de 1924 il est transféré au ministère de la Guerre de la république de Weimar qui se dissimulait alors sous l'appellation « bureau des troupes » (*Truppenamt*). Il garde son poste après l'arrivée des nazis au pouvoir et en est même promu nouveau chef avec la recommandation de Werner von Fritsch.

Le 30 janvier 1933 Hitler arrive au pouvoir et, durant la période suivante, Keitel, en convalescence à la clinique de Tatra-Westerheim dans les monts Tatras en Tchécoslovaquie pour une thrombose à une jambe, apprend la nouvelle. À son retour à Berlin, Keitel devient chef de service du ministre de la Défense, le général von Blomberg. Le 1^{er} décembre 1933, Keitel prend le commandement d'une division d'infanterie à Potsdam et, malgré le traité de Versailles et avec la complicité de la Reichswehr, il prépare, dans les écuries de l'ancien régiment de la garde, une manufacture d'armes. Ce dépôt d'armes, utilisé par les SS pour préparer la nuit des Longs Couteaux, est déplacé, tenu secret et gardé par le *Major* du contre-espionnage Anton Rintelen.

En 1937 il est nommé général et, en 1938, après l'affaire Blomberg-Fritsch suivie du remplacement du Reichskriegsministerium par l'Oberkommando der Wehrmacht (en abrégé, l'OKW, ou en français le « Haut Commandement des forces armées »), il devient le « chef de ce Grand État-Major ». Il est vraisemblable que Hitler choisit ce personnage falot, qualifié par Blomberg de simple « chef de bureau », pour mieux contrôler la Wehrmacht par lui-même.

Seconde Guerre mondiale

Pendant la Seconde Guerre mondiale, il se montre un commandant faible et précautionneux, voire pusillanime. Il s'oppose à l'invasion de la Pologne puis de la France. À chaque fois il propose sa démission, sans succès. À partir du 21 juin 1940 le général Wilhelm Keitel est chargé de mener les négociations d'armistice avec la France, en tant que chef du Haut Commandement de l'armée allemande. Il est nommé *Generalfeldmarschall* le 19 juillet 1940.

Le 13 mai 1941 Keitel signe le « décret sur l'exercice de la juridiction militaire et des mesures spéciales concernant les troupes », qui donne l'ordre aux militaires de tuer la population locale qui participe au combat des partisans ou a l'intention de le faire, et cela pendant le combat ou leur fuite, puis le 6 juin 1941 Keitel signe « l'ordre sur les commissaires » (*Kommissarbefehl*) qui autorise l'armée à fusiller sans jugement les commissaires politiques de l'Armée rouge. Le 16 septembre 1941, à la demande d'Hitler, Keitel fixe par décret le ratio à 50 ou 100 "communistes" exécutés pour un soldat allemand. En France, les règles sont fixées le 28 septembre 1941 par Otto von Stulpnagel, *Militärbefehlshaber in Frankreich* (MBF, le commandement militaire qui a la main à Paris, dans un "code des otages").

En septembre 1942 Keitel prend la défense, contre Hitler, du *Generalfeldmarschall* Wilhelm List dont le groupe d'armées, profondément avancé vers la mer Caspienne, éprouve de sérieuses difficultés face aux Soviétiques lors des batailles du Caucase : il s'agit ici de sa dernière confrontation avec le Führer ; List est néanmoins relevé de son commandement et, à compter de cet incident, Keitel exécute passivement tout ce qui lui est ordonné : il aurait ainsi reçu de ses collègues le surnom de *Lakeitel* (*Lakai* signifiant laquais), un jeu de mots avec son nom de famille. Il signe

tous les ordres, y compris les plus critiquables éthiquement, notamment ceux permettant à Himmler d'exercer sa terreur en Russie.

Le 4 mars 1944, une ordonnance nommée Sperrle, est complétée « par un ordre du maréchal Wilhelm Keitel selon lequel les Francs-tireurs et partisans capturés avec une arme à la main devaient être fusillés et non plus livrés aux tribunaux militaires ». Tous ceux qui n'étaient pas pris en flagrant délit devaient être condamnés à mort, lors de procès expéditifs, et rapidement exécutés.

Keitel préside le tribunal d'honneur militaire (*Ehrenhof*) qui exclut de la Wehrmacht et remet au Volksgerichtshof, (« tribunal du peuple »), un tribunal civil, les officiers qui ont tenté d'assassiner Hitler le 20 juillet 1944, dont le *Generalfeldmarschall* Erwin von Witzleben et le *Generaloberst* Erich Hoepner, cela pour qu'ils soient éliminés sans les faire comparaître devant une cour martiale (*Militärgericht*).

Le 8 mai 1945, à Berlin, Keitel signe les actes de capitulation de l'Allemagne en tant que chef de la délégation allemande qui comprend également Stumpff, Friedeburg et six autres officiers. En entrant dans la salle il salue de son bâton de maréchal les délégations alliées, salutation à laquelle personne ne répond. Apercevant le drapeau tricolore, il fait remarquer à haute voix : « Ah ! Il y a aussi des Français ! Il ne manquait plus que cela ! » ("Doch nicht auch noch Frankreich !"). Il demande en vain la clémence des vainqueurs à l'égard de l'Allemagne vaincue. Le 13 mai 1945 il est le premier des membres du Gouvernement de Flensburg à être arrêté par les forces américaines.

Procès et exécution

Au procès de Nuremberg, Keitel plaide d'abord non coupable : quand il est accusé d'avoir préparé une guerre d'agression, il répond que pour lui, il s'agit d'un concept politique et qu'en tant que militaire, il ne connaît que trois concepts, l'offensive, la défensive, le repli. Mais il reconnaît son « erreur » avant le verdict, tout en fondant sa défense sur une obéissance sans limites. Il est condamné à mort pour plan concerté ou complot, crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité en raison de son rôle prépondérant dans la guerre d'extermination à l'Est. Il lui est reproché, notamment, le mauvais traitement infligé aux prisonniers de guerre soviétiques (60 % des 5,7 millions de prisonniers de guerre soviétiques moururent au cours de la guerre, victimes de privations, de sévices ou exécutés) et d'avoir ordonné l'exécution des pilotes alliés évadés qui avaient été repris (et qui firent l'objet du film *La Grande Évasion*). Comme Jodl, il demande vainement à être fusillé, estimant la pendaison infamante : il veut « expier ses erreurs comme tout soldat a le droit de les expier ».

Le 16 octobre 1946 à 1 h 15, Keitel est le deuxième condamné à monter à la potence. Ses dernières paroles furent : « J'appelle la protection de Dieu sur le peuple allemand. Plus de deux millions de soldats sont morts avant moi pour leur patrie. Je rejoins maintenant mes fils. Tout pour l'Allemagne ! »

Sépulture

Ses restes furent incinérés dans le four du camp de concentration de Dachau, ainsi que ceux de nombreux autres criminels nazis.

Il est inhumé dans le caveau familial à Bad Gandersheim

WALDEMAR KLINGELHÖFER. Waldemar Klingelhöfer (4 avril 1900 - vers 1980) est un SS-*Sturmbannführer* et commandant d'un *Sonderkommando* (unité des *Einsatzgruppen*) pendant la Seconde Guerre mondiale. Il fut reconnu coupable de crimes de guerre lors du procès des Einsatzgruppen en 1948.

Jeunesse

Né à Moscou le 4 avril 1900, Klingelhöfer suit ses études à Cassel où la famille s'est établie. Son père, d'origine allemande, dirige un cabinet funéraire. Entre juin et décembre 1918, il participe à la Première Guerre mondiale dans une compagnie de pionniers de l'armée allemande puis dans les

années 1920, adhère au *Sturmabteilung Roßbach*, un *Freikorps* dirigé par Gerhard Rossbach. Il termine des études musicales et devient chanteur d'opéra.

Carrière dans le parti Nazi

En juin 1930 il s'inscrit au parti nazi et en février 1933 dans la SS. En 1937, il travaille au département de la culture du SD de Cassel.

Le 20 août 1941, il prend le commandement du *Vorkommando Moskau*, unité mobile de tuerie dépendant de l'Einsatzgruppe B. Il y succède à Franz Six et y reste jusqu'au 26 octobre 1941. À cette date, son commando a exécuté au moins 2 457 personnes. Dirigeant mais aussi exécuteur, Klingelhöfer mitrailla notamment 30 Juifs qui avaient quitté un ghetto sans autorisation.

De décembre 1941 à décembre 1943, il travaille au quartier général de l'Einsatzgruppe B. De retour dans le Reich, il est affecté à l'Office VI de l'Office central de la Sécurité du Reich (*Reichssicherheitshauptamt*) dans la ville de Fulda.

Procès et condamnation

Capturé à la fin de la guerre, il est jugé pour crimes de guerre au procès des Einsatzgruppen à Nuremberg et condamné à mort le **10 avril 1948**, par un tribunal militaire américain. Sa peine est commuée en prison à perpétuité par la Commission de clémence et il est libéré en 1956. Il travaille ensuite à Villingen comme employé et décède vers 1980.

Sépulture

Cimetière de Villingen

JOSEF KOLLMER. Josef Kollmer, né le 26 février 1901 était un soldat SS au camp d'Auschwitz, et adjudant du commandant, SS-*Obersturmbannführer*.

Biographie

Il est né à Händlern en Bavière, son père était agriculteur. Il devient membre de la SS le 1er janvier 1935 après avoir passé plusieurs années dans la police allemande. Il rejoint le parti nazi en mai 1937. En octobre 1941, il est recruté dans la Waffen-SS et affecté à Auschwitz. Il commande diverses compagnies de garde jusqu'en octobre 1943. Il est ensuite transféré temporairement au camp de concentration de Camp de concentration de Dora Mittelbau-Dora, mais il retourne à Auschwitz en mai 1944. Il a commandé la compagnie de garde au camp principal d'Auschwitz, puis plus tard le camp de concentration de Monowitz d'août à octobre 1944. Pendant son séjour à Auschwitz, Kollmer a participé à l'extermination de Juifs dans les chambres à gaz de Birkenau et a mené des exécutions aux blocs 10 et 11 et à l'usine de Monowitz-Buna.

Il a été jugé par le Tribunal national de Pologne lors du procès d'Auschwitz à Cracovie et a été condamné à mort. Sa sentence a été exécutée dans la prison de Montelupich à Cracovie.

Sépulture

cimetière de Rakowicki

HANS KRÜGER. Hans Krüger (1er juillet 1909 - 8 février 1988), de nationalité allemande, était un capitaine SS (*SS-Hauptsturmführer*) qui occupa en 1941 et 1942, le poste de chef de l'antenne du *Kommando der Sipo* (KdS) de Lemberg (actuelle Lviv) à Stanislau (Stanisławów) en Pologne occupée, aujourd'hui Ivano-Frankivsk en Ukraine. Il fut un des précurseurs de la Shoah par balles en Galicie orientale et à ce titre, responsable de nombreux massacres de masse à l'encontre de juifs polonais et Polonais ethniques. En 1943 et 1944, il occupa le poste de chef de l'antenne du KdS de Dijon à Chalon-sur-Saône en France occupée. En Saône-et-Loire et dans la Nièvre, il se rendit coupable de nombreux crimes de guerre.

Hans Krüger, chef de l'antenne du KdS de Stanislau, puis de Chalon-sur-Saône, ne doit pas être confondu avec son homonyme Hans Krüger (6 juillet 1902 – 3 novembre 1971), juge nazi, en poste

à Konitz (Chojnice) de 1940 à 1942, même si leurs activités en temps de guerre et leur carrière après-guerre furent à bien des égards similaires.

Origine et éducation

Hans Krüger est né le 1er juillet 1909 à Posen, capitale de la Posnanie, royaume de Prusse, intégré à l'Empire allemand. C'était le fils d'un professeur de commerce dans une institution privée. Dès 1914, il est scolarisé. En 1919, après le soulèvement des résistants polonais, son père, qui fut membre du *Deutschen Volksrat*, (conseil populaire allemand de la province de Posen, un rassemblement de citoyens allemands conservateurs de droite), est emprisonné quelques mois, puis expulsé avec sa femme et son fils. La famille, qui s'était pas mal appauvrie, quitte sa résidence de Schwiebus pour Luckenwalde où Hans Krüger obtiendra en 1923 son *Obersekunda*. En 1925, il réussit un examen de fin d'études comme inspecteur dans l'agriculture et agent comptable. Il est ensuite employé dans deux domaines agricoles. En 1928, il aide ses parents qui tiennent à Stangenhagen un commerce de produits coloniaux et un élevage de poulets. Dans les années 1930 à 1933, Hans Krüger, au chômage, joua parfois, en fin de semaine, comme musicien dans un orchestre de bal pour se faire quelque menue monnaie.

Carrière avant guerre

De 1925 à 1928, Hans Krüger est membre du *Werwolf* (Loup-garou), puis le 8 juin 1928 des *Jungstahlhelmer* (Jeunesses du « casque d'acier ») et s'inscrit le 1er avril 1929 dans la *Sturmabteilung* (SA), où de *Sturmführer* (sous-lieutenant SA) en 1931, il passe *Sturmbannführer* (commandant SA) en 1932. Il est membre du NSDAP (Parti nazi) à compter du 1er septembre 1930. De mars à novembre 1933, Krüger exerce la fonction de chef du service de la police du camp de concentration d'Oranienburg. Il y fait preuve de cruauté[4],[5]. En octobre 1934, on lui attribue, au titre de vétéran SA, la place de directeur de l'Office du Travail de Luckenwalde. Le 1er mai 1938, Krüger s'engage dans l'*Allgemeine-SS* où il est intégré avec le grade de *SS-Hauptsturmführer* (capitaine SS). Il postule immédiatement dans la *Sicherheitspolizei* (police de sûreté) et en mars 1939, est admis à Berlin pour commencer sa formation de commissaire criminel.

Seconde guerre mondiale

Entrée en guerre

Le 1er septembre 1939, Krüger, stationné à Oppeln, entre en Pologne au sein d'un *Einsatzkommando* [archive]. Le *SS-Obersturmbannführer* Karl Eberhard Schöngarth, dont il est l'adjoint, lui confie la direction d'une école de formation à Zakopane avec pour but de former des membres de la Sipo-SD, des collaborateurs ukrainiens, des agents de police polonais et autres sympathisants, aux activités du contre-espionnage et du renseignement. Plus tard, à Bad Rabka où cette école a déménagé [archive], sous l'impulsion du *SS-Untersturmführer* Wilhelm Rosenbaum, ex adjoint de Krüger, et sous le vocable d'Académie de la Sipo-SD, elle deviendra l'école du crime où l'on enseigne les préceptes de la Shoah par balles. En septembre 1940, Krüger rejoint Berlin-Charlottenburg pour une formation de neuf mois comme *Kriminalkommissar*. À l'issue de son stage, il reprend sa place d'adjoint au Dr Karl Eberhard Schöngarth au sein d'un *Einsatzkommando* *Z.B.V.* dont une avant-garde de la Gestapo, avec à sa tête Hans Krüger, arrivera le 20 juillet 1941 à Stanislau. Schöngarth lui enjoint d'y organiser une antenne régionale du KdS de Lemberg. Krüger installe son PC dans une aile du palais de justice qui deviendra plus tard le commissariat de police aux frontières de Stanislau.

Assassinat de "l'intelligenstia polonaise" de Lemberg

Début juillet 1941, à Lemberg, Karl Eberhard Schöngarth donne l'ordre d'exterminer l'intelligentsia polonaise de la ville[8]. Dans la nuit du 3 au 4 juillet 1941, 25 professeurs de l'université Jan Kazimierz de Lemberg sont arrêtés à leur domicile avec famille et amis présents lors de l'arrestation. Tous sont fusillés par des soldats appartenant à l'*Einsatzkommando* *Z.B.V.* et au bataillon *Nachtigall* (Légion ukrainienne) dans les vallons de « Wulecka-Hills ». Le bilan global

est de 45 personnes assassinées [archive]. Hans Krüger, avec la complicité d'officiers allemands tels Walter Kutschmann, Albrecht Herzner, ainsi que de l'Ukrainien Roman Szuchewycz, auraient participé à cette action d'extermination de l'intelligentsia polonaise de Lemberg (Lviv).

Solution finale en Galicie

Bien avant la conférence dite de Wannsee, en date du 20 janvier 1942, la solution finale dans le Gouvernement général de Pologne est déjà bien en mouvement. Hans Krüger en est un des fervents architecte et exécutant.

- Le 2 août 1941, 500 à 600 Polonais juifs et 250 Polonais non juifs, exerçant des professions libérales, ingénieurs, avocats, médecins, professeurs, pharmaciens, rabbins, fonctionnaires, etc., sont détenus au siège de la Gestapo à l'issue d'un recensement. Après un tri, environ 200 personnes qualifiées, pouvant rendre service aux Allemands, sont renvoyées chez elles. Le lendemain, 3 août 1941, deux camions font des rotations pour conduire tous ces détenus, hommes et femmes, à une dizaine de kilomètres au nord de Stanislaw dans la forêt de Pawelce, où une grande fosse a été creusée. Les victimes, dénudées, sont fusillées par un peloton d'exécution aux ordres de Hans Krüger. On estime à environ 500 le nombre des membres de l'intelligentsia juive et polonaise fusillés (estimation basse).

- Le 6 octobre 1941, Krüger et son Kommando, appuyés par des éléments du poste de police des frontières de Tatarów, de la milice ukrainienne et du bataillon de réserve de police no 133, chassent tous les juifs de Nadworna de leur domicile et les rassemblent sur la place de l'église. Après maints humiliations et mauvais traitements, ils sont conduits, manu militari, dans la forêt de Bukowinka, à environ 3 km de Nadworna, où une fosse est creusée. Au moins 1 200 personnes (estimation basse) de confession juive sont tuées ce jour. Krüger participe personnellement à cette tuerie et une centaine de meurtres lui est personnellement attribuée.

- Le 12 octobre 1941, Krüger et son Kommando, appuyés par des éléments de la Sipo, de la Schupo, de la gendarmerie, de la police du chemin de fer, du 133e bataillon de réserve de la police et de la milice ukrainienne, raflent les juifs de Stanislaw et les conduisent au nouveau cimetière juif, à l'ouest de la ville dans le quartier de Zagwozdzickie. Plusieurs fosses y sont creusées. Pas moins de 12 000 juifs y sont parqués et délestés de tous leurs biens. Vers 12-13h00, la tuerie commence et dure jusqu'à la nuit tombante. Krüger donne l'ordre de cesser le feu après qu'une tentative de continuer les massacres à la lueur des phares des véhicules se révèle inefficace. Il ordonne alors aux détenus encore en vie de repartir chez eux. Six mille juifs (estimation basse) ont perdu la vie ce jour dans le cimetière. Cet événement a été baptisé le **Blutsonntag**, « *Dimanche sanglant* ».

- Fin de l'année 1941 : une pause dans ces crimes de masse s'impose car il n'était plus possible de creuser des fosses dans un sol gelé.

- Fin 1941-début 1942, Hans Krüger fait fusiller une vingtaine de femmes pour faits de résistance et appartenance au Parti communiste. Hans Krüger tue de sa main cinq d'entre elles, l'adjudant-chef Kurt Giese autant, les autres victimes succombant sous les balles d'Oskar Brandt.

- Fin 1941-début 1942, Hans Krüger se porte à la frontière polono-hongroise, au col de Wyszaków, pour récupérer environ 100 juifs polonais réfugiés clandestins en Hongrie, expulsés par les autorités hongroises. C'est au retour en Galicie orientale, dans des vestiges de tranchées de la Première Guerre mondiale aptes à faire office de fosses, que Hans Krüger fait exécuter d'une balle dans la nuque, hommes, femmes et enfants.

- Le 20 mars 1942, Krüger se rend à Rohatyn, petite ville située à 70 km au nord de Stanislaw, relevant de sa juridiction, pour y conduire une nouvelle action de tuerie de masse. Il investit le ghetto avec ses hommes et ordonne de regrouper les habitants sur la place du marché. Pendant tout le trajet, ils sont molestés, injuriés et bon nombre abattus sommairement. Au soir, 500 cadavres jalonneront le chemin. Aux alentours de 10 heures, les juifs quittent la place du marché pour un lieu situé près de la gare ferroviaire où deux fosses ont été préalablement creusées. Après avoir été spoliés, les juifs sont abattus d'une balle dans la nuque. On estime à 1 500 juifs le nombre de fusillés ce jour-là (estimation basse), auxquels il convient d'ajouter les centaines de morts jonchant

le chemin allant du ghetto à la Rohatyners Ringplatz.

- Les 31 mars et 1er avril 1942, des éléments de la Sipo, du 133e bataillon de réserve de la police, et de la milice ukrainienne encerclent le ghetto de Stanisławów. Au petit matin, un bon millier de juifs qui sont conduits en banlieue de Stanislau où plusieurs fosses ont été creusées, sont abattus.

- Début de l'été 1942, Hans Krüger se livre à la « chasse aux juifs » à Delatyn. Environ 500 personnes de confession juive sont conduites au cimetière, où une fosse est creusée, et abattues. À compter du 17 mars 1942, de nombreux juifs sont déportés à Belzec pour y être exterminés. Sur une période de 16 mois, Krüger qui avait autorité sur les régions de Stanislau, de Kalusz et Rohatyn, représentant une superficie globale de 9 300 km² pour une population de 700 000 habitants, à la tête d'une petite unité de police, forte seulement de 25 hommes, organisa et mit à exécution l'assassinat par balle de 70 000 juifs et la déportation dans les camps de la mort de 12 000 autres, principalement celui de Belzec

Destitution et mutation en France

En août 1942, Krüger, le « Roi de Stanislau », se vante à la comtesse Karolina Lanckorońska d'avoir liquidé les professeurs de Lviv. Elle le répète au chef de la Gestapo de Drohobytch, Walter Kutschmann, rival de Krüger, qui s'empresse de le dénoncer pour divulgation de secrets d'État. De plus, un audit met en évidence que de nombreux objets de valeur spoliés aux victimes juives n'ont pas été correctement comptabilisés et remis aux autorités. Krüger est rappelé à Berlin, où il reste près d'une année en détention jusqu'à ce que la procédure d'enquête soit engagée, après une intervention de Karl Eberhard Schöngarth, par Heinrich Himmler. Krüger est rétrogradé au grade d'*Untersturmführer* (sous-lieutenant) et en juillet 1943, muté en France où il dirige l'antenne de la Sipo-SD de Chalon-sur-Saône après un bref passage par Rennes.

Crimes de guerre en France

L'activité principale de Krüger en France est la lutte antiterroriste et la chasse aux réfractaires du STO. Il la mène avec peu d'hommes mais peut compter sur l'aide de miliciens « *gestapaches* » dont Pétrignani, Gressard, Grosjean pour les plus redoutables. Entre autres actions: les 8 et 9 mars 1944, attaque du village de la Madeleine (commune de Saint-Martin-en-Bresse) ; le 28 mars, attaque du maquis du moulin de Valveron (commune de Dettey) ; le 4 avril, attaque du village de Montcoy ; du 26 au 28 juin, attaque de Dun-les-Places, village martyr ; du 12 au 14 et du 28 au 29 juillet, attaque du maquis *Socrate* et représailles sur le village d'Anost ; le 12 août 1944, mise à sac de Saint-Emiland ; mi-août, pillage de la régie d'Autun; le 22 août, fusillade d'otages à Saint-Marcel; les 22, 24 et 26 août, massacre des détenus de la prison de Chalon-sur-Saône; le 28 août 1944, tragédie de Germolles.

- Dun-les-Places, village martyr.

Le lundi 26 juin 1944, les Allemands n'ayant pas pu réduire les maquis *Camille* et *Julien*, et déplorant de fortes pertes, en représailles, se livrent à des exactions sur des civils (7 égorgés dans un pré) et incendient des maisons au hameau de Vermot ainsi qu'au Vieux-Dun. À Dun-les-Places, 19 hommes sont raflés et conduits près de l'église, tandis que femmes et enfants sont séquestrés dans les caves. Les prisonniers sont interrogés, un à un, dans la maison Véronnet, sur leur attitude vis-à-vis de l'occupant et de la Résistance, puis regroupés à nouveau vers l'église. Les Allemands vont chercher le prêtre et l'accusent d'avoir caché une mitrailleuse dans le clocher de l'église (en fait, un coup monté de toutes pièces par les occupants eux-mêmes, puis le martyrisent avant de l'abattre d'une balle dans la nuque. Dans la nuit, Krüger et ses hommes massacrent les 19 hommes à la mitrailleuse et à la grenade. Le lendemain, les officiers festoient, la troupe pille. C'est un saccage systématique. Des femmes sont rançonnées. Au départ, les soldats, à l'aide de grenades incendiaires, mettent le feu au village. Au total, 27 patriotes perdirent la vie.

- Massacre de résistants lors du vidage de la prison de Chalon-sur-Saône

Ces exécutions sommaires, commencées le 18 juillet 1944, prendront fin le 30 août 1944. Au total, 55 prisonniers extraits de leur cellule seront abattus. Ces fusillades eurent lieu en différents endroits

à la périphérie de Chalon-sur-Saône (Crissey, Mellecey, Châtenoy-le-Royal, Fragnes, La Loyère, Dracy-le-Fort) à différentes dates avec un point culminant le 26 août 1944 (Trente-sept fusillés sur cinq sites).

- **La tragédie de Germolles**

Le 28 août: il s'agit de l'attaque par la Gestapo, avec à sa tête Krüger et Pétrignani, du convoi funéraire des 8 fusillés à Mellecey, en lisière du bois de Marloux, du 26 août. Le cortège, fort d'un millier de personnes, est dispersé à coups de feu. Un résistant reconnu, Louis Genot, est abattu sur le coup et un autre blessé, Jean Philippe Gautheron, sera achevé quelques kilomètres plus loin. Cinq autres blessés graves sont à déplorer. Plus de 150 personnes, qui n'avaient pas pu fuir, sont arrêtées. Krüger veut faire un carnage. C'est grâce à deux infirmières de la Croix-Rouge, Mlles de Saint-Pern et d'Assignies, accourues sur place au bruit de la fusillade, qu'après 3 heures de négociations, Krüger libère les otages.

- **De la responsabilité de Krüger pour crimes de guerre en France**

L'adjudant Emile François Goldberg, interprète à la Sipo-SD de Chalon-sur-Saône, capturé par la Résistance, a déclaré au commissaire divisionnaire de la police judiciaire de Dijon :

« À la fin du mois de mai 1944, sans que j'ai vu aucun ordre écrit à ce sujet, la Sicherheitspolizei de Chalon avait droit de prononcer la peine capitale et de faire exécuter cette peine, sans que les concernés aient comparu devant un tribunal et sans que l'affaire ait été soumise à l'approbation du commandant de Dijon. Le chef de la SD à Chalon était Krüger, et avait tous les pouvoirs nécessaires pour prendre de telles décisions. Il n'y avait pas d'opposition, pour autant que je sache, de la part de la SD de Dijon. J'en conclus donc que cette procédure était régulière et était la conséquence d'instructions qui ne m'ont pas été officiellement communiquées, mais qui émanaient des autorités supérieures. »

Ce témoignage fut rapporté par l'accusation au procès de Nuremberg le 31 janvier 1946.

- Le 3 février 1947, Hans Krüger est condamné une première fois à mort par contumace par le tribunal militaire de Dijon pour les faits passés à Dun-les-Places.

- Le 10 juin 1953, Hans Krüger est condamné une seconde fois à mort par contumace par le tribunal militaire de Lyon pour faits délictueux : de juillet 1943 à août 1944, des atrocités multiples ont été commises à Chalon, Tournus, Cuisery, Étang-sur-Arroux, des arrestations massives ont entraîné plus de 70 déportations ; des sévices graves ont été pratiqués sur des habitants d'Anost, Saint-Émiland, Autun, etc.

Hans Krüger, la retraite

Devant l'avancée rapide des Alliés, la horde franco-allemande de la Gestapo de Chalon-sur-Saône quitte la ville le 3 septembre, en direction de Dijon, Besançon, Belfort et Montbéliard. Dans le Doubs, les méfaits continuent, à Vieux-Charmont, Audincourt, Montenois, et Mandeure où 26 personnes sont déportées. Krüger prend ensuite part à la bataille des Ardennes, puis aux combats en Hongrie. On le retrouve aux Pays-Bas aux côtés du Dr Karl Eberhard Schöngarth, son ancien chef au BdS de Cracovie. Il est réintégré dans son grade de *SS-Hauptsturmführer* (capitaine SS) et en date du 20 avril 1945, il est nommé *Kriminalrat*. La guerre finie, Krüger est fait prisonnier en Hollande par les Canadiens. Personne n'ayant vraiment fait le rapprochement entre l'homme et les crimes qu'il a commis, il est libéré fin novembre 1948. Il se retire à Lüdinghausen.

Après guerre

Une fois libéré et de retour à Lüdinghausen, Hans Krüger trouve du travail comme représentant en gros dans la quincaillerie. En avril 1949, il se met à son compte dans le secteur de la construction. Puis, pendant cinq ans, il exerce les fonctions de représentant chez un grossiste en fer. On le retrouve ensuite comme démarcheur dans plusieurs sociétés de l'industrie du bâtiment et des travaux publics. En mars 1960, il occupe le poste de chef de district au sein de la société « *Otto Versand* »

à Hambourg. Il en devient, quelque temps plus tard, le directeur des ventes pour la zone nord. Dans les années 1950, Hans Krüger demande sa réintégration comme fonctionnaire, demande rejetée. Hans Krüger, investit le champ de la politique. De 1949 à 1956, il est président de l'association des anciens Allemands de Berlin et du Mark Brandebourg (*Landsmannschaft Berlin-Mark Brandenburg*), où il officie comme second porte-parole. En 1954, Krüger est candidat comme député à l'assemblée régionale du *Land* de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, où il fait campagne sous les couleurs du BHE (*Bund der Heimatvertrieben und Entrechteten* : Fédérations des réfugiés et des expulsés), mais il est battu. Comme membre du FVP (*Freie Volkspartei*) puis du DP (*Deutsche Partei*), il occupe le poste de directeur général du district de Münster. En 1959, sa carrière politique prend un tournant brutal quand le bureau du procureur d'État de Dortmund ouvre une enquête sur son passé. Il est placé en détention provisoire le 9 janvier 1962 et mis en examen en octobre 1965 pour les crimes commis pendant son séjour en Pologne en 1941-1942. Le 18 avril 1966, s'ouvre son procès à Münster. Le 6 mai 1968, Krüger est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour crimes contre l'humanité. Il ne sera jamais condamné pour ses crimes commis contre les Polonais ethniques, non juifs, ni ceux des résistants français. Il est libéré de prison en 1986 et meurt le 8 février 1988

Sépulture

Cimetière de Landenhausen (Wartenberg, Vogelsbergkreis)

ALFRIED KRUPP VON BOHLEN UND HALBACH. Alfried Felix Alwyn Krupp von Bohlen und Halbach, né le 13 août 1907 à Essen et mort le 30 juillet 1967 dans la même ville, dit également **Alfried Krupp**, est un industriel allemand, criminel nazi, sportif de voile olympique et un membre de la famille Krupp qui a joué un rôle important en Allemagne au début du XXe siècle. Il est le dernier Krupp à la tête de l'empire industriel fondé par son arrière-grand-père.

Biographie

Vie familiale et jeunes années

La mère d'Alfried Krupp, Bertha Krupp (1886-1957), qui a donné son nom au fameux canon, la *Grosse Bertha*, hérite de l'entreprise en 1902 à l'âge de 16 ans lorsque son père, Friedrich Krupp, se suicide. En octobre 1906, par l'entremise de l'empereur Guillaume II, Bertha épouse Gustav von Bohlen und Halbach (1870-1950), un diplomate allemand membre de la noblesse. Afin de maintenir la lignée Krupp, l'empereur Guillaume II accorde à Gustav le droit d'utiliser le nom de Krupp et de le transmettre. Alfried Krupp est l'aîné d'une fratrie de huit enfants (dont l'un est mort en bas âge).

Les usines Krupp à Essen, en 1928.

Alfried Krupp fréquente un Realgymnasium, après quoi il est formé dans les ateliers de l'entreprise aujourd'hui connue sous le nom de Friedrich Krupp AG Hoesch-Krupp. Il étudie la métallurgie aux universités techniques de Munich, Berlin et Aix-la-Chapelle.

Alfried Krupp effectue ses études à Aix-la-Chapelle et reçoit un « *Diplomingenieur* » (diplôme d'ingénieur) de la Technische Hochschule Aachener en 1934, son sujet de thèse de fin d'études portant sur la fusion de l'acier. Après avoir complété sa formation à la Dresdner Bank de Berlin, il rejoint l'entreprise familiale en 1935 à l'âge de 28 ans.

Cette année-là, il entre au département alimentaire du groupe. Dans le même temps, Alfried est nommé standartenführer dans le nationalsozialistisches Fliegerkorps (équivalent de colonel d'aviation, grade nazi). Avocat en 1936, il est assistant au département de la production militaire. Il est nommé comme son père au « *Wehrwirtschaftsführer* » (conglomérat des industriels de l'armement sous le contrôle de l'armée allemande).

Pendant les Jeux olympiques de Berlin de 1936, Alfried Krupp participe à l'épreuve de voile sur le voilier *Germania III* (8 m) dont l'équipage remporte la médaille de bronze.

Le Troisième Reich

Ruinée par la crise de 1929, la société allemande profite du réarmement Allemand des années 1930. Gustav Krupp, en dépit de son opposition initiale au parti nazi, lui fait des dons personnels importants avant l'élection de 1933 parce qu'il voit les avantages du nazisme pour l'entreprise confrontée à l'expansion du communisme. Il fonde notamment, avec Martin Bormann, le fonds Adolf Hitler de l'économie allemande, don du patronat pour soutenir le NSDAP.

Alfried von Bohlen und Halbach devient plus actif dans la direction de la société lorsque la santé de son père décline à partir de 1941 après un accident vasculaire cérébral. Il est nommé président du conseil d'administration en mars 1943. Cette promotion est décidée par la « Lex Krupp » (loi Krupp) proclamée par Adolf Hitler le 12 novembre 1943. Alfried Krupp est alors Reichminister für Rüstung und Kriegsproduktion (ministre de la production d'armement de guerre).

L'exonération des droits de succession est un geste de gratitude d'Hitler pour la famille Krupp et est l'une des rares lois nazies à survivre à la chute du régime.

Il adopte une politique de gestion du personnel très paternaliste. Les employés de ses usines sont surnommés les « Kruppianer ». La société Krupp fait construire des écoles, des ateliers d'apprentissage ainsi qu'une bibliothèque et institue la gratuité des soins.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Alfried Krupp est un partisan notable de Subhash Chandra Bose qui dirige l'armée nationale indienne, force militaire organisée par l'Allemagne nazie et le Japon.

La main-d'œuvre des usines

La main-d'œuvre utilisée par la société Krupp est en partie issue des camps de concentration créés par le régime. Ces travailleurs sont fournis, à la demande d'Alfried Krupp, par le régime nazi qui assigne des prisonniers juifs à plusieurs de ses usines. Même lorsque l'armée lui suggère, pour des raisons de sécurité, que certains travaux devraient être effectués par des « travailleurs libres allemands », Alfried Krupp insiste sur l'utilisation de travailleurs forcés baptisés « bétail ». D'après l'un de ses employés, alors même qu'il était évident que la guerre était perdue, « Krupp considérait comme un devoir de faire travailler 520 jeunes filles juives, dont la plupart à peine sorties de l'enfance, dans les conditions les plus dures possibles ».

Krupp travaille en étroite collaboration avec les SS (qu'il soutient financièrement en tant que Förderndes Mitglied der SS) qui contrôlent les camps de concentration, à partir desquels le travail des prisonniers est obtenu.

Il fait notamment construire, en 1942, une usine de fusées près du camp de Monowitz-Buna et y fait travailler les prisonnières d'Auschwitz en les payant 4 marks par jour et par « travailleur ». Dans une lettre du 7 septembre 1943, il écrit : « En ce qui concerne la coopération de notre bureau technique à Breslau, je peux seulement dire qu'entre ce bureau et Auschwitz, l'entente la plus étroite existe et est garantie pour l'avenir. »

Il fait piller les usines des pays occupés, afin de maintenir le niveau de production de ses usines, et utilise le travail de plus de 100 000 détenus des camps de concentration. Les détenus ont aussi été déplacés en Silésie pour construire une usine d'obusiers. En 1943, la SS lui donne l'autorisation d'employer 45 000 civils russes comme travailleurs forcés dans ses usines d'acier, ainsi que 120 000 prisonniers de guerre dans ses mines de charbon.

On estime qu'environ 70 000 de ceux qui travaillaient pour Krupp sont morts à cause des méthodes employées par les gardes : ils ont été battus, surchargés de travail, affamés et privés de soins médicaux.

Drexel A. Sprecher, avocat à Washington, a fait ce commentaire après guerre : « l'exploitation de la main-d'œuvre esclave par Alfried [Krupp] a été pire que celle de tout autre industriel... Nulle part ailleurs le sadisme a été tel, la barbarie si insensée, et le traitement de gens comme matériau autant déshumanisé ».

Fin de la guerre

Il est arrêté et mis en prison par l'armée américaine en 1945. Bertha et Gustav sont mis en résidence surveillée. Après la guerre, le gouvernement militaire allié étudie l'emploi par l'entreprise Krupp de main-d'œuvre esclave. Gustav est mis sur la liste des accusés au procès de Nuremberg, mais sa sénilité ne lui permet pas d'être présenté devant les juges. Les procureurs américains, russes et français, demandent alors de mettre en accusation Alfried, ce qui est refusé le 16 novembre 1945.

En 1947, les charges de crimes contre la paix, pillage, crimes contre l'humanité et conspiration sont retenues contre Alfried. Il est reconnu coupable de pillage et de crime contre l'humanité le 31 juillet 1948 lors du procès Krupp et condamné à douze ans d'emprisonnement et à la confiscation de ses biens. Il est détenu à la prison de Landsberg, en Bavière.

Au regard des crimes dont il est accusé, ses conditions de détention sont relativement confortables.

Amnistie

En juin 1950, les troupes nord-coréennes envahissent la Corée du Sud. Estimant que l'acier allemand est nécessaire à l'armement pour la guerre de Corée, John McCloy, haut-commissaire américain à l'Allemagne occupée, lève la limitation sur la production d'acier allemand, la faisant passer à 11 millions de tonnes. McCloy commence à étudier la grâce des industriels allemands condamnés.

Le 5 décembre 1950, Konrad Adenauer écrit une lettre exhortant McCloy à la clémence pour Krupp. Alfried Krupp (condamné 1948-1960) est libéré le 4 février 1951. La confiscation des biens de la société est annulée et sa fortune personnelle estimée à 10 000 000 de dollars lui est restituée. En outre, chacun de ses quatre frères et sœurs ainsi que son neveu, Arnold von Bohlen, reçoit dix millions de marks en espèces, ou en actions équivalentes, dans deux de ses entreprises industrielles. Alfried reprend le contrôle du groupe en 1953.

En décembre 1959, l'entreprise accepte de signer un accord avec la commission chargée des dommages de guerre juifs, et de verser 2,5 millions de dollars (0,2 % de la fortune familiale), soit 500 dollars par victime survivante (à peine 5000 sur les 300.000 victimes de travail forcé).

En quelques années, la compagnie Krupp est redevenue une des plus grandes sociétés au monde. Le **14 avril 1960**, Alfried Krupp annonce que toutes les filiales ont de nouveau fusionné en une seule société sous sa direction. En 1963, il devient l'industriel le plus puissant du marché commun. Cependant, en 1967, ses finances s'effondrent.

Juste avant sa mort, il est contraint de transférer le contrôle du « *Konzern* » à une « *Stiftung* » (fondation). Selon cet accord, le fils héritier de Krupp, Arndt (surnommé « le plus célèbre playboy de la Ruhr ») renonce à toute revendication sur les entreprises de son père contre une rente annuelle viagère de deux millions de marks. Ayant renoncé à son héritage, il n'est également plus autorisé à utiliser le nom de Krupp, réservé aux seuls ayants droit de l'héritage en question.

Mariages

En 1937, il épouse Anneliese Lampert, née Bahr (1909-1998). Leur fils Arndt von Bohlen und Halbach naît le 4 janvier 1938. La famille Krupp désapprouve l'union avec Anneliese Lampert et le couple divorce dès 1941.

Son second mariage onze ans plus tard, le 19 mai 1952, avec Vera Knauer, née Hossenfeld (1909-1967), ne dure pas plus longtemps : il finit par un scandale et un règlement coûteux en 1957.

Sépulture

Cimetière Bredeney (Essen, Stadtkreis Essen, Rhénanie-Nord-Westphalie, Allemagne)

GEORG VON KÜCHLER. Georg Karl Friedrich Wilhelm von Küchler, né le 30 mai 1881 à Hanau et mort le 25 mai 1968 à Garmisch-Partenkirchen, est un *Generalfeldmarschall* du Troisième Reich pendant la Seconde Guerre mondiale.

Biographie

Après avoir terminé ses études secondaires au lycée Louis-Georges (de) de Darmstadt, Küchler entre en 1900 dans le 25^e régiment d'artillerie de campagne de l'armée prussienne. En 1901, il est promu lieutenant et, après plusieurs années de service à l'Institut d'équitation militaire de Hanovre, il est promu lieutenant en 1910[Passage contradictoire]. Après avoir étudié l'Académie de guerre de Prusse, Küchler est muté début 1914 au Grand État-Major général à Berlin.

En mars 1939, il coopère avec Heinrich Himmler lors de l'annexion du territoire de Memel en Lituanie.

En septembre 1939, durant la campagne de Pologne, il commande la III^e Armée basée en Prusse-Orientale.

En novembre 1939, le commandant en chef de l'armée, Walther von Brauchitsch, le nomme commandant de la 18^{ème} armée, alors organisée dans le nord de l'Allemagne. Ladite armée se compose de cinq divisions d'infanterie, ainsi que d'une division motorisée et de la 9^{ème} Panzer Division, l'armée étant destinée à mener des opérations contre les Pays-Bas.

Avec cette armée, et sous les ordres du général Fedor von Bock, il participe, en mai 1940, à la campagne de France, occupant d'abord la Hollande puis la Belgique, prenant Anvers le 18 mai 1940. Il avance alors vers la France, essayant de couper la route de retrait du corps expéditionnaire britannique vers la Manche, bien qu'il n'ait pas été en mesure d'empêcher le retrait britannique à Dunkerque.

A la fin de la campagne, le 19 juillet 1940, il est promu colonel général.

Toujours à la tête de la 18^e Armée, Küchler se voit confier le commandement du siège de Leningrad en octobre 1941.

Dans sa zone d'opérations, il fait appliquer l'ordre d'exécution des commissaires politiques. En décembre 1941, il autorise l'exécution par les Einsatzgruppen de 230 à 240 patients d'un hôpital psychiatrique à Makarievo (district de Nelidovo).

Le 17 décembre 1942, il est nommé à la tête du groupe d'armées Nord en remplacement de Wilhelm von Leeb. Le 29 janvier 1944, Hitler le relève de son commandement et le remplace par Walter Model. Küchler est mis à la retraite jusqu'à la fin de la guerre.

Après la guerre, il est condamné à vingt ans d'emprisonnement pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité dans le cadre du procès du Haut Commandement militaire mais sa condamnation est réduite à douze ans en 1951 et il est libéré en 1953 pour raisons médicales.

Sépulture

Vieux cimetière de Darmstadt (Darmstadt, Stadtkreis Darmstadt, Hessen, Allemagne)

WILHELM VON LEEB. Wilhelm Josef Franz Ritter von Leeb, né le 5 septembre 1876 à Landsberg am Lech et mort le 29 avril 1956 à Füssen, est un *Generalfeldmarschall* (maréchal) allemand qui a servi au sein des forces armées de son pays dans la première moitié du XX^e siècle, en particulier au cours des deux guerres mondiales.

Biographie

Né à Landsberg am Lech, en Bavière, sous le nom de Wilhelm Leeb, il rejoignit l'armée bavaroise en 1895 en tant qu'élève officier. Après avoir été nommé lieutenant d'artillerie, Leeb a servi en Chine pendant la révolte des Boxers. Il a ensuite fréquenté l'Académie de guerre bavaroise à Munich (1907 - 1909) et a servi à l'état-major général à Berlin (1909 - 1911). Promu capitaine, Leeb servit comme commandant de batterie dans le 10^e régiment d'artillerie de campagne bavarois à Erlangen (1912 - 1913). Après la guerre, Ritter von Leeb resta dans la Reichswehr, l'armée de 100 000 hommes permit à l'Allemagne de se faire en vertu du traité de Versailles. En 1923, il a participé à la répression du putsch nazi de la brasserie. Puis, avant l'ascension d'Adolf Hitler et du parti nazi,

Von Leeb commandait le Wehrkreis VII (« district militaire VII », qui couvrait la Bavière) en tant que lieutenant-général. L'attitude de von Leeb envers le régime nazi était ambivalente : malgré son mépris ouvert pour Hitler et les complices du dictateur, il accepta un cadeau de 250 000 Reichsmarks pour son soixante-cinquième anniversaire en 1941. En 1944, Von Leeb permit aux nazis d'utiliser sa popularité à des fins de propagande, lorsqu'on lui offrit un grand domaine bavarois d'une valeur de 638 000 Reichsmarks. Après l'échec du complot du 20 juillet visant à assassiner Hitler en 1944, Von Leeb a envoyé une affirmation de loyauté au dictateur. Après la guerre, Von Leeb fut jugé par un tribunal militaire américain à Nuremberg lors du procès du Haut Commandement. En raison d'une confusion de documents, Von Leeb fut reconnu coupable de l'une des quatre charges et condamné à trois ans de prison ; mais il a été libéré après le jugement car il avait déjà passé plus de temps en détention. Il passa ses dernières années à vivre paisiblement avec sa famille jusqu'à sa mort à Füssen en 1956.

Sépulture

Waldfriedhof Solln (Solln, Stadtkreis München, Bavière, Allemagne)

RUDOLF LEHMANN. **Rudolf Lehmann** (30 janvier 1914 à Heidelberg – 17 septembre 1983 à Ettlingen) était un SS-Standartenführer de la Waffen-SS durant la Seconde Guerre mondiale. Il a été récipiendaire de la croix de chevalier de la croix de fer avec feuilles de chêne.

Biographie

Lehmann a été formé comme officier SS à l'école des officiers de la Waffen SS à Bad Tölz en avril 1935. Il a ensuite été affecté au régiment *Germania* comme commandant de peloton.

Pendant qu'il sert dans la *Germania*, Lehmann devient commandant du peloton de véhicules blindés. Sur la promotion avril 1940, il reçoit le commandement de la 14e Compagnie du Régiment de Germania, jusqu'à ce qu'il soit transféré à la SS Adolf Hitler Leibstandarte en octobre 1940.

Lehmann a été recommandé pour la croix de chevalier de la croix de fer par Theodor Wisch pour son action de commandement d'un groupe de combat dans la région de Jitomir de l'Ukraine au cours de décembre 1943.

Fin 1944, Lehmann est transféré au 1er Corps Panzer SS de la 6e SS Panzer Armee en tant que chef d'état-major. Il restera à ce poste jusqu'en mars 1945, quand il reçoit le commandement de la 2e division SS Das Reich et dirige la Division à travers les batailles autour de Vienne pendant l'Opération Frühlingserwachen.

Pour son commandement de la division Das Reich, il reçoit les feuilles de chêne de la croix de chevalier.

Blessé pendant les combats en Autriche, Lehmann finit la guerre en se remettant de ses blessures.

Sépulture

Vieux cimetière d'Ettlingen

WILHELM LIST. **Siegmund Wilhelm List**, né le 14 mai 1880 à Oberkirchberg (entité de la commune de Illerkirchberg, près d'Ulm) et mort le 16 août 1971 (à 91 ans) à Garmisch-Partenkirchen, est un militaire allemand qui obtint le grade de Generalfeldmarschall au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Biographie

Après le lycée Luitpold de Munich List s'engage en 1898 comme volontaire de deux ans dans le 1er bataillon du génie de l'armée bavaroise. En 1900, il est promu lieutenant et muté au 3e bataillon du génie. Après son commandement à l'école royale bavaroise d'artillerie et du génie, List sert à partir de 1904 pendant plusieurs années comme adjudant de bataillon. De 1908 à 1911, List suit les cours de l'Académie bavaroise de guerre, qui lui permettent de se qualifier pour l'état-major général, le service militaire des chemins de fer et la branche d'enseignement (guerre de forteresse). En 1912, il est commandé à l'Office central de l'état-major général et est promu

capitaine l'année suivante. Il est ensuite affecté au 1er régiment d'infanterie bavarois et à la forteresse d'Ingolstadt. Jusqu'au début de la Première Guerre mondiale, il est affecté à l'Office central de l'état-major général.

Après la guerre, il reste dans la Reichswehr et est affecté la plupart du temps à des tâches administratives. En 1927, il est promu *Oberst* (colonel), en 1930 il devient major général et, en 1932, il est promu au rang de lieutenant général. Après l'Anschluss, en 1938, il est chargé de l'intégration de l'armée autrichienne dans la Wehrmacht.

En 1939, il commande la 14e armée allemande en Pologne après quoi il est promu *Generalfeldmarschall*. De 1939 à 1941, il commande la 12e armée en France et en Grèce. En avril 1941 après la défaite de la résistance grecque et yougoslave et la mise en place de l'organisation militaire du Sud-Est (Serbie et Grèce), il est commandant en chef des forces armées et gouverneur militaire du Sud-Est. Il prône une répression impitoyable contre les partisans, les communistes et les Juifs, répression qui atteint un summum avec les massacres de Kraljevo et de Kragujevac en octobre 1941.

En juillet 1942, il devient commandant en chef du groupe d'armées A, un nouveau groupe d'armée issu d'une scission du groupe d'armées Sud, lors de l'offensive allemande d'été sur le front de l'Est nommée opération Fall Blau. Ses ordres sont alors de prendre Rostov et d'avancer dans le Caucase jusqu'à Bakou pour prendre cette région riche en pétrole. Les forces allemandes progressent bien pendant deux mois, atteignant presque Grozny, 650 km au-delà de Rostov. Cependant, à la fin du mois d'août 1942, leur progression est arrêtée, principalement à cause du manque de carburant et de munitions car les lignes logistiques n'avaient pu suivre l'avance du groupe d'armées. La résistance soviétique s'était également considérablement durcie et la situation empira avec le transfert à la mi-août de la plupart des unités de combat de la Luftwaffe au nord, pour soutenir l'offensive de la VIe armée sur Stalingrad.

Hitler est irrité par ce qu'il considère comme une perte d'élan et, lorsque List propose de déplacer certaines unités fer de lance, alors bloquées, pour une zone moins avancée du front, pour aider à venir à bout d'une résistance obstinée de forces soviétiques et qu'en plus il refuse d'obéir à l'ordre d'Hitler de lancer une attaque dans le Caucase la jugeant suicidaire pour ses hommes, le 9 septembre, Hitler le relève de son commandement et prend lui-même le commandement du groupe d'armées A. List passe le reste de la guerre chez lui et ne reviendra jamais au service actif.

Il est capturé par les Alliés après la guerre et est accusé de crime de guerre et de crime contre l'humanité lors du procès des otages à Nuremberg. Il est condamné à la prison à vie en février 1948. Il est libéré de la prison de Landsberg en décembre 1952 à cause de problèmes de santé et vivra ensuite jusqu'à sa mort survenue en 1971 à Garmisch-Partenkirchen. List est inhumé à Munich, au Waldfriedhof de Munich.

Sépulture

Cimetière de la forêt de Munich (Großhadern, Stadtkreis München, Bavière, Allemagne)

HEINRICH MATTHES. Heinrich Arthur Matthes (11 janvier 1902 - 16 décembre 1978) est un commandant SS allemand pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a servi en tant que commandant adjoint du camp d'extermination de Treblinka pendant la phase de l'*Aktion Reinhard*.

Biographie

Matthes est né en 1902 à Wernsdorf, près de Leipzig, d'un père infirmier. Matthes a fréquenté l'école primaire publique pendant huit ans avec pour objectif de devenir tailleur. Il changea d'avis et entame des études d'infirmier qu'il effectue à Sonnenstein. Après avoir obtenu son diplôme, il travaille dans les hôpitaux d'Arnsdorf et de Bräunsdorf. C'est durant cette période qu'il se marie et a une fille. Au début de 1934, il rejoint le parti nazi et la SA. Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, Matthes est enrôlé dans l'armée. Après environ deux ans de service militaire, Matthes est recruté par du personnel de l'*Aktion T4*, un programme nazi parrainé par l'État visant à

exterminer les personnes handicapées. Il travaille ensuite dans le laboratoire photographique T4 puis dans l'unité T4 de l'organisation Todt en Russie.

En août 1942, Matthes est envoyé dans la réserve de Lublin, où il est rapidement muté dans la SS avec le grade de *Scharführer* (sergent), mobilisé pour l'*Aktion Reinhard* au cours duquel il rejoint le camp d'extermination de Treblinka. Il y est nommé commandant en chef du camp II (zone d'extermination) et des chambres à gaz.

Matthes était obsédé par la propreté. Au sein du camp, il fait régner une discipline de fer. À l'automne de 1942, à la fin d'une journée de travail, Matthes tire sur deux prisonniers, leur reprochant de n'avoir pas correctement nettoyé la civière avec laquelle ils transportaient des cadavres. À l'hiver 1942-1943, une épidémie de typhus se déclare à Treblinka. Il fait exécuter huit détenus malades au *Lazarett* et pendant l'hiver, abat le prisonnier Ilik Weintraub pour avoir bu l'eau du puits pendant son travail.

Jeremy Rajgrodzki, prisonnier du camp, se souvient de Matthes :

« Il avait l'habitude de frapper les prisonniers avec un regard complètement inexpressif et apathique, comme si les coups faisaient partie de sa routine quotidienne. Il veillait toujours à ce que la zone de l'appel matinal soit toujours extrêmement propre. Un des prisonniers devait balayer le sable toute la journée sur la place, et il devait le faire minutieusement. »

À l'automne de 1943, Matthes est transféré au camp d'extermination de Sobibor. Il rejoint ensuite l'Italie où il sert à Trieste avec plusieurs collaborateurs de l'opération *Reinhard*. En 1944, il travaille dans le camp de Risiera di San Sabba avant de prendre la fuite à la fin de la guerre. Débusqué, il est condamné à l'emprisonnement à vie en 1965 durant le procès de Treblinka. Mathes est mort en prison en 1978.

Sépulture

cimetière central de Bochum

ERHARD MILCH. Erhard Milch (30 mars 1892 - 25 janvier 1972) est un maréchal d'aviation allemand (*Generalfeldmarschall*). Il supervisa le développement de la Luftwaffe et joua ainsi un rôle important dans le réarmement de l'Allemagne après la Première Guerre mondiale.

Biographie

Maréchal allemand. Il rejoignit l'armée allemande en 1910, atteignant le grade de lieutenant dans l'artillerie. Pendant la Première Guerre mondiale, Milch servit sur le front occidental jusqu'à son transfert au service aérien de l'armée allemande, où il resta jusqu'en 1920. Après avoir démissionné de l'armée, Milch est entré dans l'industrie aéronautique, devenant finalement directeur de la compagnie aérienne nationale Deutsche Lufthansa. Il rejoignit Hermann Goering pour fonder secrètement la Luftwaffe et, en 1933, devint son adjoint au ministère de l'Air du Reich, chargé de gérer la production d'armement. Après le début de la Seconde Guerre mondiale, Milch commanda des divisions de la Luftwaffe lors des campagnes de Norvège et de France. Grâce au succès de la Luftwaffe en France, lui, ainsi que deux autres officiers, Albert Kesselring et Hugo Sperrle, furent promus maréchaux. Un an plus tard, Milch reçut le titre d'Inspecteur général de l'air. Il fut l'officier clé dans le développement de la défense allemande contre les raids aériens alliés, en organisant les chasseurs sous un parapluie au-dessus des sites industriels allemands. De plus, Milch s'est opposé à Hitler en faveur de l'utilisation du jet ME-262 comme chasseur, malgré l'insistance d'Hitler pour qu'il soit transformé en bombardier. Il a fortement soutenu le développement de la bombe volante V-1 et a milité pour son développement rapide. Après la mauvaise performance de la Luftwaffe en Union soviétique, Milch rejoignit Goebbels et Himmler pour réclamer la destitution de Goering. Hitler refusa et, en juin 1944, il fut contraint de démissionner de son poste de directeur de l'armement aérien. Milch allait ensuite servir sous le nouveau ministre de l'Armement Albert Speer. Après la guerre, il s'enfuit sur la côte baltique, mais fut arrêté le 4 mai 1945. Milch a été témoin de la défense lors du procès pour crimes de guerre de Goering. Lors de son propre procès, il fut

reconnu coupable de deux chefs d'accusation, mais acquitté de l'accusation d'avoir ordonné des expérimentations sur des prisonniers humains et condamné à la réclusion à perpétuité. La peine de Milch fut commuée en 15 ans en 1951, mais il fut libéré en juin 1954. Après sa libération, Milch a travaillé comme consultant industriel à Düsseldorf jusqu'à sa mort.

Sépulture

Cimetière central (Lunebourg, Landkreis Lüneburg, Basse-Saxe, Allemagne)

KONSTANTIN VON NEURATH. Konstantin Hermann Karl Freiherr von Neurath (né le 2 février 1873 † le 14 août 1956) était un diplomate allemand de l'Empire allemand et de la République de Weimar. Il devint ministre du Reich des Affaires étrangères en 1932 et occupa ce poste jusqu'en 1938, après la prise du pouvoir par les nationaux-socialistes. Entre 1939 et 1943, Neurath fut protecteur du Reich du protectorat de Bohême et de Moravie, occupé par le Reich allemand.

Après la Seconde Guerre mondiale, Neurath fut l'un des 24 principaux accusés lors des procès de Nuremberg. Le 1er octobre 1946, le Tribunal militaire international l'a reconnu coupable des quatre chefs d'accusation et l'a condamné à 15 ans de prison. Neurath est sorti au début de 1954.

Biographie

Diplomate allemand. Après avoir occupé de nombreux postes diplomatiques, il a été ministre des Affaires étrangères sous les chanceliers Franz von Papen et Kurt von Schleicher. Partisan de la politique étrangère d'Adolf Hitler, Neurath est resté en fonction après la prise de pouvoir d'Hitler en 1933. En 1938, il fut limogé au profit de Joachim von Ribbentrop. Après l'occupation allemande de la Tchécoslovaquie en 1939, Neurath fut nommé protecteur de la Bohême et de la Moravie ; cependant, il fut jugé trop indulgent dans son traitement des Tchèques et fut remplacé par Reinhard Heydrich en 1941. Lors du procès pour crimes de guerre de Nuremberg en 1946, Neurath a été condamné à 15 ans de prison. En 1954, il fut libéré pour cause de maladie et décéda deux ans plus tard.

Sépulture

Cimetière de Kleinglattbach (Kleinglattbach, Landkreis Ludwigsburg, Bade-Wurtemberg, Allemagne)

JACOB NIESSNER. Jacob Niessner (19 janvier 1908 - 14 juillet 1948) est un criminel nazi, membre de l'équipe des camps de concentration allemands de camp de Majdanek et Dachau et SS-Sturmmann

Biographie

Agriculteur de formation, Jacob Niessner n'a accompli que cinq années d'école primaire. Durant la Seconde Guerre mondiale, il a servi comme garde dans les camps de Lublin (ainsi que son sous-camp Warschau) et Dachau. Le **25 février 1947**, il est extradé vers la Pologne par les autorités américaines. Pour le meurtre de prisonniers lors de transports du camp de Warschau au camp de Dachau, il est condamné le **26 janvier 1948** par le tribunal de district de Lublin à la mort par pendaison. La peine est exécutée le **14 juillet 1948**.

Sépulture

Vieux cimetière de Lublin

HERTA OBERHEUSER. Herta Oberheuser est une médecin allemande, née le **15 mai 1911** à Cologne (Empire allemand) et morte le **24 janvier 1978** à Linz am Rhein (Allemagne de l'Ouest). Elle officie au camp de Ravensbrück de 1940 à 1943.

Biographie

Enfance et études

Herta Oberheuser obtient son *Abitur* en 1931 et finit ses études de médecine en 1937. Parallèlement, elle adhère au Bund Deutscher Mädel (BDM) en 1935 et entre au parti nazi en 1937.

Elle déclare lors de son procès que c'est par intérêt pour sa carrière qu'elle accepte un poste de médecin au camp de Ravensbrück, car il était à l'époque presque impossible pour une femme de travailler dans un service de chirurgie.

Expérimentations médicales

Herta Oberheuser travaille sous la supervision du Dr Karl Gebhardt et prend part aux expérimentations médicales nazies (utilisation de la sulfanilamide sur les os, les muscles et les nerfs) menées sur 86 femmes. Soixante-quatorze parmi celles-ci sont des prisonnières politiques polonaises du camp. Elle est responsable de la mort d'enfants en bonne santé, causée par des injections d'huile et d'hexobarbital. Le temps d'injection des doses va alors de trois à cinq minutes : la personne reste pleinement consciente jusqu'au dernier moment. Elle effectue ensuite des prélèvements d'organes.

Procès de Nuremberg

Herta Oberheuser est la seule femme présente dans le box des accusés du procès des médecins à Nuremberg. Elle est condamnée à vingt ans de prison. Le verdict prononcé par le tribunal est le suivant : « Herta Oberheuser, le tribunal militaire 1 vous a jugée coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Pour lesdits crimes, le tribunal militaire 1 vous condamne à vingt ans de réclusion dans la ou les prisons ou centres de détention qu'il appartiendra à l'autorité compétente de décider. Emmenez l'accusée Herta Oberheuser. »

Vie post-guerre

Elle est libérée en avril 1952 pour bonne conduite et devient médecin de famille à Stocksee (Schleswig-Holstein). Elle perd son poste en 1956, après qu'une survivante du camp de Ravensbrück l'a reconnue ; son permis de pratiquer la médecine est révoqué en 1958. Elle fait appel de cette décision et retrouve son droit d'exercer la médecine le 28 avril 1961 et occupe un emploi dans un laboratoire de l'institut Bodelschwing.

Elle meurt le 24 janvier 1978, dans une maison de retraite à Linz am Rhein.

Sépulture

Cimetière de la forêt de Linz am Rhein

ADOLF POKORNY. Adolf Pokorny est un médecin allemand né le 26 juillet 1895 à Vienne.

Biographie

Il est le fils d'un officier de l'armée autrichienne, en raison des fréquentes mutations de son père au sein de l'Autriche-Hongrie, la famille vit entre autres en Bohême, en Galice et en Bosnie.

De mars 1915 à septembre 1918, il est soldat durant la Première Guerre mondiale. Il devient lieutenant et en 1918 il commence ses études à l'université de Prague. En 1922, il reçoit un doctorat et sa licence médicale. Après deux ans dans une clinique, il travaille à partir de 1924 comme dermatologue à Chomutov, spécialisé dans les maladies de la peau et vénériennes.

En 1923, il se marie avec Lilly Weil, une collègue d'origine juive, ils ont deux enfants ensemble. Avant la Seconde Guerre mondiale, il les placera en Angleterre. Il divorce en avril 1935 et en 1939, il adhère au parti nazi.

En octobre 1941, il devient commissaire du Reich pour la préservation de la nationalité allemande. Il informe peu après Heinrich Himmler qu'on vient de découvrir une drogue synthétique tirée de la plante *caladium* pouvant entraîner la stérilité chez les animaux. Appliquée à l'homme, il pensait que le pouvoir de stériliser à leur insu des millions d'êtres humains ennemis du Reich donnerait à l'Allemagne une formidable nouvelle arme de guerre.

En 1945 il travaille à l'Office de la santé à Munich. En 1946, il est accusé dans le procès des médecins à la suite duquel il est acquitté.

Sépulture

décédé inconnu

HELMUT POPPENDICK. **Helmut Poppendick** (6 janvier 1902 à Hude ; † 11 janvier 1994 à Oldenbourg) était un médecin allemand. Il fut chef de l'état-major personnel du médecin du Reich, de la SS et de la police et fut condamné à dix ans de prison en tant que prévenu lors du procès des médecins de Nuremberg en 1947.

Biographie

Il est né le 6 janvier 1902. Il étudie la médecine de 1919 à 1926 à Göttingen, à Munich et à Berlin. Il reçoit sa licence en médecine le 1er février 1928. Il travaille pendant quatre ans comme assistant dans la clinique de la Charité à Berlin. De juin 1933 à octobre 1934, il est le directeur médical adjoint de l'Hôpital Virchow à Berlin.

Il rejoint le NSDAP en 1932, comme membre no 998607. En 1935, il termine sa formation comme expert pour "l'hygiène de la race" à l'Institut Kaiser Wilhelm sur l'anthropologie, la génétique humaine et l'eugénisme. Il devient l'adjoint du directeur ministériel Arthur Gütt au ministère de l'Intérieur du Reich. Il devient le chef du cabinet au Bureau SS pour la population Politique et des soins de santé génétique. Il est à la tête de l'Office généalogique.

Au début de la Seconde Guerre mondiale, il devient adjudant au service médical de l'armée et prend part à l'attaque sur la Belgique, la France et les Pays-Bas. En novembre 1941, il est accepté dans la Waffen-SS. En 1943, il devient médecin SS du Reich. Il atteint le grade de Oberführer dans la SS.

Il est impliqué dans une série d'expériences médicales effectuées sur des détenus des camps de concentration, y compris les expériences médicales réalisées à Ravensbrück.

Au procès des médecins, le 20 août 1947, il est acquitté concernant les expériences médicales, mais est condamné à 10 ans de prison pour appartenance à une organisation criminelle, les SS. Il est libéré le 31 janvier 1951.

Il décède le 11 janvier 1994.

Sépulture

Cimetière Saint-Gertrudenkirchhof

GEORG-HANS REINHARDT. **Georg-Hans Reinhardt** (1er mars 1887 – 24 novembre 1963) était un soldat allemand. Il combattit lors des Première et Seconde Guerres mondiales et devint colonel général des troupes blindées. Reinhardt servit dans l'armée saxonne, dans la Reichswehr et dans la Wehrmacht. En 1940, ses chars percèrent le front occidental dans les Ardennes. Plus tard, il combattit sur le front de l'Est.

Après la guerre, il a été condamné en 1947 pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, tels que meurtre et mauvais traitements de prisonniers de guerre ainsi que meurtre, déportation et prise d'otages de civils dans les pays occupés. Il a été condamné à quinze ans de prison mais a été libéré en 1952.

Après 1954, Reinhardt fut président de la Gesellschaft für Wehrkunde. Il a écrit plusieurs mémoires. Pour ces mérites, il reçut la *Großes Verdienstkreuz des Verdienstordens der Bundesrepublik Deutschland* le 24 novembre 1962.

Reinhardt fut, entre autres, chevalier de l'Ordre militaire saxon de Saint-Henri, porteur de la Croix de fer de Ier et de la IIe classe ainsi que de la Croix de chevalier de la Croix de fer avec feuilles de chêne et épées.

Sépulture

Cimetière de Tegernsee (Tegernsee, Landkreis Miesbach, Bavière, Allemagne)

JOACHIM VON RIBBENTROP. **Joachim von Ribbentrop**, né le 30 avril 1893 à Wesel (Empire allemand) et exécuté le 16 octobre 1946 à Nuremberg, est un homme politique et diplomate allemand. Membre du NSDAP, il est ambassadeur d'Allemagne au Royaume-Uni entre 1936 et 1938, puis ministre des Affaires étrangères entre 1938 et 1945 sous le Troisième Reich. Il est à l'été 1939 le signataire du traité de non agression entre l'Union soviétique et l'Allemagne nazie connu sous le nom de pacte Ribbentrop-Molotov, qui prend fin *de facto* deux ans plus tard avec l'opération *Barbarossa*. Il fait partie des principaux criminels de guerre nazis poursuivis au procès de Nuremberg, où il est condamné à mort puis exécuté.

Biographie

Criminel de guerre nazi allemand pendant la Seconde Guerre mondiale. Goebbels a dit de lui (honnêtement) : « Il a acheté son nom, épousé son argent, et a arnaqué pour accéder au pouvoir ». Ambassadeur nazi en Grande-Bretagne de 1936 à 1938. Il a organisé le pacte nazi-soviétique de 1939 qui a encouragé Hitler à commencer la guerre. Fervent défenseur de la « Solution finale », il s'efforçait d'assurer les déportations complètes des Juifs des territoires occupés vers les camps de concentration. Reconnu coupable à Nuremberg de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crimes contre la paix. Avant sa pendaison, ses derniers mots furent : « Mes derniers mots sont que l'Allemagne réalise son destin. Je souhaite la paix au monde. » Ses restes furent incinérés dans le four du camp de concentration de Dachau, aux côtés de nombreux autres criminels nazis. Les cendres furent ratissées et dispersées dans le Wenzbach/Conwentzbach, un petit ruisseau de Munich.

Sépulture

Incinéré, cendres éparpillées. Précisément : cendres dispersées à Wenzbach/Conwentzbach, un petit ruisseau de Munich.

HERMANN RÖCHLING. **Hermann Röchling** (1872 - 1955) était un industriel sarrois du XXe siècle. *Wehrwirtschaftsführer*, il fut un membre influent du NSDAP.

Biographie

Hermann Röchling naît le 12 novembre 1872 à Völklingen. En 1891, Röchling passe sa *Reifeprüfung* au lycée de Sarrebruck. Il étudie ensuite le droit à l'Université Ruprecht-Karl. En 1898, Röchling succède à son père à la tête de la Völklinger Hütte. Avant 1914, il fabrique notamment les infrastructures et les superstructures métalliques nécessaires à l'armement dans les forts de Metz sur la Moselstellung (position de la Moselle). Après avoir participé à l'effort de guerre entre 1914 et 1918, Hermann Röchling s'attaque à la reconstruction de l'industrie sarroise. Il est membre du *Landesrat* de la Sarre de 1922 à 1935, représentant le Parti populaire libéral.

Le 21 juillet 1933, Röchling appuie le rattachement de la Sarre à l'Allemagne hitlérienne et rejoint le NSDAP en 1935. En 1935, il devient membre du Conseil consultatif pour l'armement du ministère de la défense, et participe à de nombreuses commissions sur le sujet.

Wehrwirtschaftsführer (chef de l'économie de défense), il dirige le « District Sud-Ouest du groupement économique de l'industrie sidérurgique ». En 1936, il devient membre de la *Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften* (une société encourageant le développement des sciences) et de l'Académie de Munich. À cette époque, il rédige différents mémoires, dont ses « Réflexions sur la préparation à la guerre et sa conduite », dans lequel il exhorte le chancelier Hitler à la guerre contre l'Union soviétique.

Entre juillet 1940 et juin 1942, Hermann Röchling est nommé superviseur plénipotentiaire de la sidérurgie en Lorraine, et travaille en relation avec Friedrich Flick. Le 12 novembre 1942, Röchling reçoit la *Adlerschild des Deutschen Reiches*, une distinction récompensant des personnalités civiles du IIIe Reich. Röchling était en relation étroite avec Hitler, dont il avait la confiance et avec qui il dîne le 18 mai 1942. En septembre 1944, au cours de la bataille de Metz, le maître des forges, qui

avait supervisé l'installation des pièces d'artillerie neuves dans les forts de Metz avant 1918, est réquisitionné avec ses ingénieurs et ses plans, pour réinstaller les pièces d'artillerie dans leurs tourelles d'origine. Ses efforts retarderont l'avancée des troupes Alliées en Lorraine et dans la Sarre.

Après la Seconde Guerre mondiale, Röchling est arrêté en novembre 1946 et extradé vers la France en mai 1947. Il est maintenu en détention avec son neveu Ernst Röchling, son gendre Hans-Lothar von Gemmingen-Hornberg et les dirigeants Albert Maier et Wilhelm Rodenhauser. L'accusation du tribunal militaire international de Rastatt porte sur l'exploitation industrielle des territoires occupés, dont la Moselle, et sur l'exploitation de travailleurs forcés, venus notamment de l'Est. Le 25 janvier 1949, il est jugé pour crimes contre l'humanité par un tribunal militaire français à Rastatt et condamné à dix ans d'emprisonnement. Le 18 août 1951, Röchling est libéré, avec l'interdiction de rentrer en Sarre. L'Usine sidérurgique de Völklingen est placée sous séquestre par l'État français. En 1952, Röchling reçoit pourtant la *Werner-von-Siemens-Ring*, l'une des plus hautes distinctions allemandes, décernée dans le domaine des sciences techniques. Hermann Röchling décède le 24 août 1955 à Mannheim, sans être retourné en Sarre.

Après le retour du territoire sarrois à la République fédérale d'Allemagne, la *Völklinger Hütte* sera dirigée par le neveu d'Hermann, Ernst Röchling.

Sépulture

Chapelle funéraire de Röchling (Sarrebruck, Regionalverband Saarbrücken, Sarre, Allemagne)

KARL VON ROQUES. **Karl von Roques** (7 mai 1880 - 24 décembre 1949) est un général allemand et criminel de guerre de la Seconde Guerre mondiale. Il commandait les zones arrière du groupe d'armées sud. Après la défaite de l'Allemagne, Roques est condamné à 20 ans d'emprisonnement lors du Procès du Haut Commandement militaire. Il meurt en 1949 alors qu'il purge sa peine.

Biographie

Il est issu d'une famille noble allemande d'origine huguenote. Il entre dans l'armée impériale allemande en 1899. Pendant la Première Guerre mondiale, il est à l'état-major de plusieurs divisions. À la fin de la guerre, il est promu major. Après l'armistice, Roques reste dans la Reichswehr et travaille au ministère de la Guerre à des postes d'état-major et de commandement. À partir de 1934, il est chef d'état-major puis président du Reichsluftschutzbund. En octobre 1938, il est rappelé au service actif et versé dans la Luftwaffe avec le grade de lieutenant général. En juin 1939, il quitte la Luftwaffe avec le grade de général.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, il sert dans la Wehrmacht. En décembre 1939, il reçoit le commandement de la nouvelle 143e division d'infanterie. Du 15 mars 1941 à octobre 1941, il est commandant des zones arrière du groupe d'armées sud. Le 1er juillet 1941, il est promu General der Infanterie.

En tant que commandant des zones arrière, Roques mène des opérations d'extermination visant les partisans soviétiques, la population slave et les Juifs. En octobre 1941, il est transféré dans la réserve du Führer. En juin 1942, il prend le commandement des zones arrière du groupe d'armées sud, et après la division du groupe d'armées en groupe d'armées A et groupe d'armées B, il commande les zones arrière du groupe A. Le 1er janvier 1943, il est de nouveau placé dans la réserve du Führer et le 31 mars 1943, mis à la retraite. En août 1943, il se rend à Varsovie en tant que représentant de la Croix-Rouge allemande.

Procès et condamnation

Après la capitulation allemande, Roques est arrêté et jugé lors du procès du haut commandement. Il est condamné à 20 ans de prison. Transféré pour des raisons de santé de la prison de Landsberg à un hôpital de Nuremberg, il y meurt le 24 décembre 1949.

Sépulture

Cimetière militaire de Kassel (Kassel, Stadtkreis de Kassel, Hesse, Allemagne)

ALFRED ROSENBERG. Alfred Rosenberg, né le 12 janvier 1893 à Reval et mort le 16 octobre 1946 à Nuremberg, est un homme politique, architecte et essayiste allemand, membre du Parti national-socialiste des travailleurs allemands et l'un des théoriciens du nazisme.

Durant la Seconde Guerre mondiale, il occupe le poste de ministre du Reich aux Territoires occupés de l'Est. Il fait partie des principaux criminels de guerre condamnés à mort lors du procès de Nuremberg puis exécutés par pendaison.

Biographie

Personnalité politique nazie allemande. Le « philosophe » de l'État nazi qui a élaboré ses théories raciales fantastiques. Ayant commencé comme éditeur de magazines antisémites, il devint finalement le suzerain des conquêtes nazies à l'est et présida un régime de massacres et d'esclavage de masse. Reconnu coupable à Nuremberg de crimes de guerre. Ses restes furent incinérés dans le four du camp de concentration de Dachau, aux côtés de nombreux autres criminels nazis. Les cendres furent détachées et dispersées dans le Wenzbach/Conwentzbach, un petit ruisseau de Munich.

Sépulture

Incinéré, cendres éparpillées. Précisément : des cendres dispersées dans le Wenzbach Conwentzbach, un petit ruisseau à Munich.

HANS VON SALMUTH. Hans Eberhard Kurt von Salmuth (Né à Metz le 11 novembre 1888, mort à Heidelberg le 1er janvier 1962) est un général d'armée allemand de la Seconde Guerre mondiale. Le général von Salmuth a commandé plusieurs armées différentes, sur le front de l'Est, mais aussi sur le front de l'Ouest. Son dernier commandement fut celui de la XVe armée allemande en France, lors du débarquement des Alliés en Normandie. Il a reçu la Croix de chevalier de la Croix de fer le 19 juillet 1940.

Biographie

Fils d'un militaire prussien, Hans von Salmuth naît le 11 novembre 1888 à Metz, une ville de garnison animée de l'Alsace-Lorraine. Avec sa ceinture fortifiée, Metz est alors la première place forte du Reich allemand, constituant une véritable pépinière d'officiers supérieurs et généraux. Comme son compatriote Karl Kriebel, le jeune Hans von Salmuth se tourne naturellement vers la carrière des armes. Il s'engage donc, comme Fahnenjunker, dans la Deutsches Heer, le 19 septembre 1907. Promu *Fähnrich*, aspirant, en mai 1908, il suit une formation à l'académie militaire, dont il sort Leutnant, sous-lieutenant, en janvier 1909. Le jeune officier est affecté au 3e régiment de grenadiers de la Garde, un régiment qui s'était illustré à la bataille de Saint-Privat le 18 août 1870. En octobre 1912, il est nommé *Adjutant* du 2e bataillon de ce régiment.

Première Guerre mondiale

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, Hans von Salmuth sert toujours au 3e régiment de grenadiers de la Garde. Le 24 novembre 1914, Salmuth est promu Oberleutnant, lieutenant, dans son régiment. Le 21 février 1915, il est nommé *Regimentsadjutant*, adjoint du commandant du régiment. Le 18 août 1916, Hans von Salmuth est promu Hauptmann, capitaine, dans son régiment. Il sert ensuite dans différentes unités de la *Deutsches Heer*. Affecté à l'état-major du 14e corps de réserve en septembre 1916, il sert à l'état-major de la 35e division de réserve, en janvier 1917. Affecté à l'état-major de la division de cavalerie de la Garde en avril 1917, Salmuth est muté, quatre mois plus tard, dans une unité du 66e corps, puis à la 35e *Infanteriedivision*. Officier d'état-major au haut-commandement du *Heeresgruppe Erzherzog*, le capitaine von Salmuth est ensuite affecté à l'état-major du *Heeresgruppe Linsingen*, en janvier 1918, et enfin à l'état-major de l'Ober Ost, le haut-commandement des forces allemandes sur le front de l'Est. Durant le conflit, Hans von Salmuth reçut les croix de fer 2e et 1re classes, avant de recevoir la Croix du Mérite militaire et la Croix de Frédéric.

Entre-deux-guerres

Après la guerre, Hans von Salmuth poursuit sa carrière militaire dans la Reichswehr. Officier brillant, il sert dans l'état-major de différentes unités d'infanterie. Le 1er février 1928, alors qu'il sert au 9e régiment d'infanterie, von Salmuth est promu Major, commandant. Ensuite, Salmuth commande le 1er bataillon du 12e régiment d'infanterie à Dessau. Il est promu Oberstleutnant, lieutenant-colonel, le 1er février 1932, puis Oberst, colonel, le 1er mai 1934 et sert dans différents états-majors de 1934 à 1937. Le 1er août 1937, Hans von Salmuth est promu Generalmajor, général de brigade, dans la Wehrmacht. Hans von Salmuth est nommé chef d'unité, affecté au 1er groupe de commandement de l'Armée de terre. En 1938, il est affecté comme chef d'état-major à la 2e armée. Hans von Salmuth est promu au grade de *Generalleutnant*, général de division, le 1er août 1939.

Seconde Guerre mondiale

En 1939, Hans von Salmuth est nommé chef d'état-major du groupe d'armées Nord, commandée par le général Fedor von Bock, et participe avec succès à l'invasion de la Pologne. Il est nommé chef d'état-major du général von Bock lorsque ce dernier reçoit le commandement du groupe d'armées B de l'Armée de terre, pour l'opération « Fall Gelb », c'est-à-dire l'invasion de la Belgique et de la France, en mai 1940. Après la débâcle des Alliés et l'armistice du 22 juin 1940, von Salmuth reçoit la Croix de chevalier de la Croix de fer, le 19 juillet 1940. Le 1er août 1940, il est promu *General der Infanterie*, soit général de corps d'armée dans l'infanterie.

En mai 1941, Hans von Salmuth est envoyé sur le front de l'Est avec le XXXe Corps d'armée, où il participe à l'opération Barbarossa et commande en Crimée. Le XXXe Corps de von Salmuth prend part avec succès à la bataille de Sébastopol. En 1942, il est nommé commandant de la 17e armée allemande, du 20 avril 1942 au 1er juin 1942. Pour un court laps de temps, du 6 juin 1942 au 15 juillet 1942, on lui confie le commandement de la 4e armée, en remplacement de l'ancien commandant, Gotthard Heinrici. À la mi-juillet 1942, il est nommé commandant de la 2e armée allemande. Avec la 2e armée, il participe à l'offensive d'été dans le Groupe d'armées B, sous le commandement de Maximilian von Weichs. Même s'il désapprouve les ordres qu'il reçoit, il les applique en soldat, apportant son soutien logistique au SS Einsatzgruppen, et ordonnant la répression contre les partisans soviétiques. Au plus fort de la tourmente, en janvier 1943, Hans von Salmuth est promu Generaloberst, général d'armée, et reçoit l'ordre de tenir ses positions jusqu'à la dernière limite. Ne pouvant obéir à un ordre suicidaire, alors que son armée est sur le point de s'effondrer, Salmuth se replie tactiquement avec ses hommes, peu avant la capitulation de Stalingrad. Le 3 février 1943, il remet le commandement de la 2e armée au général Walter Weiß, avant d'être placé dans la Führerreserve.

Étant l'un des commandants les plus expérimentés du front de l'Est, le général von Salmuth est rappelé en juin 1943, pour commander de nouveau la 4e armée allemande. Deux mois plus tard, en août 1943, il est nommé commandant de la 15e armée, un poste clef dans la défense du front occidental. La 15e armée est alors stationnée sur une zone allant des Pays-Bas à la limite de la Normandie, avec la zone critique du Pas-de-Calais. Hitler s'attendait en effet à un débarquement dans le Pas-de-Calais. Il confie donc pas moins de 17 divisions à Hans von Salmuth, ce qui représente alors le plus fort contingent allemand du front occidental. Le 20 décembre 1943, Hans von Salmuth est inspecté par Erwin Rommel, inspecteur général des défenses de l'Ouest et chef du Groupe d'armées B. Avec son expérience du front de l'Est, le vieux soldat ne se laisse pas impressionner par « le Renard du désert », qui lui reproche alors ouvertement l'état d'avancement insuffisant des travaux de fortification du littoral et le manque de profondeur du dispositif de défense de la 15e armée[5]. Début 1944, Hans von Salmuth renforce bon gré mal gré son dispositif sur le littoral dans les délais impartis.

Le matin du 6 juin 1944, il est précisé dans le journal de guerre de la 15e Armée que Pemsel, chef d'état-major de la 7e armée allemande, avait téléphoné à 5h45 pour informer son homologue des bombardements sur la côte, en ajoutant qu'aucun atterrissage n'avait eu lieu et que l'état-major de la 7e armée maîtrisait la situation. Rassuré, le général von Salmuth était donc allé se recoucher.

Le jour du débarquement, le général von Salmuth ne croit donc pas à un véritable débarquement en Normandie, mais à une diversion des Alliés, alors même que son compatriote le général Falley tombait déjà dans une embuscade américaine près de Picauville.

Hans von Salmuth est relevé de son commandement par Hitler pour cause de son inactivité à la fin du mois d'août 1944, peu après l'effondrement du front allemand en Normandie. Il est remplacé par le général Gustav-Adolf von Zangen. Von Salmuth sera privé de commandement jusqu'à la fin de la guerre.

Après-guerre

Après la guerre, Hans von Salmuth est détenu comme prisonnier de guerre jusqu'en 1948, date à laquelle il est jugé à Nuremberg lors du procès du Haut Commandement militaire. Comme la majorité des hauts gradés de l'armée allemande jugés à cette époque, il est reconnu coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Condamné à vingt ans de prison, il est libéré au bout de 7 ans, en 1953. Hans von Salmuth est mort à Heidelberg, en Allemagne de l'Ouest, le 1er janvier 1962. Il repose à Wiesbaden.

Sépulture

Cimetière Nord de Wiesbaden (Wiesbaden, Stadtkreis Wiesbaden, Hessen, Allemagne)

FRITZ SAUCKEL. Ernst Friedrich Christoph Sauckel, né le 27 octobre 1894 à Haßfurt et condamné à mort et exécuté le 16 octobre 1946 à Nuremberg, est un homme politique allemand, responsable nazi. Surnommé le « négrier de l'Europe », il a organisé les déportations de travailleurs des pays occupés vers l'Allemagne.

Biographie

Fils d'un employé des postes et d'une couturière, il ne peut achever ses études par manque de moyens.

Quand éclate la Première Guerre mondiale, il est embarqué comme matelot sur le voilier *Frieda Mahn*. Stoppé par le contre-torpilleur français *Rapière*, l'équipage est capturé. Fait prisonnier le 8 août 1914, Sauckel est interné successivement à Cherbourg, Saint-Malo et Dinan. Le 18 septembre 1915, il arrive au camp de l'île Longue, en rade de Brest, où il reste jusqu'à sa libération en 1919.

Ouvrier d'usine, il adhère en 1923 au parti nazi, sous le numéro 1395, dont il devient gauleiter en Thuringe en 1927 : son Gau devient rapidement un bastion nazi. Membre influent du NSDAP, proche de Hitler, il obtient que son Gau, situé au-delà de la limite d'action des bombardiers de la RAF, joue un rôle renforcé dans l'effort de guerre nazi.

Plénipotentiaire général pour la mobilisation de la main-d'œuvre

Chef du gouvernement de Thuringe en 1932, puis *Reichsstatthalter* de Thuringe en 1933, responsable nazi d'un Gau doté d'une forte capacité industrielle, qu'il réorganise dans le contexte du conflit, il est nommé plénipotentiaire général pour l'emploi de la main-d'œuvre (*Generalbevollmächtiger für den Arbeitseinsatz* ou GBA) le 21 mars 1942 et organise à ce titre les déportations de travailleurs des pays occupés vers l'Allemagne.

Ainsi, il organise le recrutement forcé de main-d'œuvre dans l'ensemble des pays d'Europe : les territoires occupés de l'Est de l'Europe fournissent le plus important centre de recrutement de main-d'œuvre du Reich ; dans un premier temps, les campagnes de recrutement des Ostarbeiter, lancées par Sauckel, rencontrent un franc succès, mais, rapidement, le sort des partants étant connu dans leurs régions d'origine, les volontaires se font plus rares, déclenchant de la part des agents de son administration une escalade de violence, à laquelle il adhère. Dans le même temps, il fixe les modalités de traitement des travailleurs forcés dans le Reich, définissant une échelle de sanctions, mais aussi en interdisant les châtiments corporels ou tentant d'établir un équilibre entre les problèmes de subsistances dans le Reich et les rations alimentaires nécessaires au maintien de la productivité de la main-d'œuvre forcée dans le Reich.

Par ailleurs, son titre en fait un interlocuteur essentiel de la politique du Reich en guerre, puisqu'il assiste en personne à l'ensemble des réunions de l'Office de planification économique allemand durant le conflit. Garant, avec Robert Ley, de l'existence d'une abondante main-d'œuvre au service du Reich, il participe à l'effort de guerre allemand, notamment en 1942, en satisfaisant les besoins en mineurs dans les mines de charbon du Reich et en veillant à leur approvisionnement, en défendant, avec le soutien de Hitler, contre Herbert Backe et Robert Ley, ministre de l'alimentation, les rations des travailleurs étrangers dans le Reich.

De plus, il gère les demandes d'ouvriers des différents secteurs de l'industrie de guerre allemande durant le conflit : ainsi, en 1943, il alloue 317 000 ouvriers étrangers pour le programme d'armement de la Luftwaffe

Son représentant en France est Julius Ritter, assassiné en septembre 1943.

Au procès de Nuremberg

Il est condamné à mort au cours du procès de Nuremberg pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité et exécuté par pendaison le 16 octobre 1946 dans cette même ville.

Sépulture

Incinéré, Ashes scattered. Précisément : Ashes scattered into the Wenzbach/Conwentzbach, a small stream in Munich.

KONRAD SCHÄFER. Konrad Schäfer (7 janvier 1911 – après 1951) était un médecin allemand qui a travaillé comme chercheur à l'Institut de médecine aéronautique de Berlin Lors du procès des médecins, il fut accusé d'avoir mené des expériences humaines dans le camp de concentration de Dachau, mais fut acquitté.

Biographie

Schäfer a étudié aux universités de Munich, Berlin et Innsbruck et a terminé ses études à l'université de Heidelberg en décembre 1935. Schäfer a obtenu son doctorat en 1936, et à partir de 1937, il a travaillé à temps partiel comme assistant au laboratoire chimiothérapeutique de Schering AG. [2] En novembre 1941, il se rendit au département des tests médicaux et de la formation de la Luftwaffe (*Sanitätsversuchs- und Lehrabteilung der Luftwaffe*) à Jüterbog et fit un rapport sur les résultats d'expériences humaines dans le camp de concentration de Dachau sur la soif et le contrôle de la soif lors de la conférence de Seenot en octobre 1942. En 1944, il a travaillé à l'Institut de recherche en médecine aéronautique du ministre de l'Aviation du Reich (*Forschungsinstitut für Luftfahrtmedizin des Reichsluftfahrtministers*). Il est considéré comme l'inventeur d'une méthode de dessalement de l'eau de mer, testée sur 44 Roms dans le camp de concentration de Dachau en 1944. En 1947, il a été jugé et acquitté de divers crimes de guerre et crimes contre l'humanité lors du procès des Docteurs

Il a ensuite été invité aux États-Unis où il a mené des recherches pour les Forces aériennes de l'armée américaine à l'aérodrome de Randolph jusqu'en 1951.

Sépulture

Randolph à San Antonio au Texas.

HERMANN SCHAPER. Hermann Schaper (12 août 1911 - décédé après 2002) est un commissaire de la Police criminelle du Troisième Reich et SS-*Hauptsturmführer* pendant la Seconde Guerre mondiale.

Il est l'un des acteurs majeurs de l'Holocauste perpétrés par les *Einsatzgruppen* en Pologne et en Union soviétique. Après la guerre, il fut condamné pour ses nombreux crimes de guerre commis sur le Front de l'Est.

Carrière

Schaper rejoint la SS et est promu successivement SS-*Untersturmführer* le 20 avril 1935 et SS-*Obersturmführer* le 20 avril 1937. Avant l'invasion de la Pologne en 1939, Schaper travaille dans les principaux bureaux du SD de l'Allemagne nazie. Pendant l'occupation allemande de la Pologne, Schaper fut commandant du *Kommando SS Zichenau-Schröttersburg* — un *Einsatzgruppe* nazi, l'une des cinq formations de ce type créées dans l'est de la Pologne et composé de 500 à 1 000 fonctionnaires des SS et de la Gestapo. Schaper opérait dans le district de Płock, administré par le comte von der Groeben. Son supérieur était un chef de la Gestapo basé à Ciechanów.

L'escadron de la mort de Schaper a été déployé dans le nouveau district de Białystok peu après l'invasion allemande de l'Union soviétique. Himmler lui-même lui rendit visite à Białystok le 30 juin 1941 et déclara qu'il fallait davantage de forces dans la région, car la poursuite massive après la fuite de l'Armée rouge en fuite laissa un vide sécuritaire. Le 3 juillet, le gouvernement général, dirigé par le SS-*Hauptsturmführer* Wolfgang Birkner, ancien combattant de l'*Einsatzgruppe* IV pendant la campagne de Pologne, place dans la ville une formation supplémentaire de la *Schutzpolizei*. L'unité de secours, appelée *kommando Białystok*, été envoyée par le SS-*Obersturmbannführer* Eberhard Schöngarth sur ordre de l'office central de la sécurité du Reich, en raison de rapports faisant état d'activités de guérilla soviétique dans la région, les Juifs étant évidemment immédiatement soupçonnés de les aider. Le 10 juillet 1941, l'*Einsatzgruppe* de Schaper fut subdivisé en dizaines de petits *Einsatzkommandos* de plusieurs à plusieurs dizaines de personnes ayant pour mission de tuer des juifs, des communistes présumés et les collaborateurs du NKVD soviétique dans les territoires capturés, souvent loin derrière le front allemand. L'ensemble de l' *Einsatzgruppe* a eu recours à la même méthode systématique de massacres en masse dans de nombreux villages et villes polonaises situés à proximité de Białystok. Le périple meurtrier de Schaper au sud-est de la province de Prusse-Orientale est assez bien documenté et inclut Wizna (fin juin), Wąsosz (5 juillet), Radziłów (7 juillet), Jedwabne (10 juillet), Łomża (début août), Tykocin (22. - 25 août), Rutki (4 septembre), Piątnica, Zambrów ainsi que d'autres lieux. En ce qui concerne le massacre de Jedwabne et le pogrom de Radziłów, l'*Einsatzgruppe* de Schaper n'intervient pas directement, mais incite les villageois à massacrer eux-mêmes les Juifs. Une directive récente du RSHA, rédigée par Reinhard Heydrich le 29 juin 1941, soit quelques jours avant les pogroms, édictait que dans la mesure du possible, les forces d'occupations se devaient de s'appuyer sur l'antisémitisme des populations locales.

Procès d'après-guerre

Au début des années 1960, le Centre judiciaire allemand pour la poursuite des crimes nazis à Ludwigsburg enquêta sur les crimes de guerre commis par Schaper. Il a été interrogé par un procureur fédéral allemand sur la base d'une liste de questions, préliminaires à une enquête sur les crimes de Jedwabne et Radziłów. Le procureur de la Direction générale de la Commission pour la poursuite des crimes contre la nation polonaise de Białystok, Radosław Ignatiew, était également présent à l'audience. Selon le communiqué de l'Institut de la mémoire nationale (IPN, institution gouvernementale polonaise), en réponse aux questions, Hermann Schaper, a déclaré : « durant l'été 1941, je commandais le détachement de la Gestapo composé de 10 à 15 personnes se déplaçant en véhicule particulier ou à motocyclette ; j'ajoute que le commando n'avait pas de camions ». Schaper a nié avoir porté à l'époque l'uniforme noir et la casquette à tête de mort ainsi qu'avoir donné des ordres à ses subordonnés sur le marché de Tykocin, comme l'on décrit Chaja Finkelstein et Izchak Feler, deux témoins israéliens survivants. L'historien Krzysztof Persak, qui a mené l'enquête officielle de l'IPN sur ces événements, considère cependant que les pogroms de Jedwabne et de Radziłów ont été perpétrés par les villageois polonais, mais sous les encouragements de Schaper, qui n'y a pas participé directement mais leur a donné l'« inspiration criminelle ».

Répondant à une autre question, Schaper a déclaré que son supérieur se nommait Pulme. Il s'est rappelé aussi le nom de Baumann, l'un des officiers de la Gestapo, avec qui il a servi en 1941. Interrogé pour savoir si son commando au-delà de la traque des agents et la recherche de documents avait également d'autres tâches, il a répondu : « nous n'avions pas d'autres responsabilités ». Sur la question de savoir ce qu'il savait des assassinats en masse des Juifs en juin – septembre 1941 dans

la région de Łomża, il a déclaré « qu'il y a eu des actions sauvages des populations locales et de certaines unités », rajoutant « qu'il ignore de quelles unités il s'agit ».

L'interrogé a soumis au procureur un certain nombre de certificats, parmi lesquels un certificat médical attestant l'incapacité de témoigner. L'audience a été interrompue, le médecin déclarant que sa poursuite pourrait déclencher une crise cardiaque ou un AVC.

L'existence du Commando Schaper et sa relation avec l'extermination des Juifs du district de Łomża été confirmée par la découverte dans les archives de l'Allemand Ph. D. Edmund Dmitrov, directeur du Bureau de l'éducation publique de l'IPN à Białystok. Schaper a été vu 7 juillet 1941 dans Radziłów ; il a été reconnu sur des photos par Chaya Finkelstein. Il a également été remarqué à la fin août, lors de l'extermination des Juifs de Tykocin, comme en témoigne Izchak Fehler. Les deux témoins israéliens ont déclaré que « Schaper leur a donné l'impression d'être le meneur de l'extermination des Juifs ».

La procédure pénale contre le commandant Schaper de l'*Einsatzkommando Zichenau-Schrötersburg* a été interrompue le 2 septembre 1965 en Allemagne pour manque de preuves.

Le dossier de Schaper a été rouvert en 1974. En 1976, un tribunal allemand de Giessen (Hessen) a déclaré Schaper coupable d'exécutions de Polonais et de Juifs par le *SS Kommando Zichenau-Schroettersburg*. Schaper a été condamné à six ans d'emprisonnement mais a rapidement été libéré pour des raisons médicales. Il est mort de vieillesse à l'âge de 90 ans. Selon une déclaration du parquet allemand collaborant avec l'IPN polonais, la documentation de son procès n'est plus disponible et a probablement été détruite après la clôture de l'affaire.

Sépulture

Aucun renseignement

BALDUR VON SCHIRACH. **Baldur Benedikt von Schirach**, né le 9 mai 1907 à Berlin et mort le 8 août 1974 à Kröv-an-der-Mosel, est un haut dignitaire du parti nazi, nommé par Adolf Hitler chef des Jeunesses hitlériennes, et gauleiter de Vienne sous le Troisième Reich.

Il joue un rôle majeur dans la politique nazie de mise au pas de la société allemande. Il est condamné à vingt ans de prison lors du procès de Nuremberg et est emprisonné à la prison de Spandau. Il est l'un des très rares hauts dirigeants nazis à exprimer des remords pour avoir soutenu le régime nazi.

Figure de la Seconde Guerre mondiale. Il fut un des premiers membres du NSDAP. Il rencontra Hitler pour la première fois en 1925 et fut Reichsjugendführer (chef de la jeunesse hitlérienne) de 1931 à 1940. Il fut également un dirigeant du NSDAP à Vienne/Autriche. En 1946, lors du jugement de Nuremberg, il fut reconnu coupable et condamné à 20 ans de prison à Spandau.

Sépulture

Cimetière de Kröv (Kröv, Landkreis Bernkastel-Wittlich, Rhénanie-Palatinat, Allemagne)

OSKAR SCHRÖDER. **Oskar Schröder** (6 février 1891 † 26 janvier 1959 à Munich) était un médecin et oto-rhino-laryngologiste allemand. En tant que chef du service médical de la Luftwaffe, il participa à des expériences humaines dans le camp de concentration de Dachau, pour lesquelles il fut condamné lors du procès des médecins de Nuremberg.

Biographie

Il est né le 6 février 1891 à Hanovre. Il étudie en faculté de médecine de 1910 à 1914 et reçoit son doctorat à Berlin le 30 août 1919. Durant la Première Guerre mondiale il sert comme médecin militaire. Après la guerre, il entre dans le domaine de l'oto-rhino-laryngologie à Königsberg, entre 1920 à 1925. En janvier 1931, il travaille comme médecin militaire. En mai 1935 il rejoint le ministère de l'Aviation du Troisième Reich. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, en février 1940, il est médecin dans la deuxième flotte aérienne et dirige le service de médecine.

Il participe à des expériences entre juillet et septembre 1944 dans le camp de concentration de Dachau sur les prisonniers. L'expérience consistait, pour ses 44 victimes, à ne pas manger et boire de l'eau de mer.

Au procès des médecins à Nuremberg il est reconnu coupable et est accusé de crimes de guerre et crimes contre l'humanité, dont assassinat, brutalité, cruauté, torture et actes inhumains. Il est condamné à la prison à vie, mais sa peine est plus tard réduite à 15 ans d'emprisonnement.

Il décède le 26 janvier 1959 à Munich.

Sépulture

Cimetière Neuer_St._Nikolai_Friedhof, situé à Hanovre, Saxe, Allemagne.

ARTHUR SEYSS-INQUART. Arthur Seyß-Inquart, né le 22 juillet 1892 à Stannern (Autriche-Hongrie) et exécuté par pendaison le 16 octobre 1946 à Nuremberg (Allemagne), est un homme d'État autrichien puis allemand.

Partisan du national-socialisme, il a favorisé l'Anschluss en 1938, fut gouverneur des Pays-Bas pendant la Seconde Guerre mondiale, et atteignit le rang honorifique de *Obergruppenführer* au sein de la SS. Il fut condamné à mort au procès de Nuremberg.

Biographie

Peut-être né sous le nom « Arthur Zajtich » (son père aurait changé son nom slave en « Seyss-Inquart » en 1907) à Stannern (aujourd'hui Stonařov), en Moravie, Arthur Seyß-Inquart étudie le droit à l'université de Vienne. Il s'établit comme avocat à Vienne en 1921, et commence à militer très tôt pour l'Anschluss (en français : « rattachement »), rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, au nom d'une culture germanique commune. Fondateur du parti national-socialiste autrichien, entretenant des liens très étroits avec le parti allemand équivalent, il est imposé au chancelier Schuschnigg — convoqué par Hitler à Berchtesgaden — comme ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, le 15 février 1938.

Dans la logique du « protocole Hossbach », qui prévoit d'instaurer la « Grande Allemagne » dès 1937, Hitler multiplie les pressions sur le gouvernement autrichien et obtient la démission de Schuschnigg. Seyss-Inquart, nommé immédiatement à la chancellerie, constitue le gouvernement fédéral dit Seyss-Inquart et fait alors appel au Reich. Le 12 mars 1938, les troupes allemandes entrent dans Vienne, où elles reçoivent un accueil triomphal.

Peu après, il est nommé gouverneur de l'Autriche (*Reichstatthalter*) puis, à la suite de l'invasion de la partie occidentale de la Pologne en septembre 1939, représentant du gouverneur général de Pologne, Hans Frank, à Cracovie.

Le 18 mai 1940, il est nommé commissaire du Reich dans les Pays-Bas occupés. Fidèle exécutant, il mène alors une politique combinant pillage économique, persécutions raciales et déportations, ce qui provoque des rébellions de la part des Néerlandais comme l'épisode de la grève de février 1941, durement réprimée par les occupants.

L'hiver 1944-45 fut extrêmement froid (le précédent record de froid datait de 1864) et il se traduisit par un épisode de famine. Seyss-Inquart exigea qu'on inonde une grande partie du pays, sur quoi le Haut-commandement allié menaça, s'il mettait cet ordre à exécution, qu'il serait jugé, avec le général Blaskowitz, comme criminel de guerre.

Dans son testament politique, Hitler nomme Seyss-Inquart ministre des Affaires étrangères, et lui demande d'appliquer la politique de la terre brûlée aux Pays-Bas, mais Seyss-Inquart se garde bien d'appliquer cet ordre. Peu après le suicide d'Hitler, il tâcha de fuir les Pays-Bas à bord d'une vedette rapide pour rallier le port de guerre de Flensburg où le gouvernement Dönitz venait de se former; c'était peine perdue : le mauvais temps lui permit à peine de rebrousser chemin par le seul chenal maritime encore dégagé. Il fut arrêté quelques jours plus tard, en mai 1945, à Hambourg par deux soldats britanniques du Royal Welch Fusiliers.

Procès de Nuremberg

Durant l'été 1945, Seyss-Inquart fut détenu avec d'autres dignitaires de la Wehrmacht et du III^e Reich dans le camp de prisonniers no 32 de Mondorf-les-Bains (Luxembourg) jusqu'à son transfert à Nuremberg. Au procès de Nuremberg, où il était défendu par Gustav Steinbauer, il fut reconnu coupable des chefs d'accusation 2, 3 et 4 (« direction, déclenchement et poursuite d'une guerre d'agression », « crimes de guerre » et « crimes contre l'humanité »), et en conséquence condamné à mort par pendaison. Il fut exécuté le 16 octobre 1946 dans le gymnase de la prison de Nuremberg, vers 2 h 45, le dernier des pendus. Le journaliste Sacha Simon rapporte ainsi sa dernière déclaration : « J'espère que ces exécutions seront le dernier acte de la tragédie de la deuxième guerre mondiale. L'enseignement de cette guerre est que la paix et la compréhension doivent régner entre les nations... Je crois en l'Allemagne ».

Son cadavre fut incinéré le lendemain au crématorium de l'Ostfriedhof de Munich et ses cendres dispersées dans un bras de l'Isar.

Sépulture

Incinéré, cendres éparpillées. Précisément : des cendres dispersées dans le Wenzbach Conwentzbach, un petit ruisseau à Munich.

ALBERT SPEER. Berthold Konrad Hermann Albert Speer; 19 mars 1905 – 1er septembre 1981) était un architecte allemand qui a exercé le poste de ministre de l'Armement et de la Production de guerre dans l'Allemagne nazie pendant la majeure partie de la Seconde Guerre mondiale. Proche ami et allié d'Adolf Hitler, il fut condamné lors des procès de Nuremberg et purgea 20 ans de prison.

Biographie

Fonctionnaire nazi allemand pendant la Seconde Guerre mondiale. Architecte reconnu, il fut ministre de l'Armement et de la Production pour l'Allemagne nazie de 1942 à 1945, et fut le seul grand ministre du Troisième Reich nazi allemand à plaider coupable des crimes de guerre lors des procès de Nuremberg d'après-guerre, pour lesquels il fut condamné à 20 ans, au lieu d'une condamnation à mort. Né à Mannheim, en Allemagne, il a étudié l'architecture à Karlsruhe et Munich, obtenant sa licence d'architecte en 1927. Fin 1930, il entendit le futur dictateur nazi allemand Adolf Hitler s'exprimer lors d'un rassemblement à Berlin, et rejoignit le parti nazi en janvier 1931, pour lequel son cabinet d'architecture obtint des contrats de construction pour des membres de premier plan du parti. En 1933, il obtint le contrat pour construire la résidence officielle du ministre nazi de la propagande Joseph Goebbels, et en 1934, le stade de Nuremberg en soutien aux célébrations officielles de l'accession au pouvoir nazie. Son efficacité et son talent attirèrent l'attention d'Hitler, qui se rapprocha plus tard de lui, jouissant d'une relative liberté d'action que les autres membres de l'entourage d'Hitler n'avaient jamais eue. En retour, Speer donna à Hitler une loyauté et un dévouement total. En 1935, il élaborait un plan pour la reconstruction de Berlin, créant de vastes (et aux yeux de certains, mégalomanes) plans de bâtiments. En 1937, Hitler nomma personnellement Speer inspecteur général de la construction pour le Reich. Lorsque Fritz Todt mourut dans un accident d'avion en 1942, Speer lui succéda en tant que ministre de l'Armement et de la Production de guerre. Grâce à la main-d'œuvre forcée et d'esclaves, Speer put augmenter la production d'armement à une quantité incroyable, tout en dispersant ses usines pour réduire leur destruction causée par les bombardements alliés. Grâce à son amitié personnelle avec Hitler, il a pu éviter les problèmes d'autres dirigeants nazis. Vers la fin de la guerre, Hitler ordonna à Speer de détruire toutes les usines, les services publics municipaux (eau et électricité) et les moyens de transport (chemins de fer et ponts). Conscient que ces mesures seraient nécessaires dans l'Allemagne d'après-guerre, Speer commença à contredire les ordres d'Hitler de destruction totale. Il rendait visite aux commandants de terrain, plaidant pour épargner un pont historique ou un autre bâtiment important, affirmant qu'il serait « repris lors de la contre-attaque inévitable », évitant ainsi les accusations de défaitisme (cette accusation était passible de la peine de

mort). Après la guerre, Speer fut jugé devant le Tribunal militaire international de Nuremberg pour crimes de guerre ayant employé des travailleurs esclaves. Rompant avec les autres principaux accusés nazis, Speer a plaidé coupable et a été condamné à 20 ans de prison à Spandau. À sa libération en 1966, Speer publia ses mémoires, « Inside the Third Reich » (1970), considérés comme le meilleur portrait des conditions au sein de la hiérarchie nazie.

Sépulture

Cimetière de la montagne de Heidelberg (Heidelberg, Stadtkreis Heidelberg, Bade-Wurtemberg, Allemagne)

JULIUS STREICHER. **Julius Streicher**, né le 12 février 1885 à Fleinhausen (hameau de Dinkelscherben - Bavière) et mort le 16 octobre 1946 à Nuremberg, est un éditeur antisémite allemand devenu cadre du NSDAP. Il participe au putsch manqué de Munich en novembre 1923 et est condamné à mort en 1946 au procès de Nuremberg.

Biographie

Julius Streicher est un instituteur allemand, puis un officier prussien pendant la Première Guerre mondiale.

Violemment antisémite, il rencontra Hitler à Nuremberg en 1921. Il était alors le responsable de l'extrême-droite de Franconie, ce qui contribua à faire de Nuremberg une ville phare du parti nazi.

Il fut le directeur du journal antisémite *Der Stürmer* de 1923 à 1945. Gauleiter de Franconie (1925-1940), puis député au Reichstag en 1933, il était connu pour ses violences verbales contre les Juifs.

De 1932 à 1945, Julius Streicher est membre du groupe parlementaire NSDAP au Reichstag. Au NSDAP, il est *Gauleiter* pour la Moyenne-Franconie de 1925 à 1940, et plus tard pour la Franconie. À ce titre, il se donne dès les années 1930 le titre de « leader franconien ». En 1934, les Länder sont définitivement supprimés. La Bavière est divisée en six *Gaue* et l'administration d'État coïncide avec celle du Parti nazi, ce qui fait de Julius Streicher *de facto* le plus important représentant de l'État en Franconie.

Dans la SA, il a le grade d'Obergruppenführer. Julius Streicher a pris des mesures particulièrement sévères contre les Juifs et affichait très tôt son antisémitisme. À partir de mars 1933, il dirigea le « Comité central de défense contre les atrocités juives », qui coordonna les mesures de boycott antisémite contre les entreprises juives, les avocats et les médecins le 1er avril 1933. En réponse à l'intervention personnelle de Streicher, la fontaine de Neptune, qu'il surnomme la « fontaine juive », est démantelée en 1934. Il impose la démolition de la synagogue principale de Nuremberg sur la place Hans-Sachs dès août 1938, quelques mois avant la nuit de Cristal.

Julius Streicher propageait un antisémitisme inhabituellement vulgaire, ce qui lui a valu des critiques même dans son parti. La principale plate-forme pour cela était le journal *Der Stürmer*, fondé par lui, lui appartenant et qu'il éditait également, diffusait régulièrement une propagande concernant de présumées agressions sexuelles commises par des Juifs contre des femmes et des filles non juives. La publication, éditée depuis 1923, atteignit son plus grand tirage en 1938 avec un demi-million d'exemplaires. *Der Stürmer* était connu pour ses caricatures juives antisémites et son amalgame d'antisémitisme et d'obsessions sexuelles, ce qui en faisait un médium de pornographie politique.

Il tombe en disgrâce peu avant 1939 et s'occupe de ses terres, tout en restant directeur de *Der Stürmer*. On lui refusa le droit de s'engager pour aller combattre sur le front. Il fut jugé pour ses écrits antisémites à Nuremberg, ville dont il avait fait un bastion nazi.

Il fut capturé le même jour que Himmler le 23 mai 1945, près de Berchtesgaden par des hommes de la 101e aéroportée.

Condamnation et exécution

Le tribunal de Nuremberg de 1946 ne l'a pas reconnu coupable des premiers chefs d'accusation, mais du quatrième : crime contre l'humanité, et l'a condamné à mort.

Un peu avant le procès, les accusés furent soumis à un test d'intelligence basé sur le système Wechsler ; Streicher obtint le résultat le moins bon, de 106. Par ailleurs, Julius Streicher, en raison d'une attitude qualifiée de paranoïaque envers les Juifs, et d'un attrait obsessionnel pour la pornographie, était considéré, bien que responsable pénalement, comme souffrant de déséquilibres mentaux.

Parmi tous les condamnés à mort du procès, Streicher fut le seul qui posa des problèmes lors de son exécution. Lorsque les gardes vinrent le chercher pour monter à l'échafaud dans la nuit du 15 au 16 octobre 1946, il refusa de s'habiller, puis refusa de marcher. C'est en tricot de corps et en caleçon long qu'il fut traîné sur l'échafaud. Avant d'être pendu, il cracha à la figure du bourreau, hurla : « Les Bolchéviques vous pendront bientôt » et s'écria : « *Purim Fest 1946 !* » (Pourim étant une fête juive commémorant les événements relatés dans le Livre d'Esther, à la fin duquel 75 000 sujets du roi perse, considérés par les Juifs comme leurs ennemis, furent massacrés - 15 000 selon la version des Septante). Ses tout derniers mots furent : « Adèle », le prénom de sa secrétaire qu'il avait épousée en mai 1945.

Durant la pendaison, au lieu d'avoir les vertèbres cervicales brisées (technique normale du « *Long Drop* », provoquant la mort instantanée), il subit le « *Short Drop* » (« petite chute », provoquant une mort par strangulation). On accusa le bourreau de l'armée américaine John C. Woods d'avoir intentionnellement saboté cette exécution. Il fut relevé de ses fonctions peu de temps après.

À l'instar des autres dignitaires nazis, les enfants Streicher n'ont pas pu récupérer les restes du corps de leur père, incinéré sous le nom d'« Abraham Goldberg ». Ses cendres ont été dispersées sur ordre des Alliés pour éviter les hommages sur les sépultures par les sympathisants nazis.

Sépulture

Incinéré, cendres éparpillées. Précisément : des cendres dispersées dans le Wenzbach Conwentzbach, un petit ruisseau à Munich.

JÜRGEN STROOP. Jürgen Stroop est un SS-*Gruppenführer* allemand de la Seconde Guerre mondiale, né le 26 septembre 1895 à Detmold et mort le 6 mars 1952 à Varsovie. Il a notamment été le commandant des troupes allemandes lors de la destruction du ghetto de Varsovie en 1943. Jugé pour crime contre l'humanité, il a été exécuté à Varsovie en 1952.

Biographie

Jeunesse et entrée au parti nazi

Jürgen Stroop naît sous le nom de Joseph Stroop, à Detmold (alors en principauté de Lippe, aujourd'hui en Rhénanie-du-Nord-Westphalie) ; il est le fils d'un agent de police. Avant 1914, il est adjoint à un bureau de cadastre. Au cours de la Première Guerre mondiale, il se porte volontaire pour le front et atteint le grade de *Vizefeldwebel*.

En 1932, il s'inscrit au parti nazi et intègre la SS. Lors des élections en 1933, il commence réellement sa carrière en tant qu'auxiliaire de police. En un an, il passe du rang de SS-*Oberscharführer* (adjudant) à celui de SS-*Hauptsturmführer* (capitaine). Il est alors détaché pour travailler dans l'administration SS de Münster et Hambourg.

Au cours de l'automne 1938, il est promu au rang de SS-*Standartenführer* (colonel). À la suite de l'invasion de la Pologne, il est nommé commandant d'une milice d'Allemands de Pologne (*Selbstschutz*) chargée de la liquidation des élites polonaises, puis chef d'un district SS créé dans la région de Gnesen au sein de la province polonaise annexée de Posnanie : le Reichsgau Wartheland. En mai 1941, il abandonne son prénom Joseph, jugé trop « juif », et prend celui de Jürgen.

De la Russie à la destruction du ghetto de Varsovie

Stroop est affecté auprès du *Höhere SS- und Polizeiführer* du Sud de la Russie et exerce diverses missions de sécurité, notamment la protection des travaux de construction d'une autoroute entre Lemberg et Stalino. Puis début 1943, il est nommé *SS- und Polizeiführer* pour la province polonaise annexée de Galicie à Lemberg (alors appelée Lwow, en polonais). Stroop est envoyé par Heinrich Himmler et Friedrich-Wilhelm Krüger à Varsovie en mai 1943 pour remplacer le *SS-Oberführer* von Sammern-Frankenegg, considéré comme trop modéré dans le cadre de l'opération de destruction du ghetto de la ville.

En tant que vétéran de la Première Guerre mondiale, Stroop s'était formé aux nouvelles techniques de lutte contre les partisans en Ukraine. Il donne l'ordre de « brûler les habitations, quartiers par quartiers, maisons par maisons et de tuer ou déporter l'ensemble des habitants » ; cinquante mille résidents du ghetto périssent. Il dresse alors un rapport circonstancié en trois exemplaires, communément appelé rapport Stroop, qu'il envoie à Himmler et à Krüger ; ce rapport, retrouvé après la guerre, va être utilisé lors du procès de Nuremberg.

En septembre 1943, Stroop est nommé *HSSPf* (*Höhere SS- und Polizeiführer*) pour la Grèce qui vient de passer sous contrôle allemand après la défection de l'allié italien. Ses méthodes énergiques, répression et renforcement des forces de police auxiliaires grecques, lui valent l'hostilité des autorités civiles locales et ne lui permettent pas de rétablir l'ordre. Il est muté et nommé, en novembre 1943, *HSSPf* pour la Rhénanie, la Sarre-Palatinat, les territoires annexés du Luxembourg et de Lorraine jusqu'à la fin de la guerre. Durant son commandement, il fait exécuter des pilotes américains abattus par la DCA allemande.

Jugement

Stroop est arrêté le 8 mai 1945. Un tribunal militaire américain siégeant à Dachau le condamne à mort le 21 mars 1947 pour avoir fait exécuter sommairement des pilotes alliés tombés derrière les lignes allemandes ; la sentence n'est pas appliquée immédiatement car il est ensuite extradé vers la Pologne pour y être jugé également. Pendant qu'il attend son procès à la prison Mokotów de Varsovie, il est placé dans la même cellule que Kazimierz Moczarski, ancien résistant polonais emprisonné par la police secrète communiste.

Le compagnon de cellule polonais de Stroop, Moczarski, est libéré en 1956 et publie un livre qui raconte sa détention auprès de Stroop et qu'il intitule *Entretiens avec le bourreau*. Il affirme que Stroop aurait tué le *Generalfeldmarschall* Günther von Kluge 19 août 1944, alors que ce dernier, commandant le front ouest et démis de ses fonctions, était convoqué à Berlin pour enquêter sur son implication éventuelle dans le complot du 20 juillet 1944 contre Hitler. Voir page Günther von Kluge : Controverse sur sa mort.

Condamné à mort par un tribunal polonais en septembre 1951, Stroop est pendu le 6 mars 1952 sur le lieu-même de ses crimes à Varsovie, de même que le policier SS Franz Konrad.

Sépulture

Incinéré. Précisément : Après son exécution, son corps a été incinéré par les autorités polonaises et les cendres dispersées à un endroit non divulgué.

JULIUS VIEL. **Julius Viel** (21 février 1918 à Überlingen, lac de Constance ; † 25 février 2002 à Wangen im Allgäu) était un journaliste et auteur allemand. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il fut SS-Untersturmführer dans la Waffen-SS. Après la guerre, il a travaillé comme journaliste et a été honoré de la Federal Cross of Merit pour son engagement volontaire et politique. En 2001, il a été condamné à douze ans de prison pour un meurtre multiplié par sept commesse en 1945.

Biographie

Julius Viel a grandi à [Adelsheim](#) et à [Kirchheim unter Teck](#). Après avoir obtenu son [diplôme d'études secondaires](#) et terminé le [service du travail du Reich](#), il rejoignit la [Force de disposition SS](#) en 1936. Avec cela, il participa à des entraînements dans le [camp de concentration de Dachau](#) ainsi qu'à l'[invasion de la Pologne](#), à la [campagne française](#) et à la [guerre contre l'Union](#)

soviétique. En 1937, il rejoignit le NSDAP (nombre d'adhésion 5 031 847). Enfin, avec le grade de SS-Untersturmführer, il a été gravement blessé sur le front occidental en septembre 1944. Il est ensuite allé à l'École de presse de Nuremberg, puis à Linz et à l'École de Presse Leitmeritz. [3] [4] Après la guerre, il travailla comme palefrenier ; En 1948, il a rejoint le *Stuttgarter Zeitung* en tant qu'employé. Dans les années 1960, il y était « rédacteur technique ». Au début des années 1970, il a été nommé chef de la rédaction locale de la *Schwäbische Zeitung* à Schramberg par le rédacteur en chef Chrysostomus Zodel, poste qu'il a occupé pendant près de 15 ans.

Pendant son temps libre, Julius Viel écrivait un grand nombre de guides de randonnée et de vélo. En 1983, pour son 65e anniversaire, il a reçu la Federal Cross of Merit on Ribbon pour ses services politiques et son engagement volontaire.

En 2001, Julius Viel a fait la une des médias internationaux car il a été condamné à douze ans de prison lors du *procès pour crimes de guerre de Ravensburg* devant le tribunal régional de Ravensburg le 3 avril 2001. Le tribunal considéra qu'il était prouvé que Viel, en tant qu'homme de la SS, avait fusillé sept prisonniers juifs de la prison de la Gestapo dans la petite forteresse de Theresienstadt avant la fin de la Seconde Guerre mondiale au printemps 1945, « par désir meurtrier et de basses motivations ».

Onze mois plus tard, Julius Viel mourut d'un cancer du poumon dans sa maison d'adoption de Wangen im Allgäu, après avoir été libéré de l'hôpital pénitentiaire de Hohenasperg pour incapacité à emprisonner

Sépulture

Cimetière Wangen im Allgäu (Wangen im Allgäu, Ravensburg, Bade-Wurtemberg, Allemagne)

WALTER WARLIMONT. **Walter Warlimont**, né le 3 octobre 1894 à Osnabrück (province de Hanovre) et mort le 9 octobre 1976 à Kreuth (Bavière), est un général allemand de la Seconde Guerre mondiale. Il a été condamné pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité pour sa responsabilité comme chef adjoint des opérations de l'*Oberkommando der Wehrmacht*.

Biographie

Ses grands-parents furent des brasseurs originaires de la région de Eupen (Belgique) et son père devint libraire à Osnabrück. Après son baccalauréat au lycée Carolinum d'Osnabrück, il s'engage le 17 février 1913 dans l'armée prussienne en tant que porte-drapeau. Il est affecté au 10e régiment d'artillerie à pied. Walter Warlimont termine la Première Guerre mondiale au grade de *Oberleutnant*. Au début de la guerre civile espagnole en 1936, l'*Oberst* Warlimont est conseiller militaire du général Franco. En 1937, il devient commandant du 26e régiment d'artillerie à Düsseldorf. En 1938, il est associé aux préparatifs concernant les futures opérations de la Seconde Guerre mondiale. Il est nommé *Generalmajor* en 1940 et chef adjoint des opérations de l'*Oberkommando der Wehrmacht* sous les ordres de Jodl. En 1942, il est nommé *Generalleutnant* et en avril 1944, *General der Artillerie*. Il est blessé lors de l'attentat contre Hitler du 20 juillet 1944 à la Wolfsschanze. Le soir même, il appelle le *Generalfeldmarschall* von Kluge pour lui annoncer que le *Führer* est vivant. Hitler qui se méfie désormais de la hiérarchie en poste sur le front de l'Ouest fait de Warlimont son messenger, même s'il est un temps supposé avoir pris part au complot. Ainsi le 22 juillet, il se déplace au chevet de Rommel, hospitalisé après une attaque aérienne sur son véhicule en Normandie puis, début août, il se rend auprès de Kluge pour lui dire à quel point Hitler compte sur l'opération Luttich (la contre-attaque de Mortain) et il se rend encore dans la poche de Falaise pour exhorter Eberbach à continuer ses contre-attaques.

Affecté par des blessures mal soignées qu'il a reçues lors de l'attentat du 20 juillet, il est ensuite placé sur la liste des réservistes de l'OKH.

Après la guerre, défendu par son avocat Paul Leverkuehn, il est condamné à perpétuité dans le procès du Haut Commandement militaire, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Sa

peine est ensuite réduite en 1951 à 18 ans de prison mais, en 1957, il est libre et retraité, cherchant domicile près du lac Tegern dans les Alpes bavaroises.

Dans son ouvrage *Cinq ans au GQG d'Hitler* publié en 1964, il voit dans les échecs successifs des armées allemandes à partir de 1941 le résultat d'un processus décisionnel incohérent où toute décision émane d'Adolf Hitler, celui-ci étant selon l'auteur guidé par ses émotions et non pas par une réflexion stratégique rationnelle. Les différents-états majors sont confinés dans des tâches d'exécution et la prise de décision ne tient pas compte de l'expérience de leurs membres.

Il figure parmi les témoins interrogés par Marcel Ophuls dans son documentaire *Le Chagrin et la Pitié* (1969).

Sépulture

Cimetière de la montagne Gmund au lac Tegernsee (Gmund am Tegernsee, Landkreis Miesbach, Bavière, Allemagne)

MARTIN WEISS. **Martin Weiss** est un SS-Hauptscharführer, officier nazi, actif de 1934 à 1945, né le 21 février 1903 à Karlsruhe et mort le 30 septembre 1984 dans la même ville. Il est condamné à la prison à perpétuité pour crimes de guerre en 1950, avant que sa condamnation soit annulée en 1977.

Biographie

Il est né en 1903 à Karlsruhe d'une famille protestante aisée de huit enfants. De 1923 à 1927, il part travailler en Amérique du Sud pour aider son frère propriétaire d'une ferme.

Il rejoint la "Reiter SS", une branche de la SS en 1934 en raison de son intérêt pour l'équitation puis le parti nazi (NSDAP) en 1937. En raison de son appartenance à la SS au moment de sa conscription, il est placé dans une unité de ravitaillement mécanique de la Waffen-SS, avec laquelle il participe à la bataille de France.

En 1941, il rejoint l'Einsatzkommando 3 stationné à Bad Dübén. En octobre 1941, il rejoint le *Sicherheitsdienst* (SD), service de renseignement et de maintien de l'ordre de la SS et la *Sicherheitspolizei* (Sipo), police de sécurité allemande à Vilnius dans la Lituanie occupée par le Troisième Reich. Il s'occupe des affaires juives du ghetto de Vilnius et de la prison de Lukiškės, prison de la Gestapo. Du fait de la confiance de sa hiérarchie et en dépit de son grade peu élevé, il est le chef "*de facto*" du ghetto. Il commande aussi jusqu'en 1943 les *Ypatingasis būrys*, une unité spéciale de soldats lituaniens responsable des massacres de Ponary. Il supervise lui-même 13 à 15 exécutions sur ce site. En septembre 1943, il est choisi pour coordonner le travail du Sonderkommando 1005 afin d'effacer les preuves d'exterminations juives, c'est-à-dire de déterrer et brûler les cadavres.

Le 27 mars 1944, les enfants de moins de seize ans du camp de travail de Kailis sont arrêtés lors d'une opération (*Kinderaktion*) commandée par Weiss. Ils sont emmenés à la gare ; leur sort n'est pas connu.

En 1950, la cour de Wurtzbourg le condamne à la prison à vie pour crimes de guerre. En 1970, sa condamnation est suspendue et annulée en 1977.

Sépulture

Cimetière central de Karlsruhe 76131, Allemagne

ERNST VON WEIZSÄCKER. **Ernst von Weizsäcker** (Ernst Heinrich Freiherr von Weizsäcker), né le 25 mai 1882 à Stuttgart et mort le 4 août 1951 à Lindau, est un diplomate et homme politique allemand, ayant exercé les responsabilités de secrétaire général aux Affaires étrangères à l'époque du Troisième Reich, sous la responsabilité du ministre Ribbentrop. Il a été condamné comme criminel de guerre au procès des Ministères, jugé coupable de la déportation de Juifs français au camp d'Auschwitz.

Débuts de carrière

Weizsäcker entre dans la marine allemande en 1900, gravit les échelons d'officier et y fait la Première Guerre mondiale. En 1920, sa carrière se réoriente, il entre au ministère des Affaires étrangères. De 1921 à 1931, sous la république de Weimar, il occupe divers postes de consul en Europe, à Berne, Genève, puis est ambassadeur à Oslo en 1931. En **septembre 1933**, il est nommé par le régime national-socialiste ambassadeur en Suisse.

Carrière politique

De retour en Allemagne en 1937, Weizsäcker est nommé directeur au ministère des Affaires étrangères, à la demande de Hitler. Le 1er avril 1938, il est nommé secrétaire général de ce ministère, plus haut poste administratif auprès du ministre Joachim von Ribbentrop. Parallèlement, il s'inscrit au Parti national-socialiste le 1er avril 1938, et obtient en complément un poste à haut niveau dans la SS, dans l'état-major de Himmler.

Il reste au poste de secrétaire général jusqu'en mars 1943, puis est nommé ambassadeur près le Saint-Siège en juin 1943. À la suite de la libération de Rome en juin 1944, il n'exerce plus la fonction d'ambassadeur, mais reste à Rome, au Vatican, en tant qu'invité du pape et membre du corps diplomatique, jusqu'en 1946.

Condamnation pour crimes contre l'humanité

S'étant mis sous protection papale, Weizsäcker n'a pas fait partie des dignitaires traduits en justice au premier procès de Nuremberg. Par la suite, il se présente aux autorités alliées, et est arrêté par les Américains en **juillet 1947** : il est conduit à Nuremberg. Il est traduit au procès de la *Wilhelmstrasse* (nom donné par métonymie au siège du ministère des Affaires étrangères à Berlin de 1871 à 1945) : ces procès ultérieurs ayant été plus cléments que les premiers procès. Il est condamné le **14 avril 1949** à sept ans de prison pour crimes contre l'humanité, pour sa participation à la déportation de juifs français vers Auschwitz. Il sera relâché à la faveur d'une amnistie générale en 1950 ; en prison, il avait écrit ses mémoires, dans lesquels il estimait avoir été résistant au régime.

Famille

Issu de l'influente famille Von Weizsäcker, il est le fils de Karl von Weizsäcker (1853-1926), ministre-président du royaume de Wurtemberg de 1906 à 1918 et le père de Carl Friedrich von Weizsäcker (1912-2007), important physicien théoricien allemand du **XXe** siècle, qui a participé au projet de bombe atomique allemande pendant la Seconde Guerre mondiale, et de Richard von Weizsäcker (1920-2015), président de la République fédérale d'Allemagne de 1984 à 1994, qui fut son avocat au procès de Nuremberg.

Sépulture

Cimetière de la Solitude de Stuttgart (Stuttgart-Ouest, Stadtkreis Stuttgart, Bade-Wurtemberg, Allemagne

OTTO WÖHLER. **Otto Wöhler** (12 juillet 1894 à Groß Burgwedel, 5 février 1987 à Groß Burgwedel) est un *General der Infanterie* allemand qui a servi au sein de la Heer dans la Wehrmacht pendant la Seconde Guerre mondiale.

Il a été récipiendaire de la croix de chevalier de la croix de fer avec feuilles de chêne. La croix de chevalier de la croix de fer avec son grade supérieur, les feuilles de chêne, sont attribués pour récompenser un acte d'une extrême bravoure sur le champ de bataille ou un commandement militaire accompli avec succès.

Biographie

Il est né à Großburgwedel, près de Hanovre. Il choisit une carrière de soldat professionnel, participe à la Première Guerre mondiale en tant que lieutenant (20 mai 1914, brevet de 1912 « sans

protection »), où il commande en dernier lieu un bataillon au sein du 167^e régiment d'infanterie sur le front français et ramène en novembre 1918 les survivants de son régiment à la garnison de Cassel en tant que commandant adjoint du régiment.

En 1941, l'*Oberst* Wöhler est le chef d'État major de la *II. Armee* d'Erich von Manstein lors de sa campagne en Crimée. Von Manstein le décrit comme d'un « calme imperturbable » et lui ayant été « d'un secours précieux aux époques de crises ». Il conserve ce poste jusqu'au printemps 1942, où il devient chef d'État major du Groupe d'armées Centre du *Generalfeldmarschall* Hans Günther von Kluge.

Puis il est général de corps d'armée dans l'infanterie et commandant en chef de la *8. Armee* à partir de l'été 1943, puis du groupe d'armées Sud qui défend successivement les Balkans, la Hongrie et l'Autriche face à l'Armée rouge.

Limogé le 25 mars 1945, il est fait prisonnier en Autriche par les troupes américaines en mai 1945. Au procès du haut commandement de la Wehrmacht, il est condamné à 8 ans d'emprisonnement pour avoir participé à la persécution des populations civiles et assuré la logistique du groupe d'intervention D de la SS qui s'est rendu coupable de crimes contre l'humanité sur le front de l'Est. Il est libéré en 1951 et prend sa retraite dans sa ville natale (une banlieue de Hanovre) dont il devient conseiller municipal, et aussi membre du conseil d'administration de la Fondation Pestalozzi.

Sépulture

Cimetière de Großburgwedel (Grossburgwedel, Région de Hanovre, Basse-Saxe, Allemagne)

